

Présidence de la République

République Centrafricaine
Unité - Dignité - Travail



LOI N°...06 . 0 3 3

**ARRETANT LE BUDGET DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE POUR
L'ANNEE 2007**

**L'ASSEMBLEE NATIONALE
A DELIBERE ET ADOPTE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT**

Promulgue la Loi dont la teneur suit :

A.

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

Article 1^{er} : Les recettes et les dépenses du Budget de l'Etat ainsi que les opérations de trésorerie rattachées à l'exécution du Budget pour l'année 2007 sont régies conformément aux dispositions de la présente Loi.

Article 2 : Aucune mesure susceptible d'entraîner une dépense nouvelle ou une perte de recettes au-delà des montants globaux fixés par les articles ci-après, par rapport aux voies et moyens évalués à l'article 11 ci-dessous, ne pourra intervenir au cours de l'année 2007 sans avoir fait l'objet de l'ouverture préalable d'un crédit supplémentaire au chapitre intéressé avant qu'aient été dégagées, en contrepartie et pour un montant équivalent, des ressources nouvelles ne figurant pas parmi les recettes dont il est fait état dans la présente Loi.

Article 3 : Sous réserve des dispositions de la présente Loi, continueront d'être opérées, pendant l'année 2007, conformément aux lois et règlements en vigueur :

- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus divers de l'Etat ;
- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux Etablissements Publics et Organismes divers dûment habilités.

Article 4 : Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets antérieurs en vigueur et par la présente Loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, sous peine pour les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, d'être poursuivis pour concussion conformément aux articles 108 et 109 du Code Pénal.

Sont également passibles des peines prévues pour concussion, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quel que motif que ce soit, auront, sans autorisation légale ou réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôts ou taxes publiques ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements publics.

Ces dispositions sont aussi applicables aux responsables des entreprises nationales du secteur public et parapublic qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance de produits ou services de ces entreprises.

Article 5 : Tout texte portant exonération des droits de douanes et d'Impôts, création, modification d'un impôt ou d'une taxe fiscale ou parafiscale doit recevoir l'approbation préalable du Ministre chargé des Finances sous peine de nullité.

Article 6 : Toutes les franchises et exonérations fiscalo douanières accordées avant le 01 janvier 2007 sont suspendues jusqu'à nouvel ordre, à l'exception de celles relatives aux missions diplomatiques, consulaires et organisations internationales.

Article 7 : Les autres demandes de franchises et exonérations nées de toutes autres conventions y compris celles liées à la charte des Investissements, au Code des Mines et/ou tout autre code et convention sont soumises au paiement préalable des impôts, droits et taxes exigibles pendant la durée de l'examen de leurs dossiers.

A l'issue de l'examen des demandes de franchises et exonérations, les sommes perçues non justifiées par application de l'article 6 ci-dessus, sont remboursées.

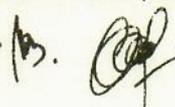
Article 8 : Les dons de matériels et produits faits à l'Etat et destinés à être revendus sont assujettis au paiement des droits et taxes.

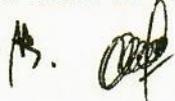
Article 9 : La présente disposition ne s'applique pas aux dons offerts à l'Etat Centrafricain, ni aux matériels et produits fournis gratuitement par des pays étrangers ou des organismes internationaux au profit des populations centrafricaines.

Article 10 : Un Décret fixera les modalités d'application des présentes dispositions.

Article 11 : Les ressources et les charges inscrites au Budget de l'Etat pour l'année 2007 sont fixées conformément aux états de développement annexés à la présente Loi.

Article 12 : Le Ministre des Finances et du Budget est l'ordonnateur principal du Budget Général de l'Etat. Il peut, s'il le juge nécessaire, déléguer tout ou partie de ses prérogatives à d'autres responsables de l'Administration des Finances et du Budget.



Article 13 : Le Ministre des Finances et du Budget est tenu de faire produire par le Directeur Général du Budget un compte administratif présentant la situation des engagements et des ordonnancements au cours de l'exercice budgétaire, et par le Directeur Général du Trésor un compte de gestion. 

PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

A – DISPOSITIONS FISCALES

DE LA CONTRIBUTION DES PATENTES

Article 14:

Il est créé au tableau B du Tarif des Patentes un Code 2106 relatif à l'activité d'entreprise de gardiennage.

Droit fixe : 500.000F

Taxe variable :

- Employé : 1.000F/ employé
- Matériel de communication : 1.000F/appareil

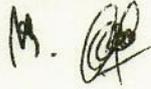
DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Article 15 : Les dispositions de l'article 137 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 137 du CGI : Est taxé d'office, tout contribuable qui :

- n'a pas souscrit sa déclaration dans les délais impartis après une mise en demeure ;
- s'est opposé au contrôle fiscal ;
- s'est abstenu de répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justifications de l'administration fiscale ;
- ne peut produire les livres, pièces, documents comptables justificatifs ou qui présente des livres, pièces, documents comptables incomplets ne permettant pas de déterminer avec précision les résultats de l'entreprise.

(Le dernier alinéa sans changement). 

Lire :

Article 137 du CGI : Est taxé d'office, tout contribuable qui, dans les 8 jours francs d'une mise en demeure adressée au contribuable avec décharge valant accusé de réception:

- n'a pas souscrit sa déclaration ;
- s'est abstenu de répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justifications de l'administration fiscale ;
- ne peut produire les livres, pièces, documents comptables justificatifs ou qui présente des livres, pièces, documents comptables incomplets ne permettant pas de déterminer avec précision les résultats de l'entreprise.

En cas de désaccord avec l'administration fiscale, le contribuable taxé d'office ne peut obtenir par voie contentieuse la décharge ou la réduction de la cotisation qui lui a été assignée qu'en apportant la preuve du chiffre exact du bénéfice objet de l'imposition contestée.

Article 16 : Les dispositions de l'article 138 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 138 du CGI : Les majorations, pénalités et amendes ci-après peuvent être appliquées dans les cas suivants :

1) Déclaration tardive

- 50% de majoration appliquée sur le montant de l'impôt dû ;
- 500 000 Francs par mois de retard si le retard est inférieur à un mois, augmenté de 300 000 Francs par mois de retard supplémentaire dans la limite de 2.000.000 de francs ; tout mois commencé étant compté pour un mois entier.

2) Insuffisance de déclaration

- majoration de 100% calculée sur le montant des droits éludés, lorsque l'insuffisance des déclarations est supérieure à 1/10ème du bénéfice déclaré ou à 1000 000 de Francs ;

- cette majoration est portée au double lorsque le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

3) Absence de déclaration

- A partir du 1er Mai : amende fiscale de 2 000 000 de Francs, sans préjudice des majorations, pénalités et amendes prévues pour le cas de déclaration tardive.

4) Taxation d'office

- pénalité de 100% calculée sur la totalité de la cote, si la bonne foi du contribuable est établie ou présumée ;
- cette pénalité est portée au double lorsque le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Lire :

Article 138 du CGI : Dans les cas suivants, les majorations, pénalités et amendes ci-après s'appliquent :

1) Absence de déclaration

A partir du 1er Mai : une amende fiscale de 1.000.000 de Francs CFA, sans préjudice des majorations, pénalités et amendes prévues pour le cas de déclaration tardive.

2) Déclaration tardive

Dans les 8 jours francs d'une mise en demeure adressée au contribuable avec décharge valant accusé de réception, majoration de 20% appliquée sur le montant de l'impôt dû, avec un minimum de 1.000.000 FCFA.

3) Insuffisance de déclaration

- majoration de 25% calculée sur le montant des droits éludés, en cas de bonne foi du contribuable ;
- cette majoration est portée à 50% lorsque la mauvaise foi du contribuable est établie.

A. 

4) Taxation d'office

- pénalité de 50% calculée sur la totalité de la cote, si la bonne foi du contribuable est reconnue ;
- cette pénalité est portée à 100% lorsque la mauvaise foi du contribuable est établie.

Article 17 : Les dispositions de l'article 142 - 1 - 1^{er} alinéa du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Art. 142 - 1 - 1^{er} alinéa du CGI : L'impôt minimum forfaitaire calculé conformément aux prescriptions ci-dessus, par le contribuable lui-même, est acquitté spontanément par celui-ci, à la recette des impôts compétente de sa résidence fiscale, en trois fractions égales, respectivement avant le 15 février (au moment du dépôt de la déclaration visée à l'article 140), le 15 mars et le 15 avril.

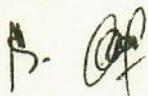
Une majoration de 10% par mois ou fraction de mois de retard est appliquée aux acomptes ou parties d'acompte non réglés dans les délais sans qu'elle puisse excéder au total 100% des droits éludés.

Lire :

Art. 142 - 1- 1^{er} alinéa du CGI : L'impôt minimum forfaitaire calculé conformément aux prescriptions ci-dessus, par le contribuable lui-même, est acquitté spontanément par celui-ci, à la recette des impôts compétente de sa résidence fiscale, en trois fractions égales, respectivement au plus tard les 15 février (au moment du dépôt de la déclaration visée à l'article 140), 15 juin et 15 octobre.

Un intérêt de retard de 2% par mois, tout mois entamé étant dû, et une majoration de 20% sont appliqués aux acomptes ou parties d'acompte non réglés dans les délais de paiement ci-dessus.

Article 18 : Les dispositions de l'article 142 - 4 - 3^{ème} alinéa du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :



Au lieu de :

Art. 142 – 4 – 3^{ème} alinéa du CGI : Dans le cas contraire, le solde de l'impôt sur les sociétés restant dû, calculé par la société elle-même est acquitté spontanément par celle – ci sans émission de rôle à la recette des Impôts compétente en trois (3) fractions égales respectivement avant le 15 Mai, le 15 Juin et le 15 Juillet de l'année qui suit celle de la réalisation des bénéfices imposés.

Lire :

Art. 142 – 4 – 3^{ème} alinéa du CGI : Dans le cas contraire, le solde de l'impôt sur les sociétés restant dû, calculé par la société elle-même est acquitté spontanément par celle – ci sans émission de rôle à la recette des Impôts compétente en même temps que le dépôt de la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) ou au plus tard le 30 avril.

Un intérêt de retard de 2% par mois, tout mois entamé étant dû, et une majoration de 20 % sont appliqués au solde de l'impôt sur les sociétés restant dû et non payé à la date ci-dessus.

Article 19 :

Art. 142 – 5 – nouveau du CGI : En cas de non paiement de l'impôt taxé d'office ou redressé dans les délais impartis, il est fait application d'un intérêt de retard de 2% par mois de retard, tout mois entamé étant dû.

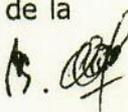
DE L'IMMATRICULATION DES CONTRIBUABLES

Article 20: Les dispositions de l'article 342 2^{ème} alinéa du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Art. 342 2^{ème} alinéa du CGI: En conséquence, l'absence de Numéro d'Identification Fiscale sur une facture comportant la TVA n'ouvre pas droit à déduction.

Lire :

Art. 342 2^{ème} alinéa du CGI: En conséquence, l'absence de Numéro d'Identification Fiscale (NIF) sur une facture comportant la TVA n'ouvre pas droit à déduction et le montant de la facture ne sera pas déductible des charges pour la détermination du résultat imposable. 

DE LA TAXE SUR LES LOYERS PROFESSIONNELS

Article 21 : Les dispositions de l'article 19 de la loi de finances rectificative 2005 sont abrogées.

DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Article 22 : Les dispositions de l'article 247 dernier alinéa du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 247 dernier alinéa du CGI :

Toutes les personnes morales réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur au seuil d'imposition susvisé demeurant de plein droit redevables de la TVA et sont soumises à la contribution des patentes.

Lire :

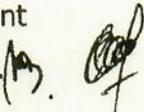
Article 247 dernier alinéa du CGI:

Toutes les personnes morales réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur au seuil d'imposition susvisé demeurent de plein droit redevables de la TVA et sont soumises à la contribution des patentes.

Toutefois les personnes physiques réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 30 000 000 de Fcfa peuvent opter pour leur assujettissement à la TVA.

Article 23 : Les dispositions de l'article 271 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 271 du CGI: La facture délivrée à un non assujetti peut être établie pour un montant toutes taxes comprises pour toutes les ventes d'un montant égal ou supérieur à 5.000 Fcfa. 

En l'absence de facturation, les assujettis à la TVA sont tenus d'utiliser une machine à bande enregistreuse faisant ressortir distinctement le montant du produit hors taxe, le taux de la TVA et le montant de la TVA collectée.

Le défaut d'utilisation d'une machine à bande enregistreuse ou la non facturation entraîne le paiement d'une amende de 2.000.000 F CFA.

Lire :

Article 271 du CGI : Pour toutes les ventes effectuées par un assujetti à la TVA un ticket de caisse devra être obligatoirement délivré.

Le ticket émis par la machine à bande enregistreuse doit faire ressortir le nom, le NIF de l'entreprise vendeuse, le montant TTC et le montant de la TVA. Par mesure de simplification ce montant peut être calculé sur le montant TTC en appliquant à ce montant le coefficient $\frac{T}{100 + T}$ où T est le Taux légal de la TVA.

Toutefois une facture établie conformément aux dispositions de l'Article 268 du CGI pourra être délivrée sur présentation du ticket de caisse à la demande de l'acheteur.

Article 24 : Les dispositions de l'article 277 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Art. 277 du CGI : Après authentification de la créance fiscale, le Receveur Principal des impôts a la pleine et entière capacité d'agir en matière de recouvrement. Le receveur des impôts est responsable du recouvrement des impositions dont il a la charge. Il est tenu de justifier de leur entière réalisation.

Un avis de mise en recouvrement des sommes non acquittées à la date d'échéance est établi sur un imprimé fourni par l'administration et adressé aux redevables. L'avis de mise en recouvrement est signé et rendu exécutoire par le receveur des impôts ou son intérimaire désigné par le Directeur Général des Impôts et des domaines.

A défaut de paiement des sommes mentionnées sur l'avis de mise en recouvrement ou de réclamation assortie d'une demande de sursis de paiement avec constitution de garanties, le redevable qui ne régularise pas sa situation dans les cinq (5) jours francs est poursuivi conformément aux textes en vigueur.

Lire :

Art. 277 du CGI: Après authentification de la créance fiscale par l'envoi d'un avis de mise en recouvrement, le Receveur Principal des impôts a la pleine et entière capacité d'agir en matière de recouvrement. Le receveur des impôts est responsable du recouvrement des impositions dont il a la charge. Il est tenu de justifier de leur entière réalisation.

Une mise en demeure valant commandement de payer, relative aux sommes non acquittées à la date d'échéance est établie sur un imprimé fourni par l'administration et adressée au redevable. La mise en demeure est signée et rendue exécutoire par le receveur des impôts ou son intérimaire désigné par le Directeur Général des Impôts et des domaines.

A défaut de paiement des sommes mentionnées sur la mise en demeure ou de réclamation assortie d'une demande de sursis de paiement avec constitution de garanties, le redevable qui ne régularise pas sa situation dans les cinq (5) jours francs est poursuivi conformément aux articles 415 et suivants du présent code. Ceci vaut également en matière de taxation d'office.

Article 25 : Les dispositions de l'article 283 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Art. 283 du CGI : Le dépôt tardif ou le défaut de déclaration d'existence est sanctionné par la perte du droit à déduction pendant la période de non - déclaration dans les conditions prévues à l'article 258 ci-dessus.

En cas de retard dans le paiement de l'impôt exigible, d'après la déclaration mensuelle, le redevable sera passible d'un intérêt de retard égal à 2% par mois avec un maximum de 50% de l'impôt qui aurait dû être acquitté.

Lire :

Art. 283 du CGI

1. Le dépôt tardif ou le défaut de déclaration d'existence est sanctionné par une amende fiscale de 500.000 FCFA et la perte du droit à déduction pendant la période de non- déclaration.
2. Le dépôt tardif ou le défaut de déclaration des modifications de conditions d'exercice de la profession est sanctionné par une amende fiscale de 500.000 FCFA.

3. Faute de dépôt de la déclaration de TVA dans les délais, il est adressé au redevable une mise en demeure par laquelle il est astreint au paiement d'une amende fiscale de 250.000 FCFA, non suspensive des éventuels intérêts de retard et majorations dus pour non paiement de l'impôt. Dès réception de la mise en demeure, le redevable dispose d'un délai de cinq jours francs pour produire la déclaration et payer l'amende et éventuellement les intérêts de retard et majorations.
4. A défaut de dépôt de la déclaration de calcul du prorata de TVA dans le délai fixé à l'article 261 ci-dessus, le redevable est astreint au paiement d'une amende fiscale de 100.000 FCFA.
5. Le défaut d'utilisation d'une machine enregistreuse entraîne le paiement d'une amende de 500.000 FCFA autant de fois que l'infraction est constatée.
6. Tout manquement constaté de remise de ticket défini à l'article 271 ou de délivrance de facture telle que précisée à l'article 268 du présent Code, est sanctionné par une amende fiscale de 200.000 FCFA par ticket ou par facture non délivré(e).
7. Le redevable de la TVA qui effectue une vente sans factures conformes aux prescriptions de l'article 268 ou sans remise de ticket de caisse enregistreuse tel que défini à l'article 271 ci-dessus est passible d'une amende fiscale égale à 50% des droits compromis.
8. En cas de récidive, l'amende encourue est égale à 100% des droits. Dans tous les cas le montant minimum de l'amende est fixée à 2.000.000 FCFA. L'amende est appliquée cumulativement avec une fermeture administrative de trois mois.
La fermeture devient définitive si l'entreprise récidive une seconde fois. Lorsqu'il s'agit d'une entreprise dont les dirigeants sont de nationalité étrangère, l'interdiction de séjour est prononcée cumulativement avec les sanctions ci-dessus et ce, à la demande expresse du Ministre des Finances.
En cas de manœuvres avérées entre fournisseur et client visant à minorer ou à dissimuler le véritable prix, les sanctions ci-dessus sont applicable audit client.
9. Toute déduction de la taxe portée sur une facture ne correspondant pas, en partie ou en totalité, à une acquisition de biens ou à une prestation de services, est

sanctionnée par une pénalité de 100% des droits éludés. L'émetteur d'une telle facture est passible de la même pénalité.

10. En cas de retard dans le paiement de l'impôt exigible, d'après la déclaration mensuelle, le redevable est passible d'un intérêt de retard égal à 2% par mois avec un maximum de 50% de l'impôt qui aurait dû être acquitté.

11. L'obligation de facturation et les sanctions y relatives s'appliquent mutatis mutandis aux autres impôts et taxes (les dispositions des articles 344 bis et 344 bis-1 du présent Code sont abrogées).

Article 26 : Les dispositions de l'article 284 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 284 du CGI : Le défaut de production de la déclaration après une lettre de rappel, donne lieu à une taxation d'office.

Les droits liquidés sont passibles en sus des indemnités de retard, d'une majoration de 25%.

Lire :

Article 284 du CGI : Le défaut de production de la déclaration dans les cinq (5) jours francs d'une mise en demeure de déclarer, donne lieu à une taxation d'office.

Les droits liquidés sont passibles en sus des intérêts de retard, d'une majoration de 25%.

Article 27 : Les dispositions de l'article 286 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 286 du CGI : Le non paiement de la TVA dûment liquidée est passible après mise en demeure des sanctions suivantes :

1. publication dans un journal d'annonces légales des noms des redevables ;
2. diffusion à la radio des noms des réfractaires ;
3. fermeture de l'entreprise ;

B. 

4. saisie ;

5. vente.

En cas de récidive, la contrainte par corps et une peine d'emprisonnement peuvent être prononcées.

Lire :

Article 286 CGI : Le non paiement de la TVA dûment liquidée est passible des sanctions prévues aux articles 415 et suivants du présent code.

DE L'IMPÔT LIBÉRATOIRE

Article 28 : Les dispositions de l'article 214 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

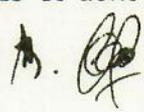
Article 214 du CGI : Il est établi, au profit du budget de l'Etat, un impôt dit libératoire, qui est exclusif de tous autres impôts et taxes.

Lire :

Article 214 du CGI : Il est établi, au profit de l'Etat, un impôt dit libératoire.

Article 29 : Les dispositions de l'article 215 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 215 du CGI : Sont soumises à cet impôt toutes les personnes physiques qui exercent en République Centrafricaine un Commerce, une industrie, une profession ne figurant pas dans la liste des exclusions et exemptions permanentes et dont le chiffre d'affaire annuel toutes taxes comprises n'excèdent pas 30.000.000 Fcfa. 

Lire :

Article 215 du CGI: Sont soumises à cet impôt toutes les personnes physiques qui exercent en République Centrafricaine un Commerce, une industrie, une profession ne figurant pas dans la liste des exclusions et exemptions permanente et dont le chiffre d'affaire annuel toutes taxes comprises n'excèdent pas 30.000.000 Fcfa.

Les personnes physiques qui relèvent du régime du réel et dont le chiffre d'affaires descend sous le seuil de 30.000.000 FCFA ne seront soumises à l'impôt libératoire qu'à l'issue d'une période de deux ans après vérification par le service de contrôle.

DU TARIF DE L'IMPÔT LIBÉRATOIRE

Article 30 : Le tarif de l'Impôt Libératoire prévu à l'article 229 du CGI est modifié et complété comme suit :

Au lieu de :

COMMERCE

Profession ou Activité	Chiffre d'affaires	Cotisation de Base	Coefficient	Montant an, de l'impôt
Commerçant	De 500.001 à 1.000.000	171 500	0,30	51 450
Trafiquant ambulant	De 1000.001 à 1.500.000	343 330	0,30	102 900
animal bicyclette,	De 1.500.001 à 3.000.000	686 665	0,30	206 000
Motocyclette, pirogue,	De 3.000.001 à 10.000.000	1 631 280	0,30	489 300
Automobile sans limite,	De 10.000.001 à 25.000.000	2 175 040	0,30	652 500
Commerçant de bétail,	De 25.000.001 à 30.000.000	2 718 800	0,30	815 400

Lire :

COMMERCE

Profession ou Activité	Chiffre d'affaires	Cotisation de Base	Coefficient	Montant an, de L'impôt
Commerçant	De 500.001 à 1 000 000	171 500	0,30	51 450
Commerçant ambulante	De 1.000.001 à 1 500 000	343 330	0,30	102 900
Animal bicyclette,	De 500.001 à 3 000 000	686 665	0,30	206 000
Motocyclette, pirogue,	De 3.000.001 à 6.000 000	1.029.669	0,30	309.000
	De 6.000.001 à 10.000.000	1.800.280	0,30	540.000
Automobile sans limite	De 10.000.001 à 20 000 000	3.500.000	0,30	1.050.000
Commerçant de bétail	De 20.000.001 à 30 000 000	7.000.000	0,30	2.100.000

**DE LA RETENUE A LA SOURCE DE L'IMPOT SUR LE REVENU OU DE L'IMPOT SUR
LES SOCIETES**

Article 31 : Les dispositions de l'article 166 bis 1 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Art.166 bis 1 du CGI : Taux

- 10% de la valeur en douane majorée de l'ensemble des droits et taxes exigibles, à l'exception de la TVA en ce qui concerne les importations de marchandises ;
- 5% du prix toutes taxes comprises à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les achats commerciaux en régime intérieur ;
- 10% du prix TTC à l'exception de la TVA en ce qui concerne les prestataires de services autres que les professions libérales soumis à l'impôt sur les revenus à raison des bénéfices non commerciaux ;

AS. 

- 20% du prix toutes taxes comprises à l'exception de la TVA en ce qui concerne les professions libérales soumises à l'impôt sur les revenus à raison des bénéfices non commerciaux.

Cependant en ce qui concerne les revenus de capitaux mobiliers la retenue à la source est effectuée au taux de 15% des revenus bruts distribués.

Lire

Art.166 bis 1 du CGI : Taux

Un taux unique de 5% est applicable aux opérations de dédouanement ainsi qu'aux opérations intérieures :

- importations de marchandises ;
- achats commerciaux locaux en vue de la revente ;
- prestations de services.

Cependant en ce qui concerne les Revenus des Capitaux Mobiliers, la retenue à la source est effectuée au taux de 15% des revenus bruts distribués.

S'agissant des rémunérations des prestations de services versées à l'étranger et sous réserve des conventions internationales, le taux de la retenue est de 15%. Cette retenue constitue pour le redevable un prélèvement libératoire.

Par prestations de services il faut entendre :

- les locations de biens meubles et immeubles ;
- les réparations ;
- les transports de personnes et de marchandises, le transit et la manutention ;
- les travaux d'études de recherches, et d'expertises ;
- la fourniture d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone ;
- les prestations de professions libérales.

Sont assimilées à des prestations de services, certaines opérations qui emportent transfert de propriétés telles que :

- Les livraisons de biens meubles corporels (brevets, marques etc.) ;
- Les ventes à consommer sur place de produits alimentaires ou de boissons ;
- Les travaux immobiliers exécutés par les différents corps de métiers participant à la construction, à l'entretien et à la réparation de bâtiments et ouvrages immobiliers, les

travaux publics, les travaux de construction métallique, de démolition, les travaux accessoires ou préliminaires aux travaux immobiliers, y compris les marchés publics financés de l'extérieur ;

- les travaux à façon ;
- les opérations de leasing et de crédit-bail.

Les contribuables ayant satisfait à leurs obligations fiscales pendant l'année précédente et figurant sur une liste établie chaque année par la Direction Générale des Impôts et des Domaines acquittent la retenue d'IS-IR sur leurs importations à but commercial à l'occasion des opérations de dédouanement à l'intérieur du pays et non aux guichets de transit.

DE LA BASE DE RETENUE

La base de la retenue à l'importation est la valeur en douane majorée de l'ensemble des droits et taxes exigibles à l'exception de la TVA.

La base de la retenue à l'intérieur est le prix TTC à l'exception de la TVA.

Article 32: Les dispositions de l'article 166 bis 6 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Art 166 bis 6 du CGI : sont dispensées de l'acompte IR/IS :

- les ventes d'eau et d'électricité ;
- les importations à but commercial effectuées par les contribuables ayant satisfait à leurs obligations fiscales pendant l'année précédente et figurant sur une liste établie chaque année par la Direction Générale des Impôts et des Domaines ;
- les entreprises en cours de création notamment à l'étape de formalisation.

Lire :

Art. 166 bis 6 du CGI : sont dispensées de l'acompte IR/IS :

- les ventes d'eau et d'électricité ;
- les entreprises en cours de création notamment à l'étape de formalisation ;

- les entreprises agréées à la charte nationale d'investissement ou ayant signé une convention d'établissement avec la République Centrafricaine, sous réserve des dispositions des Articles 6 à 8 de la présente Loi.

Le reste sans changement.

DU RECOUVREMENT

Article 33 : Les dispositions de l'article 415 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

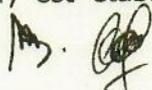
Article 415 du CGI : A défaut de paiement dans le délai imparti, le comptable public compétent notifie une mise en demeure, avec décharge, avant l'engagement des poursuites. Dès sa réception, le redevable dispose d'un délai de sept (7) jours francs pour acquitter les sommes dues.

Lire :

Article 415 du CGI : A défaut de paiement de tout impôt, amende fiscale, majoration, intérêt de retard ou autre pénalité, dans le délai imparti, le comptable public compétent notifie, avec décharge, une mise en demeure valant commandement de payer, avant l'engagement des poursuites.

Dès sa réception, le redevable dispose d'un délai de huit (8) jours francs pour acquitter les sommes dues.

La mise en demeure, valant commandement de payer, rédigé en original et en copie est notifié au contribuable ou à son représentant avec remise en mains propres. En cas d'absence du contribuable ou de son représentant, la mise en demeure est signifiée au bureau du Maire.

La mise en demeure, valant commandement de payer, est établie par les porteurs de contraintes et signée par le comptable public compétent. 

L'original, qui peut être collectif pour tous les retardataires poursuivis le même jour, dans le même lieu, porte mention des commandements exécutés.

Article 34 : Les dispositions de l'article 416 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

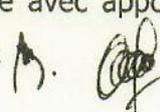
Art. 416 du CGI : Les poursuites comprennent trois degrés, à savoir:

- premier degré : commandement;
- deuxième degré : la fermeture de l'établissement ou saisie ;
- troisième degré: vente.

Ces poursuites à l'exception de la fermeture de l'établissement, constituent des poursuites judiciaires, c'est-à-dire que seuls les tribunaux judiciaires sont compétents pour statuer sur la validité intrinsèque de ces actes. Toutes contestations portant sur l'existence ou la quotité de la dette sont du ressort des juridictions administratives.

Lire :

Art. 416 du CGI : Au-delà du délai prescrit à l'article 415 ci-dessus les mesures suivantes seront appliquées comme suit :

1. le 9^{ème} jour franc: Avis à Tiers Détenteur (ATD) auprès des banques et/ou entreprises clientes et exclusion temporaire des marchés publics. L'exclusion sera définitive en cas de récidive ;
2. le 6^{ème} jour franc de la remise des ATD : fermeture administrative de l'entreprise avec apposition de la mention « Fermé pour non paiement des impôts » ; 

3. le 6^{ème} jour franc de la fermeture administrative de l'entreprise : saisie des biens meubles et immeubles, sur décision prise par le Ministre en charge des Finances sur proposition du Directeur Général des Impôts ;
4. le 29^{ème} jour franc de la saisie : vente des biens saisis ;
5. Dans tous les cas, lorsque la mauvaise foi du redevable est établie, l'ATD peut être envoyé sans le respect des délais visés ci-dessus.

En cas de récidive, la contrainte par corps et une peine d'emprisonnement peuvent être prononcées.

En outre, le Directeur Général des Impôts ou le Directeur Général du Trésor peut, à tout moment dans les délais ci-dessus mentionnés, demander publication dans les médias des noms des redevables.

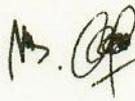
La saisie se fait d'après les formes prescrites par le code de procédure civile ou le cas échéant par l'acte uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement. Il est dressé un procès-verbal de saisie dont copie est signifiée au débiteur. Le paiement de l'intégralité des sommes dues met fin à la fermeture administrative de l'établissement ou à la saisie-vente.

La vente est faite par les soins du Directeur des Domaines ou par délégation par les Chefs de centres préfectoraux des impôts qui agit alors en qualité de Commissaire-priseur dans les formes prescrites par le code de procédure civile pour les ventes effectuées par autorité de justice ou, à défaut, par le porteur de contraintes. Elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

Le comptable du Trésor, des Impôts ou de la Douane doit être présent ou représenté lors de la vente et doit donner aussitôt quittance, sous réserve de restitution ultérieure s'il y a lieu.

Article 35 : Les dispositions de l'article 417 du CGI sont abrogées.

Article 36 : Les dispositions de l'article 418 du CGI sont abrogées.

Article 37 : Les dispositions de l'article 419 du CGI sont abrogées. 

Article 38 :

Art. 420 NOUVEAU du CGI : La procédure de saisie attribution sur les traitements salaires et autres rémunérations, s'effectue d'après le tarif suivant : (le reste sans changement)

Article 39 : Les dispositions de l'article 422 du CGI sont abrogées.

Article 40 : Les dispositions de l'article 423 du CGI sont abrogées.

Article 41 : Les dispositions de l'article 424 du CGI sont abrogées.

DU CONTENTIEUX

Article 42 : Les dispositions de l'article 364 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 364 du CGI – 3ème alinéa : Tout contribuable qui n'a pas reçu dans les six (6) mois suivant la date de présentation de sa demande, avis de la décision du Ministre ou du Directeur Général des Impôts et des Domaines, est fondé à considérer cette demande comme rejetée et à porter le litige devant le Tribunal Administratif.

Lire :

Article 364 du CGI – 3ème alinéa : Tout contribuable qui n'a pas reçu dans les trois (3) mois suivant la date de présentation de sa demande, avis de la décision du Ministre des Finances ou du Directeur Général des Impôts et des Domaines, est fondé à considérer cette demande comme rejetée et à porter le litige devant le Tribunal Administratif.

DE LA VERIFICATION DE COMPTABILITE

Article 43 : Les dispositions de l'article 326 – 3^{ème} alinéa du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de:

Article 326-3^{ème} alinéa du CGI: En cas de tenue d'une comptabilité informatisée, le vérificateur peut demander une assistance informatique d'un agent assermenté ayant une expérience en la matière.

Lire :

Article 326-3^{ème} alinéa du CGI: En cas de tenue d'une comptabilité informatisée ou de la vérification d'une entreprise qui requiert des connaissances techniques particulières, l'administration fiscale peut faire appel à un expert assermenté ayant une expérience en la matière.

DU DROIT DE COMMUNICATION

Article 44 :

Article 323 du CGI (infractions au droit de communication)

1er Alinéa sans changement

Le reste comporte les changements suivants :

Au lieu de :

- a) Refus de communication suite au passage d'un agent des Impôts : 2.000.000 F CFA.
- b) Refus de communication suite à une demande écrite : 2.000.000 F CFA.
- c) Omission ou inexactitude dans les renseignements fournis :
200.000 F par omission si la bonne foi est prouvée ;
500.000 F si la bonne foi n'est pas prouvée.
- d) Absence de conservation des documents soumis au droit de communication : 2.000.000 par document non conservé.

Ces amendes sont majorées de 50.000 Francs par jour de retard supplémentaire et limitées à 5.000.000 francs. Les amendes susvisées sont constatées par l'agent des impôts qui en assure la liquidation. Le montant des droits est immédiatement exigible pour la totalité.

Lire :

Le refus de communiquer les livres, pièces, documents et renseignements visés à l'article 322, sur réquisition verbale des agents disposant du droit de communication est suivi d'une mise en demeure par lettre portée au contribuable intéressé avec décharge valant accusé de réception. Si à l'expiration du délai franc de deux jours après réception de cette lettre, la

communication demandée n'a pas été obtenue, les amendes pour infraction au droit de communication sont appliquées dans les cas suivants :

- a) Refus d'accepter l'obligation de communication suite au passage d'un agent habilité, ou suite à une demande écrite : 2.000.000 FCFA.
- b) Refus de communiquer documents, pièces ou informations lors d'un passage ou d'une demande écrite : 2.000.000 FCFA.
- c) Absence de conservation des documents soumis au droit de communication : 2.000.000 FCFA par document non conservé.

En cas de non régularisation dans les 8 jours le montant des amendes est doublé.

Les infractions susvisées font l'objet d'un procès verbal, mentionnant le montant des amendes, remis par l'agent habilité qui en assure la liquidation. Le montant des droits est immédiatement exigible pour la totalité.

En cas de récidive, l'opposition individuelle ou collective au droit de communication est passible du tribunal correctionnel.

DU CONTROLE FISCAL

Article 45 : Les dispositions de l'article 327 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 327 du CGI – dernier alinéa : Si le contrôle fiscal, qui est destiné à déterminer équitablement la situation du contribuable, ne peut avoir lieu, ou est interrompu du fait du contribuable ou des tiers, il est procédé à l'évaluation d'office des bases d'imposition et les cotisations sont majorées des pénalités prévues en matière de taxation d'office.

Lire :

Article 327 du CGI – dernier alinéa : Si le contrôle fiscal, qui est destiné à déterminer équitablement la situation du contribuable, ne peut avoir lieu, ou est interrompu du fait du contribuable ou des tiers (opposition individuelle ou collective), il est procédé à l'évaluation d'office des bases d'imposition et les cotisations sont majorées des pénalités prévues en matière de taxation d'office.

En cas de récidive, l'opposition individuelle ou collective au contrôle fiscal est passible du tribunal correctionnel. A peine de nullité le contrôle sur place de la comptabilité ne peut excéder quatre vingt dix (90) jours ouvrables. Ce délai court entre le jour de la première intervention sur place et le jour de la dernière intervention sur place.

Toutefois si la vérification ne peut être achevée pour des raisons de spécificités du secteur contrôlé ou des difficultés particulières rencontrées lors des opérations de contrôle un avis complémentaire doit être adressé au contribuable pour proroger le délai.

DU CODE DE L'ENREGISTREMENT DE TIMBRE ET DE LA CURATELLE

Article 46 :

Les dispositions de l'article 14 de la loi n° 01012 du 22 Septembre 2001 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Le droit de timbre pour tous les passagers des vols commerciaux quittant le territoire national est fixé à 10.000 F CFA à l'exception des Diplomates Etrangers, les députés, les membres des corps constitués de l'Etat, des fonctionnaires nationaux en mission officielle, des sportifs et artistes Centrafricains voyageant dans le cadre des compétitions et des manifestations internationales.

DES PEINES

Article 47 :

Les dispositions des articles 53 à 60 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de la curatelle, relatives aux sanctions pour défaut d'enregistrement des actes dans le délai sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

" En cas de bonne foi établie par le receveur des Impôts, la majoration peut être réduite de moitié." 

DU FRACTIONNEMENT DES DROITS

Article 48: Les dispositions de l'article 49 d) du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Art. 49 d) du Code de l'Enregistrement du Timbre et de la Curatelle : Le droit sur les locations écrites ou verbales des biens immeubles est acquitté, chaque année par la personne tenue d'effectuer le dépôt de la déclaration prévue, par l'article 13 du présent code et lors de ce dépôt.

Il est perçu pour l'ensemble des locations comprises dans la déclaration au tarif en vigueur au 1^{er} jour de la période d'imposition.

Lire :

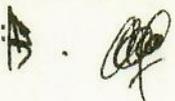
Art. 49 d) du Code de l'Enregistrement du Timbre et de la Curatelle : Le droit sur les locations écrites ou verbales des biens immeubles est acquitté chaque année par la personne tenue d'effectuer le dépôt de la déclaration prévue par l'article 13 du présent code et lors de ce dépôt.

Il est perçu pour l'ensemble des locations comprises dans la déclaration au tarif en vigueur au 1^{er} jour de la période d'imposition.

Article 49 : L'article 49 du Code de l'Enregistrement du Timbre et de la Curatelle est modifié et complété ainsi qu'il suit:

e) Les biens conclus en cours d'année peuvent être enregistrés, pour la première fois, jusqu'au 31 Décembre de l'année ; ils seront renouvelés au cours du premier trimestre de l'année suivante.

DISPOSITIONS SPECIALES

Article 50 : Les dispositions des articles 15-16 et 17 de la loi n° 01.10 du 16/07/01 relatives à la charte des Investissements en RCA sont complétées comme suit : 

Sur le plan fiscal

Article 15 :

Au lieu de :

L'exemption de l'Impôt sur les Sociétés (IS) pendant trois ans. L'Impôt sur les Sociétés est rétabli à la quatrième année.

Lire :

L'exemption de l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou de l'Impôt sur le Revenu (IR) pendant trois ans. L'Impôt sur les Sociétés (IS) ou l'impôt sur le Revenu (IR) est rétabli à la quatrième année.

Article 16 :

Au lieu de :

Les entreprises industrielles ou de transformation nouvellement créées dont le niveau d'investissement est compris entre cent millions et un milliard de francs CFA, bénéficient des mêmes avantages prévus à l'article 15 ci-dessus. Elles bénéficient de l'exonération de l'Impôt sur les Sociétés (IS) pendant trois ans.

Lire :

Les entreprises industrielles ou de transformation nouvellement créées dont le niveau d'investissement est compris entre cent millions et un milliard de francs CFA, bénéficient des mêmes avantages prévus à l'article 15 ci-dessus. Elles bénéficient de l'exonération de l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou de l'Impôt sur le Revenu (IR) pendant trois ans.

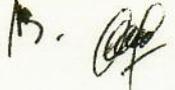
Article 17 :

Au lieu de :

Les entreprises industrielles ou de transformation nouvellement créées dont le niveau d'investissement est égal ou supérieur à un milliard de francs CFA, bénéficient des mêmes avantages prévus aux articles 15 et 16 ci-dessus. Elles bénéficient de l'exemption de l'Impôt sur les Sociétés (IS) pendant cinq ans.

13 . 

Lire :

Les entreprises industrielles ou de transformation nouvellement créées dont le niveau d'investissement est égal ou supérieur à un milliard de francs CFA, bénéficient des mêmes avantages prévus aux articles 15 et 16 ci-dessus. Elles bénéficient de l'exemption de l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou de l'Impôt sur le Revenu (IR) pendant cinq ans. 

B- DISPOSITIONS DOUANIERES**I - DU CONTROLE DE LA VALEUR EN DOUANE**
VALEUR DE REFERENCE

Article 51 : Les dispositions de l'article 21 de la Loi de Finances 2006 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

DE LA VALEUR EN DOUANE

Article 54 de la loi de finances 2003

La valeur en douane applicable aux importations en République Centrafricaine est la valeur transactionnelle telle que adoptée par l'Acte n°2/98- UDEAC-CD-60 du 21 janvier 1997.

Toutefois, la perception de droits, taxes et autres redevances applicables aux produits ci-dessous énumérés sera calculée sur la base d'une Valeur de Référence.

Il s'agit de produits suivants :

- 1- allumettes ;
- 2- poissons congelés ;
- 3- lait ;
- 4- farine ;
- 5- sucre ;
- 6- ciment ;
- 7- huile de palme non raffinée ;
- 8- friperie ;
- 9- cigarettes ;
- 10- riz ;
- 11- Jet A1 ;
- 12- avgas ;
- 13- véhicules d'occasion ;
- 14- matériaux de construction ;
- 15- soda ;
- 16- bière.

Lire :

DE LA VALEUR EN DOUANE

Article 54 de la loi de finances 2003

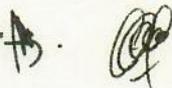
La valeur en douane applicable aux importations en République Centrafricaine est la valeur transactionnelle telle que adoptée par l'Acte n°2/98- UDEAC-CD-60 du 21 janvier 1997.

Toutefois, la perception de droits, taxes et autres redevances applicables aux produits ci-dessous énumérés sera calculée sur la base d'une Valeur de Référence.

Il s'agit de produits suivants :

- 1- allumettes ;
- 2- poissons congelés ;
- 3- lait ;
- 4- farine ;
- 5- sucre ;
- 6- ciment ;
- 7- huile de palme non raffinée ;
- 8- friperie ;
- 9- cigarettes ;
- 10- riz ;
- 11- jet A1 ;
- 12- avgas ;
- 13- véhicules d'occasion ;
- 14- matériaux de construction ;
- 15- soda ;
- 16- bière ;
- 17- piles électriques.

Un Arrêté du Ministre en charge des Finances précisera les modalités pratiques de cette disposition.



II- DU DEDOUANEMENT DES VEHICULES D'OCCASION

Article 52 : Les dispositions de l'article 29 de la Loi de Finances Rectificative 2005 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 29 : Les droits et taxes applicables auxdits véhicules dont la répartition sera fixée par un arrêté sont les suivants:

1°) Voitures particulières ou véhicules de tourisme

- Véhicules de puissance inférieure ou égale à 7CV et de plus de 10 ans d'âge 300.000 CFA ;
- Véhicules de puissance inférieure ou égale à 7CV et de moins de 10 ans d'âge 350.000 F CFA ;
- Véhicules de puissance supérieure à 7 CV et de plus de 10 ans d'âge 400.000 F CFA ;
- Véhicules de puissance supérieure à 7CV et de moins de 10 ans d'âge 450.000 F CFA ;
- Véhicules haut de gamme de type Mercedes ou BMW de plus de 10 ans d'âge 1.000.000 F CFA ;
- Véhicules haut de gamme de type Mercedes ou BMW de moins de 10 ans d'âge 1.500.000 F CFA.

2°) Véhicules de transport des marchandises

- Véhicules d'un poids total en charge inférieur ou égal à 7 tonnes et de plus de 10 ans d'âge 1.500.000 F CFA ;
- Véhicules d'un poids total en charge inférieur ou égal à 7 tonnes et de moins de 10 ans d'âge 2.000.000 F CFA ;
- Véhicules d'un poids total en charge supérieur à 7 tonnes et de plus de 10 ans d'âge 1.000.000 F CFA ;
- Véhicules d'un poids total en charge supérieur à 7 tonnes et de moins de 10 ans d'âge 1.150.000 F CFA ;
- Véhicules d'un poids total en charge égal ou supérieur à 15 tonnes et de plus de 10 ans d'âge 3.500.000 F CFA ;
- Véhicules d'un poids total en charge égal ou supérieur à 15 tonnes et de moins de 10 ans d'âge 4.500.000 F CFA.

Lire :

Article 29 : Les droits et taxes applicables auxdits véhicules dont la répartition sera fixée par un arrêté sont les suivants :

1- Voitures particulières ou véhicules de tourisme

- Véhicule de puissance inférieure ou égale à 07 CV et de plus de 10 ans d'âge = 300.000 FCFA ;
- Véhicule de puissance inférieure ou égale à 07 CV et de 10 ans d'âge ou moins = 350.000 FCFA ;
- Véhicule de puissance supérieure à 07 CV et de plus de 10 ans d'âge = 400.000 FCFA ;
- Véhicule de puissance supérieure à 07 CV et de 10 ans d'âge ou moins = 450.000 FCFA ;
- Autres voitures de tourisme de puissance supérieure ou égale à 10 CV de plus d'un (01) essieu moteur et d'âge inférieur à 10 ans = 1.200.000 FCFA ;
- Autres voitures de tourisme de puissance supérieure ou égale à 10 CV de plus d'un (01) essieu moteur de 10 à 15 ans = 1.000.000 FCFA ;
- Autres voitures de tourisme de puissance supérieure ou égale à 10 CV de plus d'un (01) essieu moteur et d'âge supérieur à 15 ans = 700.000 FCFA.

2- Véhicules de transport de personnes : genre mini bus

- De 10 ans d'âge ou moins = 700.000 FCFA ;
- Supérieurs à 10 ans d'âge = 500.000 FCFA;

3- Utilitaires légers genre Pick Up d'un poids total en charge (PTC) inférieur ou égal à 05 tonnes :

- Inférieurs à 10 ans d'âge = 700.000 FCFA ;
- Supérieurs ou égal à 10 ans d'âge = 500.000 FCFA.

M. [Signature]

4- Véhicules de transport de marchandises

- Véhicule d'un poids total en charge (PTC) inférieur ou égal à 07 tonnes et de 10 ans d'âge ou plus = 1.500.000 FCFA ;
- Véhicule d'un poids total en charge (PTC) inférieur ou égal à 07 tonnes et de moins de 10 ans d'âge = 2.000.000 FCFA ;
- Véhicule d'un poids total en charge (PTC) supérieur à 07 tonnes et de 10 ans d'âge ou plus = 1.000.000 FCFA ;
- Véhicule d'un poids total en charge (PTC) supérieur à 07 tonnes et de moins de 10 ans d'âge = 1.150.000 FCFA ;
- Véhicule d'un poids total en charge (PTC) égal ou supérieur à 15 tonnes et de plus 10 ans d'âge = 2.500.000 FCFA ;
- Véhicule d'un poids total en charge (PTC) égal ou supérieur à 15 tonnes, de 10 ans d'âge ou moins = 3.000.000 FCFA.

III- DE LA FISCALITE FORESTIERE

Article 53 : Les dispositions de l'article 59 de la loi de finances n°03/07 du 31 janvier 2003 déterminant les droits de sortie à l'exportation du bois sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

A/ BOIS

- 1) Grumes : 10,5% de la valeur FOT RCA
- 2) Sciages : 4,05% de la valeur FOT RCA
- 3) IMF : 2% de la valeur FOT RCA

Les valeurs FOT et les valeurs mercuriales des différentes essences forestières seront déterminées semestriellement à compter du 1^{er} Avril et du 1^{er} Octobre par un Arrêté interministériel du Ministre des Eaux et Forêts et du Ministre des Finances.

Le reste sans changement.

Lire :**I- Droit de sortie BOIS:**

- 1) Grumes=10,50% de la valeur FOT
- 2) Sciages= 4,50% de la valeur FOT.

II- IMF : 2% de la valeur FOT RCA

Les valeurs FOT et les valeurs mercuriales des différentes essences forestières seront déterminées semestriellement à compter du 1^{er} Avril et du 1^{er} Octobre par un arrêté interministériel du Ministre en charge des Eaux et Forêts et du Ministre en charge des Finances.

C – LES RESSOURCES

Article 54 : Les ressources du budget de l'Etat pour l'exercice 2007 sont évaluées à **125.298.663 F CFA** et comprennent :

a) Les ressources propres :	85.198.663.000 F CFA
• Douanes :	38.607.690.000 F CFA
• Impôts :	33.847.599.000 F CFA
• Trésor :	12.743.374.000 F CFA
b) Dons :	12.300.000.000 F CFA
c) Les ressources extérieures :	27.800.000.000 F CFA
• Subventions :	27.800.000.000 F CFA

TITRE III**DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES
ET AUX OPERATIONS DE TRESORERIE**

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 55 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

Article 56 : Le recrutement dans la Fonction Publique au titre de l'année 2007 s'effectue selon la règle de quatre départs pour trois entrées pour tous les départements ministériels sauf, la Santé et l'Education pour lesquels la règle de quatre départs pour quatre entrées (4/4) est retenue. Cependant, ces opérations ne devront s'effectuer que dans la limite de l'enveloppe budgétaire.

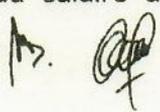
Le recrutement normal dans la Fonction Publique au titre de l'exercice 2007 est lié à l'amélioration des critères de performance de la trésorerie de l'Etat.

La nomination dans l'Administration Publique du personnel hors statut est strictement interdite, à l'exception des emplois de hauts dirigeants.

Article 57 : Les dispositions de l'article 58 de l'Ordonnance n°04.011 du 30 Avril 2004 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

A titre exceptionnel, en 2004 et ce, jusqu'à nouvel ordre, il est institué un abattement mensuel sur les rémunérations brutes des fonctionnaires civils, magistrats, militaires et agents de l'Etat.

L'abattement qui prendra effet à compter du salaire de Janvier 2004 s'applique sur la rémunération brute selon le barème ci-après : 

Tranches	Taux
300.001 à 500.000	25 %
500.001 à 900.000	28 %
900.001 et plus	30 %

Cet abattement concerne également toute personne émargeant sur le budget de l'Etat à l'exception des fonctionnaires et agents de l'Etat exerçant dans les missions diplomatiques à l'étranger.

Lire :

Il est institué, à partir des salaires du mois de janvier 2007, une réduction mensuelle sur les rémunérations brutes de toute personne émargeant sur le budget de l'Etat à l'exception de ceux exerçant dans les missions diplomatiques à l'étranger, selon le barème ci-après :

Tranches	Taux
300.001 à 500.000	20 %
500.001 à 900.000	25 %
900.001 et plus	28 %

Article 58 : Les dispositions de l'article 38 de la Loi de finances n°05.015 du 30 Décembre 2005 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Il est institué, à partir des salaires du mois de Juin 2005, une réduction mensuelle des indemnités de toute personne émargeant sur le budget de l'Etat.

Cette réduction s'applique sur les tranches des salaires selon le barème ci-après :

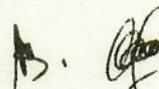
Tranches	Taux
200.001 à 300.000	15 %
300.001 à 500.000	20 %
500.001 à 900.000	22%
900.001 et plus	25 %

Lire :

Il est institué, à partir des salaires du mois de janvier 2007, une réduction additionnelle mensuelle sur les indemnités de toute personne émargeant sur le budget de l'Etat selon le barème ci-après :

Tranches	Taux
200.001 à 300.000	10 %
300.001 à 500.000	17 %
500.001 à 900.000	21 %
900.001 et plus	24 %

Article 59 : Le montant des crédits ouverts au budget de l'Etat pour l'exercice 2007 est fixé à **139.126.220.000 F CFA** se décomposant comme suit :

- Dépenses primaires : **66.007.130.000 F CFA**
- Service de la dette : **32.504.120.000 F CFA**
- Dépenses d'équipement : **38.357.870.000 F CFA.** 

DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

Article 60 : Le montant des crédits ouverts au Compte d'Affectation Spéciale pour le développement Forestier et Touristique pour l'exercice 2007 est fixé à **2.200.000.000 F CFA**.

Article 61 : Le montant des crédits ouverts pour l'exercice 2007 au Fonds d'Entretien Routier est chiffré à **3.034.734.000 F CFA**.

**DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

Article 62 : La présente loi de finances pour l'exercice 2007 dégage un besoin de financement de **11.570.457.000 F CFA** déterminé ainsi qu'il suit :

TABLEAU D'EQUILIBRE DE LA LOI DE FINANCES 2007

<i>(en milliers de F.CFA)</i>	2 006 [1]	2 007 [2]	2007/ 2006 (%)
Ressources			
Ressources propres	68.383.464	85.198.663	24,59
Recettes fiscales	51.123.955	64.938.279	27,02
Recettes non fiscales	17.259.509	20.260.384	17,38
Dons	0	12.300.000	
Ressources extérieures	33.952.670	27.800.000	-18,12
Total des ressources	102.336.134	125.298.663	22,44
Charges			
Service de la dette	30.721.320	32.504.120	5,80
Intérêt	7.509.320	6.441.000	-14,23
Capital	23.212.000	26.063.120	12,28
Dépenses primaires	56.058.265	66.007.130	17,75
Traitement et salaires	35.000.000	35.000.000	0,00
Biens et services	12.324.215	16.658.280	35,17
Transferts et subventions	8.734.050	14.348.850	64,29
Dépenses d'équipement	42.566.280	38.357.870	-9,89
Budget de l'Etat	8.613.610	10.557.870	22,57
Financements extérieurs	33.952.670	27.800.000	-18,12
Total des charges	129.345.865	136.869.120	5,82
Solde budgétaire global	-27.009.731	-11.570.457	-57,16
Solde primaire de base	3.631.589	8.003.663	120,39
Besoin de financement	27.009.731	11.570.457	-57,16

Article 63 : Le besoin de financement correspondant au montant de **11.570.457.000 F CFA** dégagé par la présente loi de finances pour l'exercice 2007, sera couvert par la mobilisation des ressources extérieures sous forme de : Subvention, dons projets, prêts projets, aides budgétaires, allègement de la dette.

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DE SERVICES ET DISPOSITIONS PARTICULIERES

TITRE I

MOYENS DE SERVICES

BUDGET GENERAL

Article 64 : Les crédits ouverts au budget général de l'Etat pour l'exercice 2007 sont arrêtés à **136.869.120.000 F CFA** ;

- Service de la Dette : 32.504.120.000 F CFA ;
- Dépenses de personnel : 35.000.000.000 F CFA ;
- Dépenses de fonctionnement : 16.658.280.000 F CFA ;
- Dépenses de transfert : 14.348.850.000 F CFA ;
- Dépenses d'équipement : 38.357.870.000 F CFA.

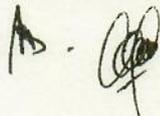
Ces crédits sont répartis par Institutions conformément à l'état de développement des charges de l'Etat.

TITRE II

DISPOSITIONS SPECIALES

Article 65 : Il est interdit toutes opérations de cession de créance sur le Trésor Public au profit des Entreprises ou des tiers sous forme de chèque trésor avec endos ou tout autre moyen de paiement.

Tout acte contraire aux présentes dispositions engage la responsabilité personnelle et pécuniaire de son auteur.



TITRE III**DISPOSITIONS PARTICULIERES**

Article 66 : Le Ministre en charge des finances est autorisé, en cours d'année, à procéder à la régulation des engagements des dépenses des Institutions de l'Etat et des Ministères en fonction des ressources disponibles du Trésor.

TITRE IV**DISPOSITIONS DIVERSES**

Article 67 : La date limite des engagements de l'Etat pour l'exercice 2007 est fixée au 15 novembre 2007.

Article 68 : La date limite des ordonnancements pour l'exercice 2007 est fixée au 15 décembre 2007.

Article 69 : La période complémentaire court du 1^{er} janvier 2008 au 28 février 2008.

Article 70 : Les dispositions des Lois de Finances antérieures non expressément abrogées restent en vigueur.

Article 71 : La présente Loi, qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 2007, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République Centrafricaine et communiquée partout où besoin sera./-

Fait à BANGUI, le **28 DEC 2006**



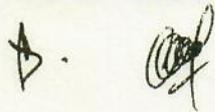
**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT**

François BOZIZE YANGOUVONDA

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL

**EQUILIBRE GENERAL
DE LA LOI DE FINANCES 2007**

<i>(en milliers de F.CFA)</i>	Budget 2 006	Budget 2 007	Variation Bud06 /Bud07 (%)
Ressources			
Recettes fiscales	51 123 955	64 938 279	27,02
Revenu des domaines	4 014 845	4 117 850	2,57
Recettes et produits divers	9 889 664	11 547 800	16,77
Contributions, subventions Fonds de concours et produits participation	100 000	200 000	100,00
Recettes à affectation spéciale	3 175 000	3 764 734	18,57
Recettes exceptionnelles	50 000	30 000	-40,00
Produits des avais	30 000	600 000	1900,00
Ressources propres	68 383 464	85 198 663	24,59
Dons	0	12 300 000	0,00
Ressources extérieures	33 952 670	27 800 000	-18,12
Total des ressources	102 336 134	125 298 663	22,44
Charges			
Service de la dette	30 721 320	32 504 120	5,80
Intérêt	7 509 320	6 441 000	-14,23
Capital	23 212 000	26 063 120	12,28
Dépenses primaires	56 058 265	66 007 130	17,75
Traitement et salaires	35 000 000	35 000 000	0,00
Biens et services	12 324 215	16 658 280	35,17
Transferts et subventions	8 734 050	14 348 850	64,29
Dépenses d'équipement	42 566 280	38 357 870	-9,89
Budget de l'Etat	8 613 610	10 557 870	22,57
Financements extérieurs	33 952 670	27 800 000	-18,12
Total des charges	129 345 865	136 869 120	5,82
Solde Budgétaire Global	-27 009 731	-11 570 457	-57,16
Solde Budgétaire Primaire	3 631 589	8 003 663	120,39
Déficit global/PIB	-3,6%	-1,4%	



RESSOURCES

TABLEAU PREVISIONNEL DETAILLÉ DES RESSOURCES				
NOMENCLATURE DES RECETTES	BUDGET 2006 [2]	BUDGET 2007 [3]	Variation [3]-[2]	Proportion [3]/[2] (%)
RECETTES FISCALES	51 123 955	64 938 279	13 814 324	27,02
IMPOTS DIRECTS	11 352 875	14 259 325	2 906 450	25,60
Impôts forfaitaires sur le revenu	1 010 210	1 113 840	103 630	10,26
Impôts sur le revenu	4 508 490	5 512 808	1 004 318	22,28
Impôts sur les sociétés	3 328 790	3 734 000	405 210	12,17
Impôts fonciers	70 325	72 435	2 110	3,00
Patentes et Licences	1 224 090	1 670 813	446 723	36,49
Impôt libérateur	1 081 400	1 493 322	411 922	38,09
Autres impôts directs	129 570	662 107	532 537	411,00
IMPOTS INDIRECTS	38 390 310	49 252 540	10 862 230	28,29
Impôts indirects DGID	10 590 310	14 450 010	3 859 700	36,45
Droits et Taxes à l'importation	21 669 500	27 638 170	5 968 670	27,54
Droits et Taxes à l'exportation	3 880 500	4 714 360	833 860	21,49
Autres recettes douanières	2 250 000	2 450 000	200 000	8,89
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES	1 354 970	1 413 914	58 944	4,35
TAXES ACCESSOIRES	25 800	12 500	-13 300	-51,55
REVENUS DES DOMAINES	4 014 845	4 117 850	103 005	2,57
RECETTES ET PRODUITS DIVERS	9 889 664	11 547 800	1 658 136	16,77
Recettes des exploitations & services	445 000	350 000	-95 000	-21,35
Produits divers	5 831 200	7 427 000	1 595 800	27,37
Comptes d'affectation spéciale	2 100 000	2 200 000	100 000	4,76
Régies des recettes	1 513 464	1 570 800	57 336	3,79
CONTRIBUTIONS SUBVENTIONS FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS DE PARTICIP.	100 000	200 000	100 000	100,00
Produits de participation	100 000	200 000	100 000	100,00
RECETTES A AFFECTATION SPEC.	3 175 000	3 764 734	589 734	18,57
Fonds D'Entretien Routier	2 288 131	3 034 734	746 603	32,63
Autres recettes affectées	886 869	730 000	-156 869	
RECETTES EXCEPTIONNELLES	50 000	30 000	-20 000	-40,00
PRODUITS DES AVALS	30 000	600 000	570 000	1 900,00
Dons	0	12 300 000	12 300 000	
TOTAL RESSOURCES PROPRES	68 383 464	97 498 663	29 115 199	42,58
TOTAL RESSOURCES PROPRES (Hors Dons)	0	85 198 663	85 198 663	

NOMENCLATURE DES RECETTES	BUDGET 2006 [2]	BUDGET 2007 [3]	Variation [3]-[2]	Proportion [3]/[2] (%)
CHAPITRE 2 - IMPOTS INDIRECTS	38 390 310	49 252 540	10 862 230	28,29
2-01 - Taxe sur valeur ajoutée et Droits d'Accises	8 031 420	12 270 349	4 238 929	52,78
2-01-01 - Taxe sur valeur ajoutée (TVA) (DGID)	6 436 980	10 853 000	4 416 020	68,60
2-01-02 - Droits d'Accises (DGID)	1 594 440	1 417 349	-177 091	-11,11
2-02 - Autres impôts indirects	2 412 190	2 027 511	-384 679	-15,95
2-02-01 - Contribution au développement social (DGID)	1 677 600	1 027 928	-649 672	-38,73
2-02-03 - Taxe sur les transferts de fonds DGID)	390 820	645 500	254 680	65,17
2-02-04 - Taxe sur les produits de jeux (DGID)	343 770	354 083	10 313	3,00
2-03 - Pénalités	146 700	152 150	5 450	3,72
2-03-01 - Pénalités (DGID)	146 700	152 150	5 450	3,72
2-04 - Droits et taxes à l'importation	21 669 500	27 638 170	5 968 670	27,54
2-04-01 - Droit de douane (DGDDI)	6 754 000	10 334 215	3 580 215	53,01
2-04-02 - Droits d'Accises (DGDDI)	344 500	200 000	-144 500	-41,94
2-04-04 - Taxe sur la valeur ajoutée (DGDDI)	9 500 000	9 426 455	-73 545	-0,77
2-04-05 - Taxe Pétrolière (DGDDI)	4 621 000	0	-4 621 000	-100,00
2-04-06 - Import hydro (DGDDI)	0	1 900 500	1 900 500	
2-04-07 - TVA hydro (DGDDI)	0	4 800 000	4 800 000	
2-04-08 - TUPP positive (DGDDI)	0	500 000	500 000	
2-04-14 - Taxe anti pollution (TAP) (DGDDI)	450 000	477 000	27 000	6,00
2-05 - Droits et taxes à l'exportation	3 880 500	4 714 360	833 860	21,49
2-05-01 - Droits de sorties diamant & or (DGDDI)	1 709 500	1 812 070	102 570	6,00
2-05-02 - Droits de sorties sur bois (DGDDI)	2 170 500	2 901 760	731 260	33,69
2-05-03 - Autres Droits de sortie (DGDDI)	500	530	30	6,00
2-07 - Autres recettes intérieures	2 250 000	2 450 000	200 000	8,89
2-07-01 - Produit du contentieux douane (DGDDI)	250 000	450 000	200 000	80,00
2-07-02 - Droits sur projets d'investissement (DGDDI)	2 000 000	2 000 000	0	0,00

NOMENCLATURE DES RECETTES	BUDGET 2006 [2]	BUDGET 2007 [3]	Variation [3]-[2]	Proportion [3]/[2] (%)
TITRE 02 - REVENUS DES DOMAINES	4 014 845	4 117 850	103 005	2,57
CHAPITRE 5 - REVENUS DES DOMAINES	4 014 845	4 117 850	103 005	2,57
5-01 - Revenus du domaine immobilier	1 112 840	989 499	-123 341	-11,08
5-01-03 - Location port pétrolier de Kolongo (DGT)	150 000	150 000	0	0,00
5-01-04 - Location de logements (DGT)	12 000	12 000	0	0,00
5-01-05 - Taxe de publicité forestière (DGID)	319 990	330 986	10 996	3,44
5-01-08 - Taxe domaniale (DGID)	456 900	350 000	-106 900	-23,40
5-01-09 - Bornages (DGID)	9 600	9 800	200	2,08
5-01-10 - Cessions logements (DGT)	80 000	50 000	-30 000	-37,50
5-01-11 - Journal Officiel Droit d'insertion (DGID)	650	660	10	1,54
5-01-12 - Ventes immobilières (DGID)	82 000	84 203	2 203	2,69
5-01-13 - Dépôt (DGID)	1 700	1 850	150	8,82
5-02 - Revenus eaux, forêts, pêche, chasse	2 850 255	3 092 051	241 796	8,48
5-02-01 - Rec. forest (Taxe abattage/loyer/reboisement) (DGID)	2 829 255	2 890 000	60 745	2,15
5-02-02 - Taxes d'abattage commune (DGID)	21 000	55 051	34 051	162,15
5-02-03 - Taxes d'abattage chasseurs résidents (DGT)	0	12 000	12 000	
5-02-04 - Taxes d'abattage non résidents (DGT)	0	30 000	30 000	
5-02-05 - Transaction forêts et chasse (DGT)	0	5 000	5 000	
5-02-06 - Taxe d'amodiation domaines de chasse (DGT)	0	100 000	100 000	
5-03 - Revenus des mines	40 000	30 000	-10 000	-25,00
5-03-02 - Saisies du service des mines (DGT)	20 000	10 000	-10 000	-50,00
5-03-03 - Produits recherches pétrolières (DGT)	20 000	20 000	0	0,00
5-04 - Revenus mobiliers	11 750	6 300	-5 450	-46,38
5-04-01 - Revenus des biens mobiliers (DGT)	5 000	2 500	-2 500	-50,00
5-04-02 - Recettes du journal officiel (DGT)	5 000	2 000	-3 000	-60,00
5-04-03 - Ventes mobilières (DGID)	1 750	1 800	50	2,86

NOMENCLATURE DES RECETTES	BUDGET 2006 [2]	BUDGET 2007 [3]	Variation [3]-[2]	Proportion [3]/[2] (%)
CHAPITRE 7 - PRODUITS DIVERS	5 831 200	7 427 000	1 595 800	27,37
7-01 - Amendes et transactions	20 000	35 000	15 000	75,00
7-01-01 - Amendes forfaitaires police gendarmerie (DGT)	16 000	0	-16 000	-100,00
7-01-02 - Amendes forfaitaires police (DGT)	0	5 000	5 000	
7-01-03 - Transactions du contrôle économique (DGT)	4 000	12 000	8 000	200,00
7-01-04 - Amendes forfaitaires gendarmerie (DGT)	0	18 000	18 000	
7-02 - Produits divers	479 000	192 000	-287 000	-59,92
7-02-01 - Ordre de Recettes (DGT)	300 000	30 000	-270 000	-90,00
7-02-02 - Droit d'autorisation des débits et dépôts de boissons (DGT)	12 000	12 000	0	0,00
7-02-03 - Recettes sur Exercice Antérieur (DGT)	100 000	20 000	-80 000	-80,00
7-02-04 - Caution Rapatriement (DGT)	10 000	40 000	30 000	300,00
7-02-05 - Autres produits (DGT)	57 000	90 000	33 000	57,89
7-03 - Sureté aéroport	30 000	10 000	-20 000	-66,67
7-03-01 - Sureté aéroport (DGT)	30 000	10 000	-20 000	-66,67
7-04 - Taxe Cession Diam. Tail. Priv.	10 000	0	-10 000	-100,00
7-04-01 - Taxe Cession Diamants Taileries Privées (DGT)	10 000	0	-10 000	-100,00
7-05 - Retenues sur salaires	4 482 200	4 920 000	437 800	9,77
7-05-01 - Retenues pour pensions (DGT)	2 792 200	3 170 000	377 800	13,53
7-05-02 - Retenues sur salaires (DGT)	1 690 000	1 750 000	60 000	3,55
7-06 - Produits d'investissement	0	0	0	
7-06-01 - Produits de dons hors projets (DGT)	0	0	0	
7-07 - Redevance Statistique	20 000	0	-20 000	-100,00
7-07-01 - Redevance Statistique et informations (DGT)	20 000	0	-20 000	-100,00
7-08 - Produits des Télécommunications	600 000	2 000 000	1 400 000	233,33
7-08-01 - Régulation des télécommunications (DGT)	350 000	0	-350 000	-100,00
7-08-02 - Redevance des télécommunications (DGT)	0	2 000 000	2 000 000	
7-08-03 - Produits des Télécommunications (DGT)	250 000	0	-250 000	-100,00
7-09 - Pénalité	130 000	100 000	-30 000	-23,08
7-09-01 - Pénalité trésor (DGT)	130 000	100 000	-30 000	-23,08
7-10- Produits portuaires	60 000	170 000	110 000	183,33
7-10-01 - Redevance portuaire (DGT)	60 000	120 000	60 000	100,00
7-10-02 - Divers produits et Recettes Exceptionnelles (DGT)	0	50 000	50 000	
CHAPITRE 8 - COMPTES D'AFFECTATION SPEC.	2 100 000	2 200 000	100 000	4,76
8-02 - Compte d'Affectation Spéciale de développement Forestier et Touristique	2 100 000	2 200 000	100 000	4,76
8-02-01 - Produits Développement Forestier et Touristique (DGT)	2 100 000	2 200 000	100 000	4,76

NOMENCLATURE DES RECETTES	BUDGET 2006 [2]	BUDGET 2007 [3]	Variation [3]-[2]	Proportion [3]/[2] (%)
CHAPITRE 9 - PRODUITS DES REGIES DES RECETTES	1 513 464	1 570 800	57 336	3,79
9-01 - Régies des recettes au ministère des Mines de l'Energie et de l'Hydraulique	480 000	480 000	0	0,00
9-01-02 - Taxes de promotion minière (DGT)	480 000	480 000	0	0,00
9-02 - Régies des recettes au ministère de Reconstruction, des Edifices de l'Urbanisme et du Logement	120 000	130 000	10 000	8,33
9-02-01 - Aménagement et Equipements urbains (DGT)	120 000	130 000	10 000	8,33
9-03 - Régies des recettes au Ministère des Finances et du Budget	480 000	508 800	28 800	6,00
9-03-01 - Redevance Equipements Informatiques Finances (DGT)	480 000	508 800	28 800	6,00
9-04 - Régies des recettes au ministère des Mines de l'Energie et de l'Hydraulique	150 000	40 000	-110 000	-73,33
9-04-01 - Produits d'entretint, instal. & ext. reseau d'eau (DGT)	150 000	40 000	-110 000	-73,33
9-05 - Régies de recettes au ministère du Plan	50 000	252 000	202 000	404,00
9-05-01 - Gestion de produits de dons hors projets (DGT)	50 000	252 000	202 000	404,00
9-06 - Régies de recettes sécurité	120 000	30 000	-90 000	-75,00
9-06-01 - Sécurité (DGT)	120 000	30 000	-90 000	-75,00
9-07 - Régies des recettes Promotion de développement de l'agriculture et de l'élevage	80 000	80 000	0	0,00
9-07-01 - Produits de Développement Agriculture et Elevage (DGT)	80 000	80 000	0	0,00
9-08 - Régies des recettes au Ministère de la Communication, Reconciliation Nationale Droit de l'Homme	33 464	40 000	6 536	19,53
9-08-01 - Produits de fréquences Radio et Télé, publicité, reportage, tranche d'antenne (DGT)	33 464	40 000	6 536	19,53
9-09 - Régies des recettes au Ministère de la Justice	0	10 000	10 000	100,00
9-09-01 - Amendes et frais de justice (DGT)	0	10 000	10 000	100,00
TITRE 4 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION	100 000	200 000	100 000	100,00
CHAPITRE 10 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION	100 000	200 000	100 000	100,00
10-01- Produit Participation	100 000	200 000	100 000	100,00
10-01-02 - Dividendes BEAC (DGT)	100 000	200 000	100 000	100,00

NOMENCLATURE DES RECETTES	BUDGET 2006 [2]	BUDGET 2007 [3]	Variation [3]-[2]	Proportion [3]/[2] (%)
TITRE 5 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	50 000	30 000	-20 000	-40,00
CHAPITRE11 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	50 000	30 000	-20 000	-40,00
11-01-04 - Recettes des Ambassades (DGT)	50 000	30 000	-20 000	-40,00
TITRE 6 - PRODUITS DES AVALS	30 000	600 000	570 000	1 900,00
CHAPITRE 12 - REMBOURSEMENT SUR AVALS	30 000	600 000	570 000	1 900,00
12-01-01 - Remboursements sociétés d'Etat (DGT)	20 000	600 000	580 000	2 900,00
12-01-02 - Autres remboursements (DGT)	10 000	0	-10 000	-100,00
TITRE 8 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	3 175 000	3 764 734	589 734	18,57
CHAP. 13 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	3 175 000	3 764 734	589 734	18,57
13-01 - Passeports et Identité nationale	160 000	60 000	-100 000	-62,50
13-01-01 - Renouvellement passeport ordinaire	70 000	0	-70 000	-100,00
13-01-02 - Renouvellement passeport service & diplomatique (DGT)	60 000	60 000	0	0,00
13-01-03 - Carte d'Identité Nationale	30 000	0	-30 000	-100,00
13-02 - Fonds d'Entretien Routier	2 288 131	3 034 734	746 603	32,63
13-02-01 - Redevance d'usage routier (DGDDI)	2 052 121	2 776 360	724 239	35,29
13-02-02 - Amendes de surcharges (DGT)	97 176	111 840	14 664	15,09
13-02-05 - Bacs (DGT)	2 000	3 237	1 237	61,85
13-02-06 - Recettes diverses (DGT)	16 000	0	-16 000	-100,00
13-02-07 - Péages routiers (DGT)	120 834	143 297	22 463	18,59
13-03- Taxe Communautaire CEMAC	350 000	350 000	0	0,00
13-03-01- Taxe Communautaire d'intégration (CEMAC) (DGDDI)	350 000	350 000	0	0,00
13-04- Contribution Communautaire CEEAC	120 000	120 000	0	0,00
13-04-01- Contribution Communautaire d'intégration CEEAC (DGDDI)	120 000	120 000	0	0,00
13-05- Taxe Communautaire OHADA	50 000	50 000	0	0,00
13-05-01- Prélèvement OHADA (DGDDI)	50 000	50 000	0	0,00
13-06 - Recettes des hopitaux	206 869	150 000	-56 869	-27,49
13-06-01 - Ventes des médicaments (DGT)	206 869	150 000	-56 869	-27,49
TITRE 9 - AUTRES RECETTES	0	12 300 000	12 300 000	
CHAP. 14 - AUTRES RECETTES	0	12 300 000	12 300 000	
14-01-01 - Dons Programmes	0	12 300 000	12 300 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	68 383 464	97 498 663	29 115 199	42,58

FONCTIONNEMENT

DEPENSES BUDGETAIRES TABLEAU DE SYNTHESE				
REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
DEPENSES PRIMAIRES	56 058 265	66 007 130	9 948 866	17,75
Traitement et Salaires	35 000 000	35 000 000	0	0,00
Personnel Titulaire	35 000 000	35 000 000	0	0,00
Biens et Services	12 324 215	16 658 280	4 334 066	35,17
Fonds spéciaux	230 000	275 000	45 000	19,57
Frais de mission	305 000	400 000	95 000	31,15
Frais de transport	468 000	873 000	405 000	86,54
Location immeubles	170 000	300 000	130 000	76,47
Consommations publiques	1 290 245	1 048 810	-241 435	-18,71
Eau	276 185	291 940	15 755	5,70
Electricité	557 460	476 370	-81 090	-14,55
Téléphone Téléx Fax	456 600	280 500	-176 100	-38,57
Carburants et lubrifiants	1 045 561	1 069 435	23 874	2,28
Autres (matériels et fournitures)	8 823 159	12 692 035	3 868 876	43,85
Transferts et Subventions	8 734 050	14 348 850	5 614 800	64,29
Pensions et OCSS	3 525 100	4 025 100	500 000	14,18
Bourses	1 088 000	1 218 000	130 000	11,95
Organismes nationaux	3 248 950	8 168 950	4 922 000	151,59
Organismes internationaux	874 000	936 800	62 800	7,19
SERVICE DE LA DETTE	30 721 320	32 504 120	1 782 800	5,80
1°) Intérêts	7 509 320	6 441 000	-1 068 320	-14,23
Extérieurs	5 863 000	3 900 000	-1 963 000	-33,48
Dette Bilatérale	2 857 000	1 400 000	-1 457 000	-51,00
Dette Multilatérale	3 006 000	2 500 000	-506 000	-16,83
Intérieurs	1 646 320	2 541 000	894 680	54,34
Commission FMI	66 000	445 000	379 000	574,24
BEAC	892 000	1 216 000	324 000	36,32
Banques commerciales	688 320	0	-688 320	-100,00
Agios et autres Intérêts Bques cciales	0	880 000	880 000	
2°) Capital	23 212 000	26 063 120	2 851 120	12,28
Extérieur	11 616 000	13 305 120	1 689 120	14,54
Intérieur	11 596 000	12 758 000	1 162 000	10,02
DEPENSES D'EQUIPEMENT	42 566 280	38 357 870	-4 208 410	-9,89
Budget de l'Etat	8 613 610	10 557 870	1 944 260	22,57
Droits de douanes Projets	2 000 000	2 000 000	0	0,00
Budget Extraordinaire en capital	6 613 610	8 557 870	1 944 260	29,40
Financements extérieurs	33 952 670	27 800 000	-6 152 670	-18,12
Subventions	30 952 670	27 800 000	-3 152 670	-10,19
Prêts	3 000 000	0	-3 000 000	-100,00
DEPENSES TOTALES	129 345 865	136 869 120	7 523 256	5,82

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
TITRE 1 : DETTE PUBLIQUE	30 721 320	32 504 120	1 782 800	5,80
TITRE 2 : MOYENS DES SERVICES	45 040 765	47 179 080	2 138 316	4,75
dont :				
- MASSE SALARIALE	35 000 000	35 000 000	0	0,00
- DEPENSES COURANTES ET DIVERSES	10 033 015	12 179 080	2 146 066	21,39
Présidence	1 240 950	1 207 600	-33 350	-2,69
Primature	275 180	333 700	58 520	21,27
Cour Constitutionnelle	34 900	48 135	13 235	37,92
Haut Conseil de la Communication	15 000	14 250	-750	-5,00
Min. de l'Intérieur Chargé de la sécurité Publique	397 305	387 465	-9 840	-2,48
Min. Commerce, Indus., Petites et Moyennes Entreprises	70 100	58 220	-11 880	-16,95
Min. de la Comm., Récon Nat., Culture Demo et de la Promo. Des Droits de l'H	75 560	114 800	39 240	51,93
Min. de l'Equipement et du Désenclavement	67 240	35 400	-31 840	-47,35
Min. de la Justice, Garde des Sceaux.	171 960	185 300	13 340	7,76
Min. Déf. Nat., Anciens Comb. et Rest. Armées	1 855 340	2 398 950	543 610	29,30
Min. des Transports et de l'Aviation civile	0	31 450	31 450	
Min. Finances et du Budget	595 679	711 610	115 931	19,46
Min. des Affaires Etrangères Intégration Région et Franco.	478 115	487 765	9 650	2,02
Min. de l'Education Nat. Alpha. Enseignement Sup et recherche	1 647 670	2 120 090	472 420	28,67
Min. Energies, Mines et de l'Hydraulique	30 110	33 435	3 325	11,04
Min. Economie, Plan et Coopération Internationale	108 200	141 100	32 900	30,41
Min. Fonc. Publ., Travail, Sécurité Sociale et inser Prof.	45 270	52 965	7 695	17,00
Min. de la Poste et Télécommunication. Nouvelles Techno.	51 000	38 300	-12 700	-24,90
Min. de la Jeunesse, des Sports, des Arts et Culture	69 630	127 430	57 800	83,01
Min. de la Famille, des Aff. Sociales et Solidarité Nationale	111 640	137 950	26 310	23,57
Min. de la Santé Publique et de la Population	2 251 140	3 038 740	787 600	34,99
Min. Développement Rural	218 750	216 950	-1 800	-0,82
Min. Développement du Tourisme et de l'Artisanat	44 250	39 500	-4 750	-10,73
Min. Eaux, Forêts, Chasses, Pêches chargé de l'Environnement	59 735	50 775	-8 960	-15,00
Min. de la Réconst Edifices Publics, Urbanisme et Logement	29 120	32 230	3 110	10,68
Conseil National de la Médiation	0	27 000	27 000	
Conseil Economique et Social	0	9 250	9 250	
Min. Chargé du SGG et Relation avec le Parlement	89 170	98 720	9 550	10,71
TITRE 3 : DEPENSES COMMUNES	2 291 200	4 479 200	2 188 000	95,50
Dépenses courantes et diverses	1 505 200	3 181 200	1 676 000	111,35
Frais de mission	318 000	425 000	107 000	33,65
Frais de transport	468 000	873 000	405 000	86,54
TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 734 050	14 348 850	5 614 800	64,29
Transferts Organismes nationaux	6 772 050	12 194 050	5 422 000	80,06
Transferts Organismes internationaux	874 000	936 800	62 800	7,19
Bourses et Frais annexes	1 088 000	1 218 000	130 000	11,95
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	86 779 585	98 511 250	11 731 666	13,52
DEPENSES COURANTES HORS DETTE	56 058 265	66 007 130	9 948 866	17,75

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
TITRE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	30 721 320	32 504 120	1 782 800	5,80
CHAP. 0 - SERVICE DE LA DETTE	30 721 320	32 504 120	1 782 800	5,80
0-0 - Dette extérieure	17 479 000	17 205 120	-273 880	-1,57
0-01 - Principal	11 616 000	13 305 120	1 689 120	14,54
0-01-01 - Dette Bilatérale	3 355 000	3 709 240	354 240	10,56
0-01-04 - Dette Multilatérale	8 261 000	9 595 880	1 334 880	16,16
0-02 - Intérêts	5 863 000	3 900 000	-1 963 000	-33,48
0-02-01 - Dette Bilatérale	2 857 000	1 400 000	-1 457 000	-51,00
0-02-03 - Dette Multilatérale	3 006 000	2 500 000	-506 000	-16,83
0-1 - Dette Intérieure	13 242 320	15 299 000	2 056 680	15,53
0-11 - Principal	11 596 000	12 758 000	1 162 000	10,02
0-11-01 - Rachats FMI	2 569 000	4 358 000	1 789 000	69,64
0-11-02 - Autres (BEAC)	6 027 000	4 000 000	-2 027 000	-33,63
0-11-03 - Apurement Avances des Banques	3 000 000	4 400 000	1 400 000	46,67
0-11-04 - Apurement CBCA	0	0	0	
0-12 - Intérêts	1 646 320	2 541 000	894 680	54,34
0-12-01 - Intérêts/Commissions FMI	66 000	445 000	379 000	574,24
0-12-02 - Intérêts BEAC	892 000	1 216 000	324 000	36,32
0-12-03 - Intérêts banques commerciales	688 320	0	-688 320	-100,00
0-12-04 - Agios et autres Intérêts Bques cciales	0	880 000	880 000	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
TITRE II : MOYENS DES SERVICES	45 040 765	47 179 080	2 138 316	4,75
CHAP. 1 - Présidence	2 558 750	2 465 400	-93 350	-3,65
1-10 - Personnel	1 317 800	1 257 800	-60 000	-4,55
1-10-10 - Personnel titulaire	1 253 470	1 253 470	0	0,00
1-10-11 - Personnel titulaire Conseil National Médiation	60 000	0	-60 000	
1-10-12 - Personnel Titulaire Droits de l'Homme	4 330	4 330	0	0,00
1-15/16/17- Dépenses courantes et diverses	1 240 950	1 207 600	-33 350	-2,69
1-15 - Dépenses courantes et diverses	1 225 450	1 192 100	-33 350	-2,72
1-15-13 - Hotel Chef de L'ETAT	25 000	25 000	0	0,00
1-15-14 - Direction de Cabinet	2 200	2 200	0	0,00
1-15-15 - Cabinet militaire	1 600	1 600	0	0,00
1-15-16 - Secrétariat général	2 500	2 500	0	0,00
1-15-17 - Conseillers	4 000	4 500	500	12,50
1-15-18 - Direction Générale Protocole d'Etat	1 200	1 200	0	0,00
1-15-19 - Fonctionnement Grande Chancellerie	1 200	1 200	0	0,00
1-15-20 - Presse Présidentielle	4 500	5 000	500	11,11
1-15-21 - Archives Nationales	1 000	1 500	500	50,00
1-15-22 - Palais de la Renaissance (entretien)	5 200	6 000	800	15,38
1-15-23 - Parcs et jardins entretiens	1 000	1 500	500	50,00
1-15-24 - Parc présidentiel d'AVAKABA (entretien)	2 500	2 500	0	0,00
1-15-25 - Parc auto présidentiel	6 000	7 000	1 000	16,67
1-15-26 - Avions Présidentiels	20 000	20 000	0	0,00
1-15-27 - Réceptions Palais de la Renaissance	10 500	10 500	0	0,00
1-15-28 - Fonds spéciaux	150 000	175 000	25 000	16,67
1-15-29 - Accueil personnalités de passage	9 500	12 000	2 500	26,32
1-15-30 - Entretien Mausolée B. BOGANDA	1 000	1 000	0	0,00
1-15-31 - Cabinet Inspecteur général Etat	1 300	1 500	200	15,38
1-15-32 - Inspection Générale Etat	7 000	7 300	300	4,29
1-15-34 - Alimentation Garde Répub. Bataillon Protection Sécurité	175 000	175 000	0	0,00
1-15-35 - Sécurité Aéroport Garde Répub. Bat. Protection Sécurité	7 000	8 500	1 500	21,43
1-15-36 - Fonctionnement Garde Répub. Bat. Protection Sécurité	2 000	3 500	1 500	75,00
1-15-37 - Conseil de l'ordre	700	700	0	0,00
1-15-38 - Comité technique JPN	9 950	0	-9 950	-100,00
1-15-39 - Communication Présidence	16 000	16 000	0	0,00
1-15-40 - Haut Commissariat Droit de l'Homme	5 500	5 500	0	0,00
1-15-41 - Grande Chancellerie (Médailles)	12 500	13 000	500	4,00
1-15-42 - Direction parc auto	700	700	0	0,00
1-15-43 - Mobilier résidence Chef de l'Etat	2 500	2 500	0	0,00
1-15-44 - Action de promotion et de protection Droits de l'Hoe, Bonne gov.	5 000	5 000	0	0,00
1-15-45 - Habillement Personnel domestique	600	600	0	0,00
1-15-46 - Unité Médicale Présidence	700	700	0	0,00
1-15-47 - Entretien Résidence Chef Etat	3 500	3 500	0	0,00
1-15-48 - Entretien Réparation Motos escorte	4 800	4 800	0	0,00
1-15-49 - Direction Générale de Documentation d'Etat	33 500	30 000	-3 500	-10,45
1-15-50 - Gouvernat Palais	1 000	1 000	0	0,00
1-15-51 - Direction Générale Gestion Ressources	1 600	1 600	0	0,00
1-15-52 - Mission Garde Répub. Bataillon Protection Sécurité	38 000	40 000	2 000	5,26
1-15-53 - Nouveau Partenariat Dévelop. Afrique (NEPAD)	4 500	4 500	0	0,00
1-15-54 - Appui logistique et Quinzaine Svices Garde Rép B.P.S	52 500	57 500	5 000	9,52
1-15-55 - Eau	16 500	16 500	0	0,00
1-15-56 - Electricité	32 900	32 900	0	0,00
1-15-57 - Téléphone, Téléx, Fax	100 000	100 000	0	0,00
1-15-59 - Actions Présidentielles	39 200	55 000	15 800	40,31
1-15-60 - Secrétariat Particulier Chef de l'Etat	1 900	1 900	0	0,00
1-15-61 - Frais de domesticité	22 000	27 000	5 000	22,73
1-15-64 - Quinzaine éléments motorisés	2 000	2 000	0	0,00
1-15-65 - Habillement compagnie motorisée	7 000	7 000	0	0,00
1-15-66 - Voyages présidentiels	100 000	100 000	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
1-15-67 - Habillement domesticité	10 000	12 000	2 000	20,00
1-15-68 - Fonctionnement Cabinet Particulier Chef de l'Etat	4 500	4 500	0	0,00
1-15-69 - Habillement Campement Bataillon Central	25 000	15 000	-10 000	-40,00
1-15-70 - Habillement Campement Bataillon Province	15 000	10 000	-5 000	-33,33
1-15-71 - Fonctionnement Bataillon Provinces	3 000	3 000	0	0,00
1-15-72 - Fonctionnement Bataillon Central	7 000	7 000	0	0,00
1-15-73 - Fonctionnement Bureau Permanent	1 000	1 000	0	0,00
1-15-74 - Commission Texte	700	700	0	0,00
1-15-75 - Cellule contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
1-15-76 - Carb lub Haut Commissariat Droit de l'Homme	650	650	0	0,00
1-15-77 - Carburants lubrifiants Unité Médicale	1 500	1 500	0	0,00
1-15-78 - Carburants lubrifiants Direction Financière	1 200	1 200	0	0,00
1-15-79 - Carburants lubrifiants Cabinet NEPAD	1 200	1 200	0	0,00
1-15-80 - Carburants lubrifiants Cabinet Particulier Chef Etat	5 000	5 000	0	0,00
1-15-81 - Carburants et lubrifiants Gouvernat Palais	1 500	1 500	0	0,00
1-15-82 - Carburant missions présidentielles à l'extérieur	70 000	0	-70 000	-100,00
1-15-83 - Carburant et lubrifiant Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
1-15-84 - Carburant et lubrifiant Bataillon Central	3 000	3 000	0	0,00
1-15-85 - Carburant et lubrifiant Bureau Permanent	1 500	1 500	0	0,00
1-15-89 - Carburants et lubrifiants Sces Garde Républicaine B.P.S	60 000	60 000	0	0,00
1-15-90 - Carburants et lubrifiants Présidence	25 000	25 000	0	0,00
1-15-91 - Carburants et lubrifiants IGE	10 000	10 000	0	0,00
1-15-92 - Carburants et lubrifiants AVAKABA	1 500	1 500	0	0,00
1-15-93 - Carburants et lub. DG Gestion Ressources	3 000	3 000	0	0,00
1-15-94 - Carburants personnalités de passage	3 000	3 000	0	0,00
1-15-95 - Carburants et lubr. missions présid. intér.	3 000	3 000	0	0,00
1-15-96 - Carburants et lubr.Direction Archiv.Nat.	1 250	1 250	0	0,00
1-15-97 - Carburants et lubr.Cabinet Militaire	1 250	1 250	0	0,00
1-15-98 - Carburants Presse Présidentielle	2 000	2 000	0	0,00
1-15-99 - Carb. et lubrifiants Direction Générale Document.	5 000	5 000	0	0,00
1-16 - Dépenses courantes et diverses Jeunesse Pionnière Nationale (JPN)	0	15 500	15 500	
1-16-11 - Fonc Haut Commis./Dtion Gle JPN	0	2 000	2 000	
1-16-12 - Formation des Jeunes	0	4 000	4 000	
1-16-13 - Vacation JPN	0	1 500	1 500	
1-16-14 - Matériel et outillage	0	4 000	4 000	
1-16-90 - Carburant et lubrifiant JPN	0	4 000	4 000	
1-17 - Dépenses courantes et diverses Conseil National de Médiation	15 500	0	-15 500	-100,00
1-17-10 - Cabinet	2 500	0	-2 500	-100,00
1-17-12 - Fonctionnement Services	3 000	0	-3 000	-100,00
30-15-17 - Actions du médiateur	5 000	0	-5 000	-100,00
30-15-18 - Communication du médiateur	2 000	0	-2 000	-100,00
30-15-90 - Carburant et lubrifiant Cabinet	3 000	0	-3 000	-100,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
CHAP. 3 - Primature	365 120	423 640	58 520	16,03
3-10 - Personnel	89 940	89 940	0	0,00
3-10-10 - Personnel Titulaire Primature	78 760	78 760	0	0,00
3-10-13 - Personnel titulaire Décentralisation	11 180	11 180	0	0,00
3-15/16 - Dépenses courantes et div.	275 180	333 700	58 520	21,27
3-15 - Dépenses courantes et diverses	275 180	325 950	50 770	18,45
3-15-10 - Cabinet Premier Ministre	3 500	3 500	0	0,00
3-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
3-15-12 - Entretien Primature	3 000	3 000	0	0,00
3-15-13 - Fonds spéciaux	80 000	100 000	20 000	25,00
3-15-14 - Fonctionnement services Primature	7 000	7 000	0	0,00
3-15-15 - Hôtel du Premier Ministre	4 500	4 500	0	0,00
3-15-16 - Délégation Gle aux E/ses et Offices Publics	1 500	1 500	0	0,00
3-15-17 - Confection fascicule économie Société Etat	1 200	1 200	0	0,00
3-15-18 - Entretien Matériel et outillage	0	2 000	2 000	
3-15-19 - CPRAC	2 000	2 000	0	0,00
3-15-20 - Traitement informatique CPRAC	4 500	4 500	0	0,00
3-15-21 - Réception Gouvernement	10 000	10 000	0	0,00
3-15-23 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
3-15-24 - Presse Primature	1 000	1 000	0	0,00
3-15-25 - Parc Auto Primature	3 000	3 300	300	10,00
3-15-26 - Haut Commi. à la Décentra. Régionalisation	6 000	6 000	0	0,00
3-15-27 - Actions Gouvernementales	70 000	100 000	30 000	42,86
3-15-28 - Eau	9 000	9 000	0	0,00
3-15-29 - Electricité	6 500	6 500	0	0,00
3-15-30 - Téléphone, Téléx, Fax	25 000	25 000	0	0,00
3-15-31 - Fonctionnement Divisions	3 000	3 500	500	16,67
3-15-38 - Délégation Générale des Grands travaux de l'Etat	4 500	4 500	0	0,00
3-15-40 - Comité de privatisation	2 000	0	-2 000	-100,00
3-15-42 - Communication Primature	5 000	5 000	0	0,00
3-15-45 - Fonctionnement Directions Délégation	2 000	2 000	0	0,00
3-15-88 - Carb et lub Direction Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
3-15-89 - Carburant et lubrifiants Délégation Gle Grands Travaux	1 200	1 200	0	0,00
3-15-91 - Carburant Cabinet Primature	5 400	5 400	0	0,00
3-15-92 - Carburants et lubrifiants CPRAC	1 290	1 250	0	-3,10
3-15-93 - Carburants et lubrifiants Divisions	3 500	3 500	0	0,00
3-15-95 - Carb. et Lubr. Délégation Gle Entreprises, Offices publics	1 290	1 250	0	-3,10
3-15-96 - Carburants et lubrifiants services Primature	3 400	3 400	0	0,00
3-15-98 - Carb. et lub. Haut Comm. Décentralisation	1 200	1 250	50	4,17
3-16 - Dépenses courantes et diverses du Ministre Délégué	0	7 750	7 750	
3-16-10 - Cabinet Ministre	0	2 500	2 500	
3-16-11 - Fonctionnement Services	0	2 000	2 000	
3-16-89 - Carb. lub. Services	0	1 250	1 250	
3-16-90 - Carb. lub. Cabinet	0	2 000	2 000	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 4 - Cour Constitutionnelle	246 110	259 345	13 235	5,38
4-10 - Personnel	211 210	211 210	0	0,00
4-10-10 - Personnel Titulaire	211 210	211 210	0	0,00
4-15 - Dépenses courantes et diverses	34 900	48 135	13 235	37,92
4-15-10 - Fonctionnement Cabinet Président	3 000	2 000	-1 000	-33,33
4-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
4-15-12 - Cabinet Conseillers	0	3 000	3 000	
4-15-13 - Documentation	2 500	3 000	500	20,00
4-15-14 - Hôtel Président	1 500	1 500	0	0,00
4-15-15 - Eau	700	700	0	0,00
4-15-16 - Electricité	1 000	800	-200	-20,00
4-15-17 - Téléphone, Téléx, Fax	8 000	4 000	-4 000	-50,00
4-15-18 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
4-15-19 - Mission d'enquêtes constitutionnelles	4 000	2 000	-2 000	-50,00
4-15-20 - Fonctionnement services	3 000	3 000	0	0,00
4-15-21 - Presse Cour Constitutionnelle	1 500	1 500	0	0,00
4-15-22 - Rentrée solennelle, frais sessions annuelles	0	10 000	10 000	
4-15-90 - Carburant et Lubrifiant Président	4 000	1 500	-2 500	-62,50
4-15-91 - Carburant Conseillers et missions	0	9 935	9 935	
4-15-92 - Carburant et lubrifiants services	2 000	1 500	-500	-25,00
4-15-93 - Carburant et lubrifiants Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
CHAP. 6 Min. de l'Intérieur chargé de la Sécurité Publique	3 120 110	3 110 270	-9 840	-0,32
6-10 - Personnel	2 722 805	2 722 805	0	0,00
6-10-10 - Personnel Titulaire	2 722 805	2 722 805	0	0,00
6-15/16 - Dépenses courantes et diverses	397 305	387 465	-9 840	-2,48
6-15 - Dépenses courantes et diverses	152 365	126 665	-25 700	-16,87
6-15-10 - Cabinet ministre	2 500	2 500	0	0,00
6-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
6-15-13 - Fonctionnement Inspection Centrale A T	1 000	1 000	0	0,00
6-15-15 - Direction Générale Sces Centraux	1 500	1 500	0	0,00
6-15-16 - Direction Générale Admini. Territoire	1 500	1 500	0	0,00
6-15-17 - Fonctonn. Préfets Chargés de Mission	1 500	1 500	0	0,00
6-15-18 - Mobilier, matériel et outillage	9 500	9 500	0	0,00
6-15-21 - Attaché de Presse	700	1 000	300	42,86
6-15-40 - Administration préfectorale	12 000	13 000	1 000	8,33
6-15-41 - Administration Sous Préfectorale	15 000	16 000	1 000	6,67
6-15-44 - Cellule de lutte contre le sida	1 200	1 200	0	0,00
6-15-45 - Conférence annuelle des Préfets	5 000	5 000	0	0,00
6-15-72 - Eau	19 000	14 000	-5 000	-26,32
6-15-73 - Electricité	17 000	10 000	-7 000	-41,18
6-15-74 - Téléphone, Téléx, Fax	35 000	19 000	-16 000	-45,71
6-15-85 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
6-15-86 - Carburants et lubrifiants Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
6-15-88 - Carburants et lub. Préfets et S.Préfets	20 000	20 000	0	0,00
6-15-89 - Carb. et lub. Direct.Gén. Admini. Territ.	1 600	1 600	0	0,00
6-15-91 - Carb. et lub. Inspection Centrale ATSP	650	650	0	0,00
6-15-94 - Carb. et lub. Dir. Gén Services Centraux	1 600	1 600	0	0,00
6-15-95 - Carb. et lub. Préfets Chargés de Mission	1 615	1 615	0	0,00
6-16 - Dépenses courantes et diverses	244 940	260 800	15 860	6,48
6-16-13 - Instruments de musique	3 000	3 000	0	0,00
6-16-14 - Equipement maintien de l'ordre	18 000	18 000	0	0,00
6-16-15 - Habillement police	16 000	18 000	2 000	12,50
6-16-17 - Imprimés Cartes Identité Nationale	30 000	30 000	0	0,00
6-16-18 - Vacances école de police	2 500	2 500	0	0,00
6-16-19 - Ecole nationale de la police	19 000	21 000	2 000	10,53
6-16-20 - Direction Générale de la police	6 400	7 000	600	9,38
6-16-21 - Fonctionn. services migration - immigration	1 300	1 500	200	15,38
6-16-22 - Habillement Sapeur Pompier	5 000	8 000	3 000	60,00
6-16-23 - Fonctionnement Direct. Gén Sécurité Civile	20 000	21 000	1 000	5,00
6-16-24 - Renouvellement Passeport	75 000	75 000	0	0,00
6-16-25 - Inspection Centrale	1 000	1 000	0	0,00
6-16-26 - Ent mat, engin Pompes Sapeurs Pompiers	0	2 600	2 600	
6-16-81 - Carb. et lub. Police Admin. extérieure	2 000	3 000	1 000	50,00
6-16-82 - Carb. et lub. Sces centraux Police	9 600	10 000	400	4,17
6-16-83 - Carburants et lubrifiants Ecole Police	1 140	1 500	360	31,58
6-16-84 - Carb. et lub. Maintien sécurité	3 500	4 500	1 000	28,57
6-16-85 - Carb. et lub. OCRB	9 000	9 500	500	5,56
6-16-86 - Carb. et lub. Direction migration - immigration	1 000	1 200	200	20,00
6-16-87 - Carb. et lub. Sapeur pompier	20 000	21 000	1 000	5,00
6-16-99 - Carb. et lub. Dtion Gle Sécurité Civile	1 500	1 500	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006 [2]	2 007 [3]	Montant [3]-[2]	[3]/[2] %
CHAP. 7 - Min. Commerce, Industrie des Petites et Moyennes Entreprises	325 500	313 620	-11 880	-3,65
7-10 - Personnel	255 400	255 400	0	0,00
7-10-10 - Personnel titulaire	255 400	255 400	0	0,00
7-15 - Dépenses courantes et diverses	70 100	58 220	-11 880	-16,95
7-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
7-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
7-15-13 - Direction Générale Servces. Régionaux	2 000	2 000	0	0,00
7-15-14 - Foires et Expositions	9 695	9 695	0	0,00
7-15-15 - Accueils Missions Commerciales	3 875	3 875	0	0,00
7-15-16 - Direction Générale de l'Industrie	1 500	1 500	0	0,00
7-15-17 - Directions Services régionaux	3 000	3 500	500	16,67
7-15-18 - Cellule investissement	1 500	1 500	0	0,00
7-15-19 - Impression Charte Investissement	1 000	1 000	0	0,00
7-15-20 - Fonctionnement Inspection Centrale	500	1 000	500	100,00
7-15-21 - Direction Générale Concurrence et Consommation	1 500	1 500	0	0,00
7-15-22 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
7-15-23 - Eau	3 230	1 500	-1 730	-53,56
7-15-24 - Electricité	1 400	1 400	0	0,00
7-15-25 - Téléphone, Téléx, Fax	25 100	5 000	-20 100	-80,08
7-15-26 - Direction Générale du Dvpt. Industriel	1 500	1 500	0	0,00
7-15-27 - Direction des Ressources	500	1 000	500	100,00
7-15-28 - Fonct centre de référence OMC	0	1 000	1 000	
7-15-29 - Fonct Comité Nat. négoc. Commerce	0	1 000	1 000	
7-15-31 - Lutte contre fraude économique	0	1 000	1 000	
7-15-34 - Fonct.sept (07) postes control éco	0	2 000	2 000	
7-15-35 - Fonct.com.d'homolog.des prix	0	1 500	1 500	
7-15-90 - Carb. et lubr. cabinet	2 000	2 000	0	0,00
7-15-91 - Carb. et lubr. lutte et répression fraudes	2 000	2 000	0	0,00
7-15-92 - Carb. et lubr. Direction Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
7-15-94 - Carb. et lubr. Cellule investissement	1 200	1 200	0	0,00
7-15-95 - Carb. et lubr. Directions régionales	1 200	1 200	0	0,00
7-15-96 - Carb. et lubr. Direction Générale de l'industrie	0	1 250	1 250	
7-15-97 - Carb. et lubr. Inspection centrale	0	650	650	
7-15-98 - Carb. et lubr. Direction des Ressources	1 200	1 250	50	4,17

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
CHAP. 8 - Min. Postes et Télécommunications chargé des Nouvelles Technologies	165 370	152 670	-12 700	-7,68
8-10 - Personnel	114 370	114 370	0	0,00
8-10-10 - Personnel titulaire poste	114 370	114 370	0	0,00
8-15/16 - Dépenses courantes et diverses	51 000	38 300	-12 700	-24,90
8-15 - Dépenses courantes et diverses	51 000	38 300	-12 700	-24,90
8-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
8-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
8-15-12 - Chargés Missions Postes	1 300	1 300	0	0,00
8-15-13 - Site Internet Gouvernement	10 900	10 900	0	0,00
8-15-14 - Eau	2 000	1 000	-1 000	-50,00
8-15-15 - Electricité	11 000	2 000	-9 000	-81,82
8-15-16 - Téléphone, Téléx, Fax	11 000	3 000	-8 000	-72,73
8-15-17 - Inspection Centrale des PTT	0	1 000	1 000	
8-15-36 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
8-15-37 - Direction Gle Poste et Télécommunication	1 300	1 300	0	0,00
8-15-38 - Direction Gle Ressources	1 300	1 300	0	0,00
8-15-39 - Direction Service Administratif et Financier	1 000	1 000	0	0,00
8-15-40 - Direct ^e Gle de Telecom Prom. N T	0	1 300	1 300	
8-15-41 - Centre de Formation PTT	0	2 000	2 000	
8-15-85 - Carb. Et Lub. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
8-15-87 - Carb. Et Lub. Direction Gle Ressources	1 500	1 500	0	0,00
8-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
8-15-91 - Carb. lub. Direction Gle Postes et Télécommunicat.	1 500	1 250	-250	-16,67
8-15-92 - Carb. lub. Direct ^e Gle de Telecom Prom. N T	0	1 250	1 250	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
CHAP. 9 - Min. Equipements et du Désenclavement	696 620	664 780	-31 840	-4,57
9-10 - Personnel	629 380	629 380	0	0,00
9-10-10 - Personnel titulaire Equipement	629 380	629 380	0	0,00
9-15/16 - Dépenses courantes et div.	67 240	35 400	-31 840	-47,35
9-15 - Dépenses courantes et diverses	59 490	35 400	-24 090	-40,49
9-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	2 500	0	0,00
9-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	
9-15-12 - Inspection Centrale	1 000	1 500	500	50,00
9-15-16 - Matériel et Outillage Manif. Officielles	1 600	0	-1 600	-100,00
9-15-17 - Pièces détachées véhicules légers	1 300	2 000	700	53,85
9-15-18 - Entretien matériels roulants	6 400	0	-6 400	-100,00
9-15-20 - Direct. Génér. de l'Equipement (TP)	1 000	1 500	500	50,00
9-15-22 - Direct. des Ressources (services Appui)	1 000	1 500	500	50,00
9-15-23 - Directions Régionales de l'Equipement	1 300	1 500	200	15,38
9-15-24 - Eau	1 100	2 000	900	81,82
9-15-25 - Electricité	1 600	2 000	400	25,00
9-15-26 - Téléphone, Téléx, Fax	18 000	2 500	-15 500	-86,11
9-15-27 - Cellule Planif. Equipement et Transports	700	1 000	300	42,86
9-15-28 - Cellule Coordination secteur Fluvial	700	0	-700	-100,00
9-15-29 - Cellule de Planification et Coordination Pistes Rurales	0	1 000	1 000	
9-15-30 - Dir. Générale des Etudes et de la Planification	1 000	1 000	0	0,00
9-15-33 - Directions régionales Transport	1 000	0	-1 000	-100,00
9-15-34 - Dir. Génér. Transport surface	1 000	0	-1 000	-100,00
9-15-35 - Dir. Génér. Aviation civile météo	1 000	0	-1 000	-100,00
9-15-43 - Fonctionnement chargés de mission	1 000	1 000	0	0,00
9-15-44 - Cellule contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
9-15-89 - Carb. lub. Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
9-15-90 - Carb. Lub. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
9-15-91 - Carb et lub Services Centraux Equipemt	3 200	3 200	0	0,00
9-15-92 - Carb. lub. Fonct. Svcs Centraux Transport	1 000	0	-1 000	-100,00
9-15-93 - Caburant et lubrifiant Cellules Planif. Et Coordin	1 000	1 000	0	0,00
9-15-94 - Caburant et lubrifiant Cellules Planif. Pistes Rurales	0	1 000	1 000	
9-15-95 - Carb. et lub. Directions Régionales Equipmt	1 950	1 950	0	0,00
9-15-96 - Carb. et lub. Directions régionales Transport	840	0	-840	-100,00
9-15-97 - Carb. et lub. Inspection Centrale	650	650	0	0,00
9-15-98 - Carb. et lub. Chargés de mission	1 950	900	-1 050	-53,85
9-16 - Dépenses courantes et diverses du Ministre Délégué Chargé de l'Equipement	7 750	0	-7 750	-400
9-16-10 - Cabinet Ministre	2 500	0	-2 500	-100,00
9-16-11 - Fonctionnement Services	2 000	0	-2 000	-100,00
9-16-89 - Carb. lub. Services	1 250	0	-1 250	-100,00
9-16-90 - Carb. lub. Cabinet	2 000	0	-2 000	-100,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
CHAP.10 - Min. Justice, Garde des Sceaux	1 283 820	1 297 160	13 340	1,04
10-10 - Personnel	1 111 860	1 111 860	0	0,00
10-10-10 - Personnel titulaire	1 111 860	1 111 860	0	0,00
10-15 - Dépenses courantes et diverses	171 960	185 300	13 340	7,76
10-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
10-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
10-15-19 - Inspection Générale judiciaire	1 000	1 200	200	20,00
10-15-20 - Fonctionnement OHADA	900	900	0	0,00
10-15-21 - Cour d'Appel Ouest	1 300	1 300	0	0,00
10-15-22 - Cour d'Appel Est	1 300	1 300	0	0,00
10-15-23 - Fonctienn. Cour d'Appel Bangui et Chambres	1 900	1 900	0	0,00
10-15-24 - Tribunal Grande inst. Bangui	1 600	1 600	0	0,00
10-15-25 - Imprimés pièces d'exécution	1 200	1 500	300	25,00
10-15-27 - Direction administration pénitentiaire	1 200	1 200	0	0,00
10-15-28 - Direction Affaires Civiles et du Sceau	1 000	1 000	0	0,00
10-15-29 - Direction Affaires Criminelles et des Grâces	1 000	1 000	0	0,00
10-15-30 - Alimentation Maison Centrale	51 500	52 500	1 000	1,94
10-15-31 - Alimentation Etabliss. pénitentiaires provinciaux	16 000	17 000	1 000	6,25
10-15-32 - Fonctionnement maison centrale	1 000	1 000	0	0,00
10-15-33 - Fonctionnement maison d'arrêt Provinces	6 400	6 400	0	0,00
10-15-34 - Fonctionnement DGSC	0	1 000	1 000	
10-15-35 - Entretien Maisons Pénitentiaires	1 300	1 300	0	0,00
10-15-36 - Fonct. DSAF	1 200	1 200	0	0,00
10-15-37 - Fonct. Cour Cassation et Chambres	2 300	2 300	0	0,00
10-15-38 - Fonct. Conseil Etat et Sections	2 300	2 300	0	0,00
10-15-39 - Fonct. Cour Comptes et Chambres	2 500	2 500	0	0,00
10-15-40 - Session criminelle Bangui	2 200	3 000	800	36,36
10-15-41 - Cabinet des juges spécialisés	0	1 000	1 000	
10-15-42 - Direction de la réforme du droit	1 000	1 000	0	0,00
10-15-43 - Tribunal pour enfants	1 000	1 000	0	0,00
10-15-45 - Cellule contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
10-15-46 - Tribunal administratif	1 000	1 000	0	0,00
10-15-47 - Tribunal de travail	1 000	1 000	0	0,00
10-15-48 - Eau	1 800	2 500	700	38,89
10-15-49 - Electricité	2 800	3 000	200	7,14
10-15-50 - Téléphone, Télex, Fax	8 300	5 000	-3 300	-39,76
10-15-51 - Achats mobiliers Tribunaux et Cours d'Appel	4 200	9 130	4 930	117,38
10-15-52 - Frais soins médic. maison pénit	700	1 500	800	114,29
10-15-53 - Rentrée judiciaire	1 200	1 200	0	0,00
10-15-54 - CSM, CCCE, CPPC	1 600	1 600	0	0,00
10-15-55 - Fonct. Direction Générale Services Judiciaires	1 300	1 300	0	0,00
10-15-56 - Commission Nationale Droit de l'enfant	700	700	0	0,00
10-15-57 - Tribunal Grande Instance Bangui (Arrondismt)	1 000	1 000	0	0,00
10-15-58 - Tribunal Grande Instance 2 è degré	1 900	1 900	0	0,00
10-15-59 - Tribunal de Commerce	1 000	1 000	0	0,00
10-15-60 - Session criminelle Bouar	1 250	1 500	250	20,00
10-15-61 - Session criminelle Bambari	1 250	1 500	250	20,00
10-15-62 - Parquet spécialisé	0	1 500	1 500	
10-15-73 - Tribunal Grande Instance 3 è degré	1 000	1 000	0	0,00
10-15-74 - Tribunaux Instances	700	700	0	0,00
10-15-75 - Frais de Justice Bangui	6 000	6 000	0	0,00
10-15-76 - Frais de Justice Province	9 000	9 000	0	0,00
10-15-77 - Service Presse	600	600	0	0,00
10-15-81 - Carb lub Tribunal pour enfants	0	800	800	
10-15-82 - Carb lub Juges et Parquet spécialisé	0	1 250	1 250	
10-15-83 - Carb. Et Lub. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
10-15-84 - Carb. et Lub. Direction Service Admi. et Fin.	900	900	0	0,00
10-15-85 - Carb. et Lubr. Tribunal commerce	770	770	0	0,00
10-15-86 - Carb lub Tribunal de Travail	770	770	0	0,00
10-15-87 - Carb. et Lub Cour des Comptes et Chambres	1 300	1 250	0	-3,85

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 11 - Min. Défense Nationale, Anciens, Victimes de Guerre, Désarmement Restructuration de l'Armée	8 527 300	9 070 910	543 610	6,37
11-10 - Personnel	6 671 960	6 671 960	0	0,00
11-10-10 - Personnel Titulaire	6 671 960	6 671 960	0	0,00
11-15/16 - Dépenses courantes Défense	1 855 340	2 398 950	543 610	29,30
11-15 - Dépenses courantes&diverses S,E	1 855 340	2 398 950	543 610	29,30
11-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
11-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
11-15-12 - Etat Major	3 200	3 200	0	0,00
11-15-13 - Fonctionnement des Services Centraux	5 800	5 800	0	0,00
11-15-14 - Fonctionnement des Corps de Troupe	12 900	12 900	0	0,00
11-15-15 - Fonctionnement Gendarmerie	7 750	7 750	0	0,00
11-15-16 - Fonctionnement régions Militaires	7 750	7 750	0	0,00
11-15-17 - Forces Aériennes	3 200	3 200	0	0,00
11-15-18 - Direction Générale Services de Santé	3 800	3 800	0	0,00
11-15-19 - Fonctionnement Service Social	1 300	1 300	0	0,00
11-15-20 - Alimentation des Troupes FACA	495 000	600 000	105 000	21,21
11-15-21 - Alimentation opérationnelle	270 000	500 000	230 000	85,19
11-15-22 - Habillement, couchage, camp. ameublem.	32 000	62 000	30 000	93,75
11-15-23 - Entretien Matériel des corps de troupe	6 500	13 000	6 500	100,00
11-15-24 - Entretien Matériel Gendarmerie	5 000	10 000	5 000	100,00
11-15-25 - Infrastructures Corps de Troupes	12 500	15 000	2 500	20,00
11-15-26 - Instruction Formation Militaire	2 900	3 000	100	3,45
11-15-27 - Entretien Matériel RTG	5 800	5 800	0	0,00
11-15-28 - Fonctionnement Tribunal Militaire Permanent	1 000	1 000	0	0,00
11-15-29 - Transport aérien	25 800	75 800	50 000	193,80
11-15-30 - Mission Administr. Techniq. Intérieur	6 500	46 500	40 000	615,38
11-15-31 - Eau	88 240	100 000	11 760	13,33
11-15-32 - Electricité	186 500	73 000	-113 500	-60,86
11-15-33 - Téléphone, Téléx, Fax	15 500	18 000	2 500	16,13
11-15-34 - Formation FACA	97 000	114 000	17 000	17,53
11-15-35 - Infrastructures Gendarmerie	5 800	5 800	0	0,00
11-15-36 - Inspection Générale et Inspecteurs Armée Nationale	2 500	2 500	0	0,00
11-15-37 - Fonctionnement Bataillon Amphibie (Force Navale)	1 200	1 200	0	0,00
11-15-38 - Achats médicaments et matériaux médicaux	6 500	60 000	53 500	823,08
11-15-39 - Formation Gendarmerie	0	70 000	70 000	
11-15-40 - Aumonerie Militaire	1 000	1 000	0	0,00
11-15-41 - Fonctionnement CSDN	1 200	1 200	0	0,00
11-15-42 - Fonctionnement CSCM	1 200	1 200	0	0,00
11-15-43 - Fonctionnement Cdt Ecole et Centre d'instruction	1 600	1 600	0	0,00
11-15-44 - Fonctionnement Direction Générale de l'Intendance	1 600	1 600	0	0,00
11-15-45 - Fonctionnement Intendance Gendarmerie	0	3 000	3 000	
11-15-46 - Attaché Défense	29 000	29 000	0	0,00
11-15-47 - Contentieux	32 000	32 000	0	0,00
11-15-48 - Brigades Spéciales	6 500	6 500	0	0,00
11-15-49 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
11-15-50 - Fonds Spéciaux Défense	70 000	70 000	0	0,00
11-15-51 - Alimentation Centre d'Instruction Gendarmerie Nat.	15 000	15 000	0	0,00
11-15-52 - Fonctionnement CNDDR	10 000	10 000	0	0,00
11-15-53 - Conseil Supérieur de la Défense nationale	0	20 000	20 000	
11-15-79 - Carb. Lub. Mission Spéciale Sécurité	100 000	100 000	0	0,00
11-15-80 - Carb. Lub. Tribunal Militaire Permanent	1 600	1 600	0	0,00
11-15-81 - Carb. Lub. Direction Générale Intendance	3 000	3 000	0	0,00
11-15-82 - Carb. Lub. Commandement Ecole et Centre d'Instruction	10 000	10 000	0	0,00
11-15-83 - Carb. Lub. CSCM	1 600	1 600	0	0,00
11-15-84 - Carb. Lub. CSDN	1 600	1 600	0	0,00
11-15-85 - Carb. Lub. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
11-15-86 - Carb. Lub. Direction Générale Santé	0	1 250	1 250	
11-15-87 - Carb. Lub. Inspection Générale	3 000	10 000	7 000	233,33
11-15-88 - Carb. Lub. Bataillon amphibie (Force Navale)	2 500	2 500	0	0,00
11-15-89 - Carb. Lub. CNDDR	0	2 000	2 000	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 12 - Min. Transports et de l'Aviation Civile	167 360	198 810	31 450	18,79
12-10 - Personnel	167 360	167 360	0	0,00
12-10-10 - Personnel titulaire Transport	167 360	167 360	0	0,00
12-15 - Dépenses courantes et diverses	0	31 450	31 450	
12-15-10 - Cabinet Ministre	0	2 500	2 500	
12-15-11 - Direction de Cabinet	0	1 250	1 250	
12-15-12 - Fonctionnement Chargés de Mission	0	1 000	1 000	
12-15-16 - Matériel et Outillage Manif. Officielles	0	1 400	1 400	
12-15-18 - Entretien matériels roulants	0	4 800	4 800	
12-15-22 - Direct.des Ressources	0	1 000	1 000	
12-15-24 - Eau	0	2 500	2 500	
12-15-25 - Electricité	0	2 000	2 000	
12-15-26 - Téléphone, Téléx, Fax	0	2 500	2 500	
12-15-28 - Cellule Coordination secteur fluvial	0	1 000	1 000	
12-15-33 - Directions Régionales Transport	0	1 300	1 300	
12-15-34 - Direction Génér. Transport Surface	0	1 300	1 300	
12-15-35 - Direct. Générale Aviation Civile Météo	0	1 300	1 300	
12-15-44 - Cellule contre VIH/SIDA	0	1 200	1 200	
12-15-89 - Carb. lub. Cabinet	0	2 000	2 000	
12-15-90 - Carburants et lubrifiants Direction de Cabinet	0	1 250	1 250	
12-15-91 - Carburant et lubrifiant Chargés de Mission	0	900	900	
12-15-92 - Carb. lub. Services Centraux Transport	0	1 000	1 000	
12-15-96 - Carb. lub. Directions Régionales Transport	0	1 250	1 250	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
CHAP.13 - Min. Finances et Budget	2 942 559	3 018 490	75 931	2,58
13-10 - Personnel	2 346 880	2 306 880	-40 000	-1,70
13-10-10 - Personnel Titulaire Finances	2 306 880	2 306 880	0	0,00
13-10-11 - Personnel CTP-PAS	40 000	0	-40 000	-100,00
13-15/16/17 - Dépenses courantes et diverses	595 679	711 610	115 931	19,46
13-15 - Dépenses courantes et diverses Finances et Budget	587 929	703 860	115 931	19,72
13-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	2 500	0	0,00
13-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
13-15-14 - Inspection Générale de Finances	5 000	5 500	500	10,00
13-15-15 - Fonct. Chargé de Mission	2 000	2 000	0	0,00
13-15-16 - Frais récep.miss.FMI, BM,BAD,CEMAC	8 000	12 000	4 000	50,00
13-15-17 - Entretien matériels roulants	7 000	7 000	0	0,00
13-15-19 - Achat et Entretien Mobilier de bureau	2 600	2 600	0	0,00
13-15-20 - Direction Générale des Impôts	11 600	12 000	400	3,45
13-15-23 - Direction des Ressources	3 200	3 200	0	0,00
13-15-24 - Direction Affaires juridiques	2 000	2 000	0	0,00
13-15-30 - Direction Générale des Douanes	18 000	18 000	0	0,00
13-15-31 - Fonds de lutte contre fraude Douanière	14 000	14 000	0	0,00
13-15-32 - Fonds de lutte contre fraude Fiscale	14 000	14 000	0	0,00
13-15-33 - Campagne et vulgarisation T V A	3 000	2 000	-1 000	-33,33
13-15-34 - Inspections Régionales des Douanes	4 500	4 500	0	0,00
13-15-35 - Direction de Recouvrement et des Poursuites	2 000	2 000	0	0,00
13-15-36 - Reformes Budgétaires et Comptables (GREBUC)	20 000	25 000	5 000	25,00
13-15-37 - Direction Informatique	2 000	2 000	0	0,00
13-15-38 - Fonctionnement CEMIDO	0	2 000	2 000	
13-15-40 - Direction Générale du Trésor	12 900	12 900	0	0,00
13-15-41 - Agences Spéciales et Paieries Trésor	9 700	9 700	0	0,00
13-15-42 - Abonnements périodiques	969	1 200	231	23,78
13-15-43 - Fonctionnement Cellule Micro Finances	0	2 000	2 000	
13-15-44 - Fonctionnement DMCCAB	2 500	2 500	0	0,00
13-15-46 - Direction du Budget	3 200	3 200	0	0,00
13-15-47 - Commission Rapatriement Recettes d'exporta	0	2 500	2 500	
13-15-50 - Direction Générale du Budget	4 000	4 000	0	0,00
13-15-51 - Frais de confection des lois de Finances	50 000	75 000	25 000	50,00
13-15-52 - Direction du Contrôle Financier	3 000	3 000	0	0,00
13-15-53 - Délégations du Contrôle Financier	5 000	5 000	0	0,00
13-15-54 - Direction de la Solde et des pensions	2 500	2 500	0	0,00
13-15-55 - Fonctionnement Service Marchés Publics	6 000	6 000	0	0,00
13-15-56 - Imprimés Finances	16 000	60 000	44 000	275,00
13-15-57 - Direction de la Dette	3 500	3 500	0	0,00
13-15-58 - Eau	3 560	3 560	0	0,00
13-15-59 - Electricité	15 700	50 000	34 300	218,47
13-15-60 - Téléphone, Téléx, Fax	20 000	11 500	-8 500	-42,50
13-15-61 - Service Presse	700	700	0	0,00
13-15-62 - Conf.annuelle des Adm. Fin.	2 500	3 000	500	20,00
13-15-63 - Cellule de lutte contre le VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
13-15-64 - Direction des Services Régionaux DGID	4 500	4 500	0	0,00
13-15-65 - Centres Préfectoraux DGID	19 400	19 400	0	0,00
13-15-66 - Quote-Part Régies Financières	100 000	100 000	0	0,00
13-15-67 - Quote-Part Bloc-Finances, SGF, IGF et Cabinet	100 000	100 000	0	0,00
13-15-68 - Antenne des Douanes de Douala	2 500	2 500	0	0,00
13-15-69 - Antenne des Douanes de Pointe Noire	1 500	1 500	0	0,00
13-15-80 - Carburants et lubrifiants IGF	5 000	5 000	0	0,00
13-15-81 - Carburants et lubrifiants Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
13-15-82 - Carburants et lubrifiants D.G.I.D.	15 000	14 000	-1 000	-6,67
13-15-83 - Carburants et lubrifiants Douanes	15 000	14 000	-1 000	-6,67
13-15-84 - Carburant et lubrifiant Trésor	8 500	8 000	-500	-5,88
13-15-85 - Carb. et lubr. Dir. et Délégations C.F.	5 000	5 000	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 14 - Min. Affaires Etrangères	2 144 695	2 154 345	9 650	0,45
Intégration Régionale, Francophonie				
14-10 - Personnel	1 666 580	1 666 580	0	0,00
14-10-10 - Personnel Titulaire	1 666 580	1 666 580	0	0,00
14-15/16/25 - Dépenses cour. et div.	478 115	487 765	9 650	2,02
14-15 - Dépenses courantes et diverses	369 145	378 795	9 650	2,61
14-15-10 - Cabinet du Ministre d'Etat	2 500	2 500	0	0,00
14-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
14-15-13 - Conférence des Ambassadeurs	15 000	15 000	0	0,00
14-15-14 - Secretariat Perm. conf.int. Pays Grands Lacs	0	2 500	2 500	
14-15-15 - Entretien Salle de Conférence	3 800	3 800	0	0,00
14-15-16 - Entretien de bâtiments	2 000	2 000	0	0,00
14-15-17 - Mobilier matériel outillage	1 000	1 000	0	0,00
14-15-18 - Direction Gnle Aff. Politiques	800	800	0	0,00
14-15-19 - Direction Gnle Protocole Etat	800	800	0	0,00
14-15-20 - Direction Gnle Aff. Jurid. et Techn.	800	800	0	0,00
14-15-21 - Direction Gestion Ressources	800	800	0	0,00
14-15-22 - Direction Gestion Ambassades	400	400	0	0,00
14-15-23 - Inspection Ambassade	0	1 000	1 000	
14-15-25 - Comité Francophonie ACCT	645	645	0	0,00
14-15-26 - Fonds communs Ambassades	15 000	15 000	0	0,00
14-15-27 - Commissions Mixtes	2 200	3 000	800	36,36
14-15-28 - Location Réhabili. Immeubles Amb.	142 000	142 000	0	0,00
14-15-30 - Foncti. et entretien Amb. de PARIS	8 700	8 700	0	0,00
14-15-31 - Foncti. et entr. Représent. ONU	5 800	5 800	0	0,00
14-15-32 - Foncti. et entr. Amb. WASHINGTON	9 000	9 000	0	0,00
14-15-33 - Foncti. et entr. Amb. BRUXELLES	5 800	5 800	0	0,00
14-15-35 - Foncti. et entretien Amb. YAOUNDE	1 300	1 300	0	0,00
14-15-36 - Foncti. et entr. Amb. N'DJAMENA	1 300	1 300	0	0,00
14-15-37 - Foncti. et entretien Amb. KINSHASA	1 300	1 300	0	0,00
14-15-38 - Fonct. et entretien Amb. BRAZZAVILLE	1 300	1 300	0	0,00
14-15-39 - Foncti. et entretien Amb. Le CAIRE	3 800	3 800	0	0,00
14-15-40 - Foncti. et entretien Amb. PEKIN	5 800	5 800	0	0,00
14-15-41 - Foncti. et entretien Amb. RABAT	5 000	5 000	0	0,00
14-15-42 - Foncti. et entretien Amb. ABIDJAN	3 500	3 500	0	0,00
14-15-43 - Foncti. et entretien Amb. MOSCOU	5 800	5 800	0	0,00
14-15-44 - Foncti. et entretien Amb. TRIPOLI	3 800	3 800	0	0,00
14-15-46 - Foncti. et entretien Amb. KHARTOUM	3 800	3 800	0	0,00
14-15-48 - Foncti. et entretien Rep. DOUALA	1 300	1 300	0	0,00
14-15-49 - Foncti. et entr. Rep. POINTE NOIRE	1 300	1 300	0	0,00
14-15-71 - Eau	1 800	500	-1 300	-72,22
14-15-72 - Electricité	10 000	6 000	-4 000	-40,00
14-15-73 - Téléphone, Téléx, Fax, Valises diplomatiq.	29 600	39 000	9 400	31,76
14-15-74 - Abonnement journaux	600	600	0	0,00
14-15-75 - Passeports Service & Diplomatique	60 000	60 000	0	0,00
14-15-76 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
14-15-77 - Fonctionnement Consulat Garoua	1 300	1 300	0	0,00
14-15-79 - Fonctionnement Consulat Nyala	1 300	1 300	0	0,00
14-15-91 - Carb. et lubr. Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
14-15-92 - Carb. et lubr. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
14-15-93 - Carb. et lubr. DGAP, DGAJT, DGR, DGA	2 500	0	-2 500	-100,00
14-15-94 - Carb. et lubr. DGAP	0	1 250	1 250	
14-15-95 - Carb. et lubr. DGAJT	0	1 250	1 250	
14-15-96 - Carb. et lubr. DGPE	0	1 250	1 250	
14-16 - Dépenses cour. et diverses S.E	7 750	7 750	0	0,00
14-16-10 - Cabinet Ministre Délégué	2 500	2 500	0	0,00
14-16-11 - Fonctionnement services	2 000	2 000	0	0,00
14-16-89 - Carburants et Lubrifiants services	1 250	1 250	0	0,00
14-16-90 - Carburant et lubrifiant du Ministre Délégué	2 000	2 000	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 16 - Min. Education Nationale, Alphabétisation, Enseignement Supérieur et Recherche	10 451 250	10 923 670	472 420	4,52
16-10 - Personnel	8 803 580	8 803 580	0	0,00
16-10-10 - Pers. Titulaire Enseign. Fond. et Tech.	7 870 780	7 870 780	0	0,00
16-10-11 - Pers. Titulaire Enseignement Supérieur	932 800	932 800	0	0,00
16-15/16 - Dépenses courantes et diverses	1 647 670	2 120 090	472 420	28,67
16-15 - Dépenses courantes et diverses Ministère Education Nat	975 045	1 249 545	274 500	28,15
16-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	2 500	0	0,00
16-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
16-15-12 - Fonctionnement Services Généraux	1 900	1 900	0	0,00
16-15-13 - Direction Gle. de l'Ens. Privé et du Partenariat	1 525	1 525	0	0,00
16-15-14 - Inspection Académique	13 730	13 730	0	0,00
16-15-15 - Direction Gén. Adm. et Finances	1 525	1 525	0	0,00
16-15-16 - D.G des Ens. Recherche Pédagogique, de la Formation	1 525	1 525	0	0,00
16-15-17 - D. Gle de la recherche et animation pédag.	1 525	1 525	0	0,00
16-15-18 - Dir. Enseign. Préscol. et Fondam. 1	1 150	1 150	0	0,00
16-15-19 - Dir. Enseign. Technique et Formation Prof	1 150	1 150	0	0,00
16-15-20 - Dir. Budget, Comptabilité et Matériel	1 150	1 150	0	0,00
16-15-21 - Direction des Examens et Concours	1 150	1 150	0	0,00
16-15-22 - Direction Constr. et Equip. Scolaires	2 280	2 280	0	0,00
16-15-23 - Dir. Enseign Fondamental 2	1 525	1 525	0	0,00
16-15-24 - Direction Statistique et Planification	4 500	4 500	0	0,00
16-15-25 - Direction. de l'Ens. Privé	1 150	1 150	0	0,00
16-15-26 - Direction Education Non Formelle	1 525	1 525	0	0,00
16-15-27 - Direction Administration et Personnel	2 280	2 280	0	0,00
16-15-28 - Dir Evaluation, Orientation Scolaire et Prof	1 900	1 900	0	0,00
16-15-29 - Inspection Enseign. Fondamental 1	15 000	15 000	0	0,00
16-15-30 - Inspection Générale	3 800	3 800	0	0,00
16-15-31 - Préparation Edition Manuel Sango	10 000	10 000	0	0,00
16-15-32 - Dir de la Santé Scolaire et VIH/SIDA.	5 000	5 000	0	0,00
16-15-33 - Centres Pédagogiques Régionaux	25 000	25 000	0	0,00
16-15-34 - Commission Nationale pour l'UNESCO	10 000	10 000	0	0,00
16-15-35 - Service Oeuvres Educatives	1 525	1 525	0	0,00
16-15-36 - Centre National Formation Continue	2 000	2 000	0	0,00
16-15-38 - Comité de suivi Etats généraux	1 500	1 500	0	0,00
16-15-39 - Entretien Ecoles Secondaires	80 000	80 000	0	0,00
16-15-40 - Entretien Ecoles Primaires	120 000	120 000	0	0,00
16-15-41 - Fourniture Manuels Fondam1	110 000	150 000	40 000	36,36
16-15-42 - Fourniture Manuels Fondam2	130 000	150 000	20 000	15,38
16-15-43 - Impression de manuels scolaires	1 500	1 500	0	0,00
16-15-44 - Rentrée Scolaire	10 000	10 000	0	0,00
16-15-45 - Part. fonct. Garage Education Nationale	1 900	1 900	0	0,00
16-15-46 - Lycée B. BOGANDA	7 600	7 600	0	0,00
16-15-47 - Lycée M. J. CARON	6 500	6 500	0	0,00
16-15-48 - Lycée des Martyrs	5 300	5 300	0	0,00
16-15-49 - Lycée des RAPIDES	5 300	5 300	0	0,00
16-15-50 - Lycée de FATIMA	5 300	5 300	0	0,00
16-15-51 - Lycée de MISKINE	5 300	5 300	0	0,00
16-15-52 - Lycée Technique	40 000	40 000	0	0,00
16-15-53 - Lycée de GOBONGO	5 300	5 300	0	0,00
16-15-54 - Lycée de BIMBO	5 300	5 300	0	0,00
16-15-55 - Collège Technique Féminin	15 000	15 000	0	0,00
16-15-56 - Centre Formation Artisanale	3 800	3 800	0	0,00
16-15-57 - ENI BAMBARI	10 000	20 000	10 000	100,00
16-15-58 - Restaurant ENI BAMBARI	25 000	48 000	23 000	92,00
16-15-59 - Direction Générale IRFP	3 000	3 000	0	0,00
16-15-60 - Lycée Application ENS	3 000	5 300	2 300	76,67
16-15-61 - Etablis. Provinciaux Secondaires	40 000	60 000	20 000	50,00
16-15-62 - Organes PNDE	2 500	2 500	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
	800	800	0	0,00
16-15-63 - Dir. Comm. Promotion NTIC	1 500	1 500	0	0,00
16-15-64 - D.G Statistiques et Planification	1 525	1 525	0	0,00
16-15-65 - Documentaton Inspec. Général Enseign.	5 000	5 000	0	0,00
16-15-67 - Programme PNA-Educ Pour Tous	2 000	2 000	0	0,00
16-15-68 - Entretien Matériel Didactique	5 000	5 000	0	0,00
16-15-69 - Dir de la production du Matériel Didactique	1 500	1 500	0	0,00
16-15-70 - Dir. Conception, Expérim. Mat. Didactique	1 200	1 200	0	0,00
16-15-71 - Carburant UNESCO	45 000	150 000	105 000	233,33
16-15-72 - Enseignements Compl. Secondaires (vacation)	30 000	80 000	50 000	166,67
16-15-73 - Organisation Concours et Examens Scolaire, Prof.	35 000	50 000	15 000	42,86
16-15-74 - Eau	18 000	20 000	2 000	11,11
16-15-75 - Electricité	22 900	8 000	-14 900	-65,07
16-15-76 - Téléphone, Téléx, Fax	1 900	1 900	0	0,00
16-15-77 - Entretien RTS	5 000	5 000	0	0,00
16-15-78 - Lycée Scientifique Cheik Ben RACHID	10 000	10 000	0	0,00
16-15-81- Recherche Expérimentale et appliquée	1 500	1 500	0	0,00
16-15-85 - Carb. et Lubr. DGAF	1 500	1 500	0	0,00
16-15-86- Carb. et Lubr. Dir Gle des Ens.de la recherche Pédag. Et Formation	1 150	2 000	850	73,91
16-15-87- Carb. Lub. Centres Pedag Régionaux	1 900	1 900	0	0,00
16-15-88- Carb. et Lubr. Missions IGE	1 900	1 900	0	0,00
16-15-89 - Carb. et Lubr. Services Généraux	2 000	2 000	0	0,00
16-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet Ministre	5 300	5 300	0	0,00
16-15-91 - Carb. et Lubri, Inspections Académiques.	1 150	1 150	0	0,00
16-15-92 - Carburants et Lubrifiants INRAP	5 330	5 330	0	0,00
16-15-93 - Carb. et Lubri. Insp. Ens. Fond.	1 200	1 200	0	0,00
16-15-94 - Carb. et Lubrifiants Form. Pratiques	1 200	1 200	0	0,00
16-15-95 - Carb. et Lubr. D.Gnie Stat. Et Planification	1 525	1 525	0	0,00
16-15-96 - Carb. et Lubr. ENI BAMBARI	1 150	1 150	0	0,00
16-15-97 - Carb. et Lubr. Insp. Gén. Enseignem.	1 250	1 250	0	0,00
16-15-98 - Carb. et Lubr. Direction de cabinet	0	1 250	1 250	
16-15-99 - Car. et Lub. Dir. Gle. Ens. Privé et partenariat éducatif	0	1 250	1 250	
16-16 - Dépenses courantes et diverses	664 875	870 545	205 670	30,93
Enseignement Supérieur				
16-16-11 - Entretien Etablissm. Universitaires	8 000	8 000	0	0,00
16-16-12 - Entretien Cité Universitaire	7 000	7 000	0	0,00
16-16-13 - Fournitures Etabl. Universitaires	20 000	0	-20 000	-100,00
16-16-14 - Restaurant Université et ENS	60 000	171 600	111 600	186,00
16-16-15 - Enseignem. compl. Université (vacation)	300 000	400 000	100 000	33,33
16-16-16 - ISDR Cité	5 000	6 000	1 000	20,00
16-16-17 - ISDR Fonctionnement	5 600	8 000	2 400	42,86
16-16-18 - Rentrée Universitaire/Congrès Doyens et Directeurs	4 500	4 500	0	0,00
16-16-19 - ISDR Restaurant	35 000	104 000	69 000	197,14
16-16-20 - Dir. Gén Bourses et de la Formation	1 525	0	-1 525	-100,00
16-16-21 - Coopération Inter-Universitaire	6 000	6 000	0	0,00
16-16-22 - Dir. Générale Bourses Stage	2 000	2 000	0	0,00
16-16-23 - Soutenance Thèse(FACSS)	6 000	8 000	2 000	33,33
16-16-24 - Equipement laboratoires	6 000	6 000	0	0,00
16-16-25 - Dir. Formation et Analyse Sociale	1 000	1 000	0	0,00
16-16-26 - Direction Générale de l'Ens. Sup. et la Recher. Scient.	4 000	4 000	0	0,00
16-16-27 - Direction de la Recher. Scient.	610	610	0	0,00
16-16-28 - Entretien mat. et outillage Rech. Scient.	915	915	0	0,00
16-16-29 - Commission Bourse	1 500	1 500	0	0,00
16-16-30 - ISDR Ferme	10 000	10 000	0	0,00
16-16-31 - Sortie Pédagogique	3 000	3 000	0	0,00
16-16-32 - D.G Ens. Sup. Recherche Scientifique	2 000	2 000	0	0,00
16-16-33 - Contribution et conférence CAMES	80 000	15 000	-65 000	-81,25
16-16-36 - Recherche Scientifique Fondamentale	5 000	5 000	0	0,00
16-16-37 - CURDHACA	3 000	3 000	0	0,00
16-16-38 - Direction Enseign. Sup.	800	800	0	0,00
16-16-39 - Eau	10 205	3 000	-7 205	-70,60
16-16-40 - Electricité	28 570	28 570	0	0,00
16-16-41 - Téléphone, Téléx, Fax	13 100	3 000	-10 100	-77,10
16-16-42 - ENS Fonctionnement	2 000	2 000	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 17 - Min. Mines, Energie et de L'Hydraulique	228 745	232 070	3 325	1,45
17-10 - Personnel	198 635	198 635	0	0,00
17-10-10 - Personnel Titulaire	198 635	198 635	0	0,00
17-15 - Dépenses courantes et diverses	30 110	33 435	3 325	11,04
17-15-10- Cabinet du Ministre	2 500	2 500	0	0,00
17-15-11- Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
17-15-12- Directions régionales de l'Hydraulique	0	1 175	1 175	
17-15-15- Directions régionales des Mines	1 175	1 175	0	0,00
17-15-16- Direction Générale de l'Energie	1 200	1 200	0	0,00
17-15-17- Direction Générale des Mines	1 200	1 200	0	0,00
17-15-18- Direction Générale de l'Hydraulique	1 200	1 200	0	0,00
17-15-20 - Lutte contre la fraude Minière	2 585	2 585	0	0,00
17-15-21 - Eau	500	1 000	500	100,00
17-15-22 - Electricité	2 150	2 500	350	16,28
17-15-23 - Téléphone, Téléx, Fax	5 000	5 000	0	0,00
17-15-24 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
17-15-25 - Journée mondiale de l'eau	2 000	2 000	0	0,00
17-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
17-15-91 - Carb. et Lubr. Brigade Minière	1 600	1 600	0	0,00
17-15-92 - Carb. et Lubr. Directions Régionales	1 300	1 300	0	0,00
17-15-93 - Carb. et Lubr. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
17-15-94 - Carb. et Lubr. Services centraux	2 000	2 000	0	0,00
17-15-95 - Carb. et Lubr. Dir. Régionales de l'Hydraulique	0	1 300	1 300	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
CHAP. 18 - Min. Economie, du Plan et de la Coopération Internationale	371 190	404 090	32 900	8,86
18-10 - Personnel	262 990	262 990	0	0,00
18-10-10 - Personnel Titulaire	262 990	262 990	0	0,00
18-10-91 - Personnel Appui Statistique	0	0	0	
18-10-92 - Personnel Appui Plan	0	0	0	
18-15/16- Dépenses courantes et div.	108 200	141 100	32 900	30,41
18-15- Dépenses courantes et diverses	108 200	141 100	32 900	30,41
18-15-10- Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
18-15-11 -Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
18-15-12 - Direction des Ressources	2 000	2 000	0	0,00
18-15-13 - Cellule informatique	0	1 000	1 000	
18-15-14 - Institut Centrafricain des Statistiques	6 400	6 500	100	1,56
18-15-15 - Entretien matériel informatique	1 500	2 000	500	33,33
18-15-16 - Eau	1 000	2 000	1 000	100,00
18-15-17 - Electricité	10 000	9 000	-1 000	-10,00
18-15-18 - Téléphone, Télex, Fax	9 000	3 000	-6 000	-66,67
18-15-21 - Table ronde bailleurs de fonds	18 000	50 000	32 000	177,78
18-15-22 - Fonctionnement Délégations Régionales	2 000	3 000	1 000	50,00
18-15-25 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
18-15-27 - Direction Générale de la Programmation eco	1 000	2 000	1 000	100,00
18-15-28 - Direction Gle des politiques et stratégies	1 000	2 000	1 000	100,00
18-15-29 - Direction Gle du partenariat au devpt	1 000	2 000	1 000	100,00
18-15-30 - Conseil National Statistique	700	700	0	0,00
18-15-31 - Fonctionnement Gestion Produits de Dons	35 000	35 000	0	0,00
18-15-89 - Carb. et lubr. Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
18-15-90 - Carb. et lubr. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
18-15-91 - Carb. et Lubr. Accueil Missions	900	900	0	0,00
18-15-92 - Carb. et Lubr. Coordination Prog pol gle du gouv	0	800	800	
18-15-93 - Carb. et Lubr. Institut Centrafricain des Statistiques	1 900	1 900	0	
18-15-94 - Carb. et Lubr. Dir Gén de la Programmation eco	1 600	2 175	575	35,94
18-15-95 - Carb. et Lubr. Direct* Gle des pol et stratégies	1 500	2 175	675	45,00
18-15-96 - Carb. et Lubr. Direction Gle du partenariat au devpt	1 500	1 500	0	0,00
18-15-97 - Carb. et Lubr. Délégations Régionales	1 500	2 000	500	33,33
18-15-98 - Carb. et Lubr. Direction des Investissements Publics	1 250	0	-1 250	-100,00
18-15-99 - Carb. Et Lubr. Direction des ressources	1 250	1 250	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 19 - Min. Fonction Publique, Travail, Sécurité Sociale, Insertion Professionnelle	683 710	691 405	7 695	1,13
19-10 - Personnel	638 440	638 440	0	0,00
19-10-10 - Personnel Titulaire	529 759	529 759	0	0,00
19-10-11 - Banque du Personnel Titulaire	8 206	8 206	0	0,00
19-10-12 - Personnel titulaire Assemblée nationale	100 475	100 475	0	0,00
19-15 - Dépenses courantes et diverses	45 270	52 965	7 695	17,00
19-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
19-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
19-15-12 - Produits d'entretien	645	645	0	0,00
19-15-13 - Fonctionnement DG Emploi Prévo/ Soc.	1 000	1 500	500	50,00
19-15-14 - Fonctionnement Direction Méd. de Travail	700	1 000	300	42,86
19-15-15 - Fonctionnement DGFP	1 500	2 000	500	33,33
19-15-17 - Fonctionnement Direction Ressources	700	1 000	300	42,86
19-15-18 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 300	1 200	-100	-7,69
19-15-19 - Fonctionnement Inspect. Région Bria	600	800	200	33,33
19-15-20 - Fonctionnement Insp. région Bossangoa	600	800	200	33,33
19-15-21 - Révision et vulgarisation Statut F.P.	1 000	2 500	1 500	150,00
19-15-22 - Fonctionnement Inspection centrale	1 000	1 000	0	0,00
19-15-24 - Fonctionnement de la DGPE	1 300	1 300	0	0,00
19-15-29 - Fonctionnement FURCA	0	2 000	2 000	
19-15-30 - Insp. de Travail Centre Bangui	600	800	200	33,33
19-15-31 - Insp. Rég. Secteur Est Bambari	600	800	200	33,33
19-15-32 - Insp. Rég. secteur Ouest BERBERATI	600	800	200	33,33
19-15-33 - Insp. Rég. secteur Sud-Est BANGASSOU	600	800	200	33,33
19-15-34 - Insp. Régionale de M'BAIKI	600	800	200	33,33
19-15-35 - Organisation Concours Administratifs	0	5 000	5 000	
19-15-36 - Direction Système et Méthodes	900	900	0	0,00
19-15-37 - Entretien Matériel Informatique	905	1 000	95	10,50
19-15-38 - Fonctionnement Organes Réformes	700	700	0	0,00
19-15-39 - Eau	1 200	2 500	1 300	108,33
19-15-40 - Electricité	1 350	2 500	1 150	85,19
19-15-41 - Téléphone, Téléx, Fax	9 100	1 000	-8 100	-89,01
19-15-86 - Carb. Et lubr Direction Système et Methode	0	770	770	
19-15-87 - Carb. Et lubr FURCA	1 500	1 500	0	0,00
19-15-88 - Carb. et lubr. Accueil des Partenaires Sociaux	970	970	0	0,00
19-15-89 - Carb. et lubr. DGPE	770	770	0	0,00
19-15-90 - Carb. et lubr. Chargés de Mission	770	770	0	0,00
19-15-91 - Carb. et lubr. Insp. Régionales	2 500	2 500	0	0,00
19-15-92 - Carb. et lubr. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
19-15-93 - Carb. et lubr. Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
19-15-94 - Carb. lub Direction Ressources	770	770	0	0,00
19-15-95 - Carb. lub. Dir. Med Travail	650	650	0	0,00
19-15-96 - Carb. lub. DGFP	770	1 250	480	62,34
19-15-97 - Carb. lub. DG Empl et Prév/Sociale	650	1 250	600	92,31
19-15-98 - Carb. lub. Services Centraux	770	770	0	0,00
19-15-99 - Carb. lub Inspection Centrale	650	650	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 21 - Min. Communic., Récon. Nat., Culture Dém., Promo. Droits de l'Hoe	497 705	536 945	39 240	7,88
21-10 - Personnel	422 145	422 145	0	0,00
21-10-10 - Personnel titulaire Communication	422 145	422 145	0	0,00
21-10-91 - Personnel d'appui communication	0	0		
21-15 - Dépenses courantes et diverses	75 560	114 800	39 240	51,93
21-15-10 - Cabinet Ministre d'Etat	2 500	2 500	0	0,00
21-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
21-15-12 - Direction Gle radio-centrafrique	1 000	2 000	1 000	100,00
21-15-13 - Fonctionnement DGSALRNDCD	0	2 000	2 000	
21-15-14 - Eau	2 260	4 000	1 740	76,99
21-15-15 - Electricité	22 200	35 000	12 800	57,66
21-15-16 - Téléphone, Téléx, Fax	5 000	1 500	-3 500	-70,00
21-15-18 - Entretien matériel radio	3 200	3 200	0	0,00
21-15-19 - Entretien matériel télévision	5 200	5 200	0	0,00
21-15-20 - Acquisition fournitures télé.(T.D.F.)	4 500	10 000	5 500	122,22
21-15-21 - Acquisition fourn. radio (T.D.F)	5 200	10 000	4 800	92,31
21-15-22 - Fonctionnement ACAP	2 500	10 000	7 500	300,00
21-15-23 - Direction Gle Télé-centrafrique	1 000	2 000	1 000	100,00
21-15-24 - Radio Rurale (entretien et fonctionnement)	7 700	7 700	0	0,00
21-15-25 - Dotation Forum de l'Unité	2 000	2 000	0	0,00
21-15-26 - Direct SALRNDCD	1 000	0	-1 000	
21-15-27 - Dir.Générale Svce appui logistiq	0	2 000	2 000	
21-15-28 - Inspection Centrale	0	1 000	1 000	
21-15-36 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
21-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
21-15-91 - Carburants et lubrifiants Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
21-15-92 - Carburant et lubrifiant Radio Rurale	3 800	3 800	0	0,00
21-15-93 - Carb. lub.Inspection Centrale	0	650	650	
21-15-94 - Carburant et lub. Dtion Gle Radio	0	1 250	1 250	
21-15-95 - Carburant et lubrifiant Dtion Gle Télé	0	1 250	1 250	
21-15-96 - Carburant et lubrifiant ACAP	0	800	800	
21-15-99 - Carburants et lub.DGSALRNDCD	800	1 250	450	56,25

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 22 - Min. Jeunesse, Sports, Arts et de la Culture	510 715	568 515	57 800	11,32
22-10 - Personnel	441 085	441 085	0	0,00
22-10-10 - Personnel titulaire Jeunesse Sport	378 840	378 840	0	0,00
22-10-11 - Personnel titulaire Arts et Culture	62 245	62 245	0	0,00
22-15 - Dépenses courantes et diverses	69 630	127 430	57 800	83,01
22-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
22-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
22-15-13 - Direct Gle des Sports et éducation Physique	1 000	1 200	200	20,00
22-15-14 - Direction Gén. Jeunesse	1 200	1 200	0	0,00
22-15-15 - Inspection Centrale	1 000	1 000	0	0,00
22-15-16 - Centres médicaux sportifs	1 000	1 000	0	0,00
22-15-17 - Appui Maison des Jeunes	1 000	1 000	0	0,00
22-15-18 - Eau	1 100	500	-600	-54,55
22-15-19 - Electricité	1 800	1 000	-800	-44,44
22-15-21 - Téléphone, Téléx, Fax	4 500	4 000	-500	-11,11
22-15-22 - Centre de référence pygmées AKA de Centrafrique	500	500	0	0,00
22-15-23 - Compétitions internationales	23 700	80 000	56 300	237,55
22-15-24 - Acquisition matériels sportifs	2 710	2 710	0	0,00
22-15-25 - Directions Régionales	1 600	1 600	0	0,00
22-15-26 - Centre d'Animation Sportive	1 200	1 200	0	0,00
22-15-27 - Fonctionnement DCNJS	1 000	1 000	0	0,00
22-15-28 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
22-15-29 - Edition support patrimoine	500	500	0	0,00
22-15-30 - Direction Gle Développement et Promo. Culture	1 200	1 200	0	0,00
22-15-31 - Manifestations Culturelles	3 000	3 000	0	0,00
22-15-32 - Direction Générale de Culture et patrimoine	1 000	1 200	200	20,00
22-15-33 - Fonctionnement Services Régionaux	1 000	1 000	0	0,00
22-15-34 - Musées Monuments Provinciaux	1 000	1 000	0	0,00
22-15-35 - Mobilier et matériel de bureau culture	1 200	1 200	0	0,00
22-15-36 - Direction Ressources	1 200	1 200	0	0,00
22-15-37 - Comité national de SRTOPA	2 000	2 000	0	0,00
22-15-38 - Direction ENA	0	1 000	1 000	
22-15-39 - Direction Ballet	0	1 000	1 000	
22-15-40 - Direction Biblio/Nat	0	1 000	1 000	
22-15-90 - Carb. lub. Fonctionmt. services centraux	1 100	1 100	0	0,00
22-15-91 - Carb. Lubr. Direction Régionales	770	770	0	0,00
22-15-92 - Carburant et lubrifiant Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
22-15-93 - Carburant et lubrifiant Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
22-15-94 - Carburant et lubrifiant Chargé de mission	700	700	0	0,00
22-15-95 - Carburant et lubrifiant Inspection Centrale	650	650	0	0,00
22-15-96 - Carburants Direction Gle Arts et Culture	700	700	0	0,00
22-15-97 - Carb. et lub. fonctionmt services culture	700	700	0	0,00
22-15-98 - Carb. et Lub. D.Gle Dév. Promo. Cult.	700	700	0	0,00
22-15-99 - Carb. et Lub. D.Gle Ress Hum Culture	700	700	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 23 - Min. Famille, Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale	703 755	730 065	26 310	3,74
23-10 - Personnel	592 115	592 115	0	0,00
23-10-10 - Personnel Titulaire	592 115	592 115	0	0,00
23-15 - Dépenses courantes et diverses	111 640	137 950	26 310	23,57
23-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	2 500	0	0,00
23-15-12 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
23-15-13 - Mobilier matériel et outillages	1 000	1 000	0	0,00
23-15-15 - Centre de DAMARA	4 600	4 600	0	0,00
23-15-16 - Centre de la Mère et de l'Enfant	11 000	25 000	14 000	127,27
23-15-17 - Secours assistance aux indigents	15 000	15 000	0	0,00
23-15-18 - Services sociaux Spécialisés	5 400	5 400	0	0,00
23-15-21 - Ecoles maternelles	14 390	25 000	10 610	73,73
23-15-22 - Direct. Gén. Promotion Femme et de la Famille	1 800	1 800	0	0,00
23-15-24 - Institutions Formations Spécialisées	1 300	1 300	0	0,00
23-15-25 - Manifestations Sociales	13 000	13 000	0	0,00
23-15-26 - Eau	5 300	5 300	0	0,00
23-15-27 - Electricité	8 700	8 700	0	0,00
23-15-28 - Téléphone, Téléx, Fax	3 500	2 000	-1 500	-42,86
23-15-29 - Dtion Gle. Etudes, Planification, Services d'Appui	1 800	1 800	0	0,00
23-15-30 - Direct. Gén. Affaires Sociales	1 000	1 000	0	0,00
23-15-31 - Direct. Régionales	3 200	6 000	2 800	87,50
23-15-32 - Inspection Centrale	1 000	1 000	0	0,00
23-15-33 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
23-15-88 - Carburants lubrifiants Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
23-15-89 - Carburants lubrifiants Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
23-15-90 - Carburants lubrifiants Sces Sociaux Spécialisés	1 000	1 000	0	0,00
23-15-91 - Carb. Lub. Dir. Gle Promo Féminine, de la Famille	1 250	1 250	0	0,00
23-15-93 - Carb. lubr. Develop. Commun.	1 900	1 900	0	0,00
23-15-94 - Carb. lubr. Inspection Centrale	650	650	0	0,00
23-15-95 - Carb. Lub. Directions Régionales	1 600	2 000	400	25,00
23-15-96 - Carb. Lub. Centre de la mère et de l'enfant	1 250	1 250	0	0,00
23-15-97 - Carb. Lub. Centre de DAMARA	1 300	1 300	0	0,00
23-15-98 - Carb. Lub. Direction Gle Affaires Sociales	1 250	1 250	0	0,00
23-15-99 - Carb. Lub. Direction Gle Etudes Planif. Sce Appui	1 250	1 250	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 24 - Min.Santé Publique et de la Population	5 713 810	6 501 410	787 600	13,78
24-10 - Personnel	3 462 670	3 462 670	0	0,00
24-10-10 - Personnel Titulaire	3 462 670	3 462 670	0	0,00
24-15 - Dépenses courantes et diverses	2 251 140	3 038 740	787 600	34,99
24-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	2 500	0	0,00
24-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
24-15-12 - Fonctionnement DR, DEP	2 500	2 500	0	0,00
24-15-13 - Fonctionnement Direction Gle Sces Régionaux	3 000	0	-3 000	-100,00
24-15-14 - Fournitures DGSP	2 500	2 500	0	0,00
24-15-15 - Direction Prog. Elarg. Vacc. (P.E.V)	0	2 000	2 000	
24-15-16 - Matériels, outillages	4 000	4 000	0	0,00
24-15-17 - Maintenance Biomédicale	15 000	15 000	0	0,00
24-15-21 - Direction Médecine Préventive	3 000	3 000	0	0,00
24-15-23 - Direction Santé Familiale et Population	2 500	2 500	0	0,00
24-15-24 - Direction des Etablissements des soins Hospitalier	2 250	2 250	0	0,00
24-15-27 - Laboratoire National de biologie clinique et santé pub.	100 000	140 000	40 000	40,00
24-15-28 - Programme de lutte contre la cécité	1 250	1 250	0	0,00
24-15-29 - Direction Santé Communautaire	4 000	4 000	0	0,00
24-15-30 - Hôpital général CNHUB	85 000	150 000	65 000	76,47
24-15-31 - Complexe Pédiatrique CNHUB	130 000	200 000	70 000	53,85
24-15-32 - Service Coordination et Suivi SSP	3 200	3 200	0	0,00
24-15-33 - Soins de Santé Prim. (Régions San.)	245 000	300 000	55 000	22,45
24-15-34 - C N T S	105 000	156 000	51 000	48,57
24-15-35 - D M P (Direct. Pharma. et Médicam.)	3 000	3 000	0	0,00
24-15-36 - Centre REF MST/SIDA	80 000	156 000	76 000	95,00
24-15-37 - Hôpitaux Préfectoraux	113 100	200 000	86 900	76,83
24-15-39 - Vaccin anti méningocoque	17 000	30 000	13 000	76,47
24-15-40 - Hôpital de l'Amitié	205 000	205 000	0	0,00
24-15-41 - Hôpital Communautaire	238 000	350 000	112 000	47,06
24-15-42 - Hôpitaux et Formation (Régions San.)	87 000	140 000	53 000	60,92
24-15-43 - Achat anti Tuberculeux	105 000	150 000	45 000	42,86
24-15-44 - Information Education Communautaire	9 695	9 695	0	0,00
24-15-45 - Achat anti rabique, sérum antibiotique	9 695	9 695	0	0,00
24-15-46 - Aide médicale d'urgence	35 000	35 000	0	0,00
24-15-50 - Centres santé urb. et Matern. BANGUI	55 000	100 000	45 000	81,82
24-15-52 - Centre de Nutrition BOSSANGO	1 550	10 000	8 450	545,16
24-15-55 - Prise en charge malades SIDA (Triothérapie)	200 000	300 000	100 000	50,00
24-15-56 - Service National lutte contre SIDA	30 000	30 000	0	0,00
24-15-57 - Lutte Contre la Lèpre	6 000	6 000	0	0,00
24-15-58 - Eau	65 000	65 000	0	0,00
24-15-59 - Electricité	137 800	150 000	12 200	8,85
24-15-60 - Téléphone, Téléx, Fax	56 000	10 000	-46 000	-82,14
24-15-62 - Unité lutte anti Vectorielle Intégrée	1 500	1 500	0	0,00
24-15-63 - Inspection Générale	1 000	1 000	0	0,00
24-15-64 - Prévention Transmission VIH Parents/Enfants	5 000	5 000	0	0,00
24-15-75 - Carb Lub.Carburants et lubrifiants Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
24-15-76 - Carb Lub. IEC	1 200	1 200	0	0,00
24-15-77 - Carb Lub. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
24-15-78 - Carb Lub. DG Services Régionaux	1 300	1 300	0	0,00
24-15-79 - Carb Lub. Journées Nationales Vaccin/polio	3 800	3 800	0	0,00
24-15-80 - Carb Lub. Supervision SSP Régions sanitaires	4 500	4 500	0	0,00
24-15-81 - Carb Lub. Intervention Urgence	3 800	4 000	200	5,26
24-15-82 - Carb. Lub. Superv. SSP Préfectures sanitaires	6 500	6 500	0	0,00
24-15-83 - Carb.Lubri. Service national lutte VIH-SIDA	2 200	2 200	0	0,00
24-15-84 - Carb. et Lubri.Direct. Santé Communaut	3 600	3 600	0	0,00
24-15-85 - Carburant C N T S	1 300	1 300	0	0,00
24-15-86 - Carburant Dir. Pharm. Méd.	1 200	1 200	0	0,00
24-15-87 - Carburant Santé Familiale et Population	1 600	1 600	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 25 - Min. Developpement Rural	2 202 420	2 192 870	-9 550	-0,43
25-10 - Personnel	1 975 920	1 975 920	0	0,00
25-10-10 - Personnel Titulaire Ministère	1 975 920	1 975 920	0	0,00
25-15/16- Dépenses courantes et div.	226 500	216 950	-9 550	-4,22
25-15 - Dépenses courantes et diverses	218 750	209 200	-9 550	-4,37
25-15-10 - Cabinet du Ministre d'Etat	2 500	2 500	0	0,00
25-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
25-15-12 - Fonctionnement DGAARH	3 200	0	-3 200	-100,00
25-15-13 - D.Gle des Services Régionaux	3 800	4 500	700	18,42
25-15-14 - Fournit. Serv. Civ. National	1 900	0	-1 900	-100,00
25-15-15 - D. Gle de l'Elevage	1 250	2 000	750	60,00
25-15-17 - D. Gle de l'Administration et des Ressources	1 250	2 000	750	60,00
25-15-19 - Fonctionnement ACDA	17 000	10 000	-7 000	-41,18
25-15-20 - Fonctionnement Structure suivi filière Coton	25 000	25 000	0	0,00
25-15-21- Fonctionnement ICRA	12 500	4 000	-8 500	-68,00
25-15-22 - Fonctionnement CREF	2 000	2 000	0	0,00
25-15-24 - Etablissements Scolaires Agricoles	6 500	8 000	1 500	23,08
25-15-27 - Fonctionnement Santé Publique vétérinaire	700	1 200	500	71,43
25-15-28 - Fonctionnement CTE	2 500	2 500	0	0,00
25-15-29 - Formation des Jeunes (SCNPJ)	5 000	0	-5 000	-100,00
25-15-30 - Matériel et Outillage (SCNPJ)	700	0	-700	-100,00
25-15-31 - Inspection Centrale	1 000	1 000	0	0,00
25-15-32 - Fonctionnement ANDE	3 500	3 500	0	0,00
25-15-34 - Table Ronde Bailleurs de Fonds	3 000	3 000	0	0,00
25-15-35 - Etats Généraux du Developpement Rural	15 000	7 800	-7 200	-48,00
25-15-36 - Vacances (CTDR/CTE/LTAFB)	3 000	3 000	0	0,00
25-15-37 - Eau	4 000	2 000	-2 000	-50,00
25-15-38 - Electricité	8 800	12 000	3 200	36,36
25-15-39 - Téléphone, Téléc, Fax	7 000	1 000	-6 000	-85,71
25-15-40 - Organisation Journée Mondiale d'Aliment.	25 000	25 000	0	0,00
25-15-41 - Restaurant CTDR.	11 700	18 500	6 800	58,12
25-15-42 - Restaurant CTE	4 500	5 000	500	11,11
25-15-43 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
25-15-44 - Direction Générale de l'Agriculture	1 250	2 000	750	60,00
25-15-48 - Lycée Agricole de Soungbé	2 500	3 000	500	20,00
25-15-49 - Restaurant Lycée Agricole de Soungbé	4 000	4 000	0	0,00
25-15-50 - Petit outillage ICRA	0	1 000	1 000	
25-15-51 - Produits d'entretien	0	500	500	
25-15-52 - Collecte des données statistiques agricole	0	1 000	1 000	
25-15-53 - Formation Jeunes et Formateurs CREF	0	5 500	5 500	
25-15-54 - Formation Jeunes et Formateurs ACDA	0	5 500	5 500	
25-15-56 - Session Annuelle recherche agro ICRA	0	3 000	3 000	
25-15-80 - Carb et Lub Direction Regionale ACDA	0	2 500	2 500	
25-15-81 - Carburants et Lubrifiants suivi filière Coton	15 000	15 000	0	0,00
25-15-82 - Carburants et Lubrifiants Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
25-15-83 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
25-15-84 - Carburants et Lubrifiants D.Gle de l'Elevage	1 000	1 250	250	25,00
25-15-85 - Carburants et Lubrifiants DGCSRRA	1 000	0	-1 000	-100,00
25-15-86 - Carburants et Lubrifiants PDSV	700	0	-700	-100,00
25-15-87 - Carb et Lub Direct* Gle ACDA	1 900	1 900	0	0,00
25-15-88 - Carburants et Lubrifiants CREF	700	1 000	300	42,86
25-15-89 - Carb et Lub Direct* Gle ICRA	1 900	1 250	-650	-34,21
25-15-90 - Carb. et lubr. Direct Regionale ICRA	0	2 000	2 000	
25-15-91 - Carb. et lubr. SCNPJ	1 900	0	-1 900	-100,00
25-15-92 - Carb. et lubr. Direction Gle DRDR	1 300	1 250	-50	-3,85
25-15-93 - Carb. et lubr. Etabl Sco-CTDR-CTE-LTA F.Boziz	2 000	2 500	500	25,00
25-15-94 - Carb. et lubr. Inspection Centrale	650	650	0	0,00
25-15-95 - Carb. et lubr. PAPA AV	500	0	-500	-100,00
25-15-96 - Carb. et lubr. Hydraulique Villag.	1 250	0	-1 250	-100,00
25-15-97 - Carb. et lubr. Chargés de Mission	700	700	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
CHAP. 27 - Min. Developpement du Tourisme et de l'Artisanat	316 950	312 200	-4 750	-1,50
27-10 - Personnel	272 700	272 700	0	0,00
27-10-10 - Personnel Titulaire Ministère	272 700	272 700	0	0,00
27-15 - Dépenses courantes et diverses	44 250	39 500	-4 750	-10,73
27-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
27-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
27-15-13 - Direction Gle Svces Régionaux	1 900	1 900	0	0,00
27-15-14 - Direction Générale de l'Artisanat	2 000	2 000	0	0,00
27-15-15 - Mobilier et matériel de bureau	700	700	0	0,00
27-15-16 - Direction Gle du Tourisme et de l'Hôtellerie	2 000	2 000	0	0,00
27-15-17 - Inspection Centrale	1 000	1 000	0	0,00
27-15-18 - Foires et salons touristiques	3 000	5 000	2 000	66,67
27-15-19 - Supports promotionnels	2 000	2 000	0	0,00
27-15-20 - Eau	1 700	1 500	-200	-11,76
27-15-21 - Electricité	6 000	5 000	-1 000	-16,67
27-15-22 - Téléphone, Télex, Fax	13 500	2 500	-11 000	-81,48
27-15-26 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
27-15-30 - Direction Ressources Etude Informatique	0	1 000	1 000	
27-15-31 - Direction Regionale	0	1 500	1 500	
27-15-80 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
27-15-81 - Carburants et lubrifiants Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
27-15-90 - Carb et lub D Gles du Tourisme et Hôtellerie	800	800	0	0,00
27-15-92 - Carburants et lub. Direction Gle. Sces Régionaux	800	800	0	0,00
27-15-93 - Carburants et lub. Direction Gle. Artisanat	0	1 250	1 250	
27-15-94 - Carb et lub. Direction Ressces Etudes Informatique	0	700	700	
27-15-95 - Carb. et Lub. Inspection Centrale	650	650	0	0,00
27-15-96 - Carb. et Lub. Dir Regionale	0	1 000	1 000	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
CHAP. 28 - Min. Eaux, Forêts, Chasse , Pêche chargé de l'Environnement	266 935	257 975	-8 960	-3,36
28-10 - Personnel	207 200	207 200	0	0,00
28-10-10 - Personnel Titulaire Eaux, Forêts, Chasse et Pêche	207 200	207 200	0	0,00
28-15/16 - Dépenses courantes et div.	59 735	50 775	-8 960	-15,00
28-15 - Dépenses courantes et diverses	59 735	50 775	-8 960	-15,00
28-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
28-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
28-15-12 - Inspection Centrale	1 000	1 000	0	0,00
28-15-13 - Direction Gle de l'Environnement	2 000	2 000	0	0,00
28-15-14 - Direction Gén. Services régionaux	1 000	2 000	1 000	100,00
28-15-15 - Direction Gle des Eaux Forêts, Chasses et Pêches	1 000	2 000	1 000	100,00
28-15-16 - Entretien centre Pisciculture	1 000	1 000	0	0,00
28-15-17 - Alimentation Poissons	1 000	1 000	0	0,00
28-15-19 - Recherche Pisciculture	1 000	1 000	0	0,00
28-15-20 - Direction de la Surveillance de l'Environnement	1 000	1 000	0	0,00
28-15-21 - Eau	1 000	500	-500	-50,00
28-15-22 - Electricité	19 390	10 000	-9 390	-48,43
28-15-23 - Téléphone, Téléx, Fax	4 000	1 000	-3 000	-75,00
28-15-28 - Mobilier et matériel de bureau	900	900	0	0,00
28-15-29 - Direction Promotion des actions Environnementales	1 000	1 000	0	0,00
28-15-33 - Direction Gle des Services d'Appui	1 000	2 000	1 000	100,00
28-15-34 - Dtion des Affaires Juridiques et du Contentieux	800	800	0	0,00
28-15-35 - Direction des Ressources	800	800	0	0,00
28-15-36 - Dtion Etudes, Planification et Suivi des Projets	800	800	0	0,00
28-15-42 - Dtion des Inventaires et Aménagements Forestiers	500	500	0	0,00
28-15-43 - Dtion des Exploitations Forestières	500	500	0	0,00
28-15-44 - Dtion de la Faune	500	500	0	0,00
28-15-45 - Dtion des Eaux, Pêches et de la Pisciculture	500	500	0	0,00
28-15-46 - Dtion Régionales	3 875	3 875	0	0,00
28-15-47 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
28-15-81 - Carb et lub D Gles des Services Régionaux	1 250	1 250	0	0,00
28-15-82 - Carb et lub D Gles Economie Sociale	1 250	1 250	0	0,00
28-15-83 - Carburants et lubrifiants D Gles Eaux, Forêts, C, P	770	1 250	480	62,34
28-15-84 - Carburants et lubrifiants Inspection Centrale	650	650	0	0,00
28-15-89 - Carburants et lubrifiants Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
28-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
28-15-91 - Carburants et lubrifiants Pisciculture	1 000	1 000	0	0,00
28-15-93 - Carb. lub. Direction Gle Environnement	1 250	1 250	0	0,00
28-15-97 - Carb. et Lub. DGAF	800	1 250	450	56,25

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 29 - Min. Reconstruction des Edifices Publics, L'Urbanisme et du Logement	258 150	261 260	3 110	1,20
29-10 - Personnel	229 030	229 030	0	0,00
29-10-10 - Personnel Titulaire	229 030	229 030	0	0,00
29-15 - Dépenses courantes et diverses	29 120	32 230	3 110	10,68
29-15-10 Cabinet	2 500	2 500	0	0,00
29-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
29-15-12 - Inspection Centrale Habitat	1 000	1 000	0	0,00
29-15-13 - Dir. Générale Aménagement du Territoire	1 000	1 500	500	50,00
29-15-14 - Dir. Génér. de l'Urbanisme et de la topographie	1 290	1 500	210	16,28
29-15-15 - Dir. Gle de la Reconstruction Edifices Pub et Logement	1 000	1 500	500	50,00
29-15-16 - Directions Régionales	1 000	1 500	500	50,00
29-15-17 - Direction des Ressources	700	800	100	14,29
29-15-18 - Entretien Matériels Topographiques	1 200	1 200	0	0,00
29-15-20 - Cellule contre VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
29-15-21 - Acquisition Petit materiel topographique	0	3 500	3 500	
29-15-23 -Abonnements revues techniques	600	600	0	0,00
29-15-24 - Services Centres Prefectoraux	700	2 000	1 300	185,71
29-15-25 - Eau	380	380	0	0,00
29-15-26 - Electricité	2 900	3 000	100	3,45
29-15-27 - Téléphone, télex, Fax	5 500	1 500	-4 000	-72,73
29-15-89 - Carb. lub. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
29-15-90 - Carb. lub. Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
29-15-91 - Carburants et lubrifiants Services Centraux	1 250	1 250	0	0,00
29-15-93 - Carburants et lubrifiants Inspections Centrales	650	650	0	0,00
29-15-94 - Carburants et lubrifiants Directions Régionales	1 250	1 500	250	20,00
29-15-95 - Carburants et lubrifiants Directions Ressources	500	650	150	30,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 33 - Min. chargé du Secrétariat Général Gouvernement, relations avec le Parlement	159 815	169 365	9 550	5,98
33 - 10 Personnel	70 645	70 645	0	0,00
33-10-10 Personnel Titulaire	70 645	70 645	0	0,00
33-15 Dépenses courantes et diverses	89 170	98 720	9 550	10,71
33-15-10 - Cabinet ministre	2 500	2 500	0	0,00
33-15-11 - Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
33-15-13 - Eau	110	3 000	2 890	2 627,27
33-15-14 - Electricité	1 900	1 500	-400	-21,05
33-15-15 - Téléphone, Téléx, Fax	2 000	2 000	0	0,00
33-15-16 - Edition Journal Officiel	700	2 500	1 800	257,14
33-15-18 - Fonctionnement Service du Protocole	2 000	2 000	0	0,00
33-15-19 - Direction Gle Relation avec le Parlement	1 000	1 500	500	50,00
33-15-20- Direction Ressources	1 300	1 300	0	0,00
33-15-21- Direction Gle Action Gouvernementale	1 000	1 500	500	50,00
33-15-24 - Entretien salle des conférences SGG	1 000	1 500	500	50,00
33-15-25 - Intervention aux travaux parlementaires	700	1 500	800	114,29
33-15-26- Cellule de lutte contre le VIH/SIDA	1 200	1 200	0	0,00
33-15-27- ENAM	2 000	2 000	0	0,00
33-15-28 - Achats ouvrages, abonnement, Frais imprimés ENAM	1 000	1 000	0	0,00
33-15-29 - Fournitures Elèves ENAM	3 200	3 200	0	0,00
33-15-30 - Filière Formation ENAM	55 000	57 000	2 000	3,64
33-15-31- Travaux Conseil Ministres	5 000	5 000	0	0,00
33-15-90 - Carb. Et lub. Cabinet	2 000	2 000	0	0,00
33-15-91 - Carb. Et lub. Direction de Cabinet	1 250	1 250	0	0,00
33-15-93 - Carb. Et lub. Direction Gle Relation avec la Parlement	970	1 000	30	3,09
33-15-94 - Carb. Et lub. Direction des Ressources	800	800	0	0,00
33-15-95 - Carb. Et lub. ENAM	1 290	1 250	-40	-3,10
33-15-96 - Carb. Et lub. Dir Gle Action gouvernementale	0	970	970	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET	BUDGET	Variation	Proportion
	2 006	2 007	Montant	[3]/[2]
	[2]	[3]	[3]-[2]	%
TITRE 03 : DEPENSES COMMUNES	2 291 200	4 479 200	2 188 000	95,50
CHAP. 36 - DEPENSES COMMUNES	2 291 200	4 479 200	2 188 000	95,50
36-15- Dépenses courantes et diverses	1 505 200	3 181 200	1 676 000	111,35
36-15-10 - Location immeubles	170 000	300 000	130 000	76,47
36-15-11 - Réparations civiles	60 000	100 000	40 000	66,67
36-15-12 - Imprimés	16 000	50 000	34 000	212,50
36-15-13 - Fêtes publiques	16 000	70 000	54 000	337,50
36-15-15 - Traitem. inform. impôts, solde, budget	250 000	250 000	0	0,00
36-15-16 - Appui informatique solde	50 000	50 000	0	0,00
36-15-17 - Cellules informatiques	5 000	5 000	0	0,00
36-15-18 - Remboursements divers	50 000	50 000	0	0,00
36-15-21 - Redevance Postale et Timbres	3 200	3 200	0	0,00
36-15-22 - Accueil missions étrangères	3 000	10 000	7 000	233,33
36-15-23 - Hébergement missions étrangères	6 000	15 000	9 000	150,00
36-15-24 - Hébergement des coopérants	10 000	10 000	0	0,00
36-15-25 - Consultations FMI; BM; Comité Tech. PAS	2 000	2 000	0	0,00
36-15-26 - Aide sociale aux famil. fonct. décédés	100 000	100 000	0	0,00
36-15-27 - Frais hospitalisation	155 000	250 000	95 000	61,29
36-15-28 - Comité Dette intérieure	5 000	5 000	0	0,00
36-15-34 - Entretien central téléphonique	6 000	6 000	0	0,00
36-15-35 - Relance Campagne économique	5 000	5 000	0	0,00
36-15-36 - Entretien de matériel roulant	10 000	10 000	0	0,00
36-15-37 - Entretien de matériel informatique	6 000	6 000	0	0,00
36-15-38 - Entretien matériel et outillage	6 000	6 000	0	0,00
36-15-39 - Achat de mobilier d'habitation	5 000	5 000	0	0,00
36-15-40 - Achat de mobilier de bureau	6 000	6 000	0	0,00
36-15-41 - Entretien de bâtiments d'habitation	6 000	6 000	0	0,00
36-15-42 - Entretien de bâtiments de bureau	13 000	20 000	7 000	53,85
36-15-43 - Entretien install. (eau, électricité)	4 000	4 000	0	0,00
36-15-44 - Honoraire et frais divers(Avocat -Cons.)	32 000	32 000	0	0,00
36-15-45 - Maintien Sécurité intérieure	250 000	300 000	50 000	20,00
36-15-46 - Missions et maintenance aéronef	0	250 000	250 000	
36-15-48 - Formation Gestionnaire des Crédits	3 000	3 000	0	0,00
36-15-49 - Dotation pour dépenses imprévues	0	1 000 000	1 000 000	
36-15-51 - Formation Recyclage Perfectionnement	10 000	10 000	0	0,00
36-15-58 - Fonct. Comm. Caisse Aut. Pensions	2 000	2 000	0	0,00
36-15-59 - Cellule nationale de surv. Multilatérales	10 000	10 000	0	0,00
36-15-66 - Apurements divers arriérés	230 000	230 000	0	0,00
36-16 - Frais de mission	318 000	425 000	107 000	33,65
36-16-10 - Frais de mission étranger	270 000	350 000	80 000	29,63
36-16-24 - Frais de mission à l'intérieur	35 000	50 000	15 000	42,86
36-16-25 - Carb. et Lubr. Mission intérieures	13 000	25 000	12 000	92,31
36-17 - Frais de transport	468 000	873 000	405 000	86,54
36-17-11 - Frais de transport étranger	150 000	280 000	130 000	86,67
36-17-12 - Frais de transport intérieur	20 000	30 000	10 000	50,00
36-17-13 - Transport diplomates	50 000	75 000	25 000	50,00
36-17-14 - Rapatriement diplomates	50 000	100 000	50 000	100,00
36-17-15 - Transport candidats et membre du jury	3 000	3 000	0	0,00
36-17-16 - Transport matériel	15 000	30 000	15 000	100,00
36-17-17 - Transports Evacuations sanitaires	50 000	150 000	100 000	200,00
36-17-18 - Transport étudiants à l'étranger	50 000	100 000	50 000	100,00
36-17-19 - Transport contractuels	10 000	15 000	5 000	50,00
36-17-20 - Autres transports à l'extérieur (Posit. stage)	15 000	15 000	0	0,00
36-17-21 - Transports Equipements médicaux	25 000	25 000	0	0,00
36-17-26 - Transferts des Dépouilles mortelles	30 000	50 000	20 000	66,67

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 734 050	14 348 850	5 614 800	64,29
CHAP. 37 - TRANSFERTS ORGANISM. NATIONAUX	6 772 050	12 194 050	5 422 000	80,06
37-15 - Transferts intra administ. publique	244 200	284 200	40 000	16,38
37-15-11 - Subvention aux chambres consulaires	30 000	30 000	0	0,00
37-15-12 - Subv. conseils généraux préfectures	10 000	10 000	0	0,00
37-15-13 - Subv. Conseils Sous-Prefectures.	20 000	20 000	0	0,00
37-15-14 - Subv. Comité Luttre contre la drogue	5 600	5 600	0	0,00
37-15-15 - Coûts sociaux de restruct. sect. para-public	5 600	5 600	0	0,00
37-15-16 - Subv. Comité Technique Permant PAS(CTP/PAS)	20 000	60 000	40 000	200,00
37-15-17 - Subvention CSLP	15 000	15 000	0	0,00
37-15-18 - Indem. Chefs villages et quartiers	35 000	35 000	0	0,00
37-15-19 - Subvention ACFPE	3 000	3 000	0	0,00
37-15-20 - Subvention Comité Suivi Dialogue nationale	100 000	100 000	0	0,00
37-16 - Transferts aux administ. auton.	2 834 000	3 079 000	245 000	8,65
37-16-10 - Quote-parts des pdts affec. aux Communes	310 000	310 000	0	0,00
37-16-11 - Dotation globale Assemblée nationale	2 350 000	2 595 000	245 000	10,43
37-16-13 - Subvention aux collectivités locales	174 000	174 000	0	0,00
37-17 - Transferts aux institutions à but non lucratif	68 750	68 750	0	0,00
37-17-10 - Subv. aux Organis. Culturelles	10 500	10 500	0	0,00
37-17-11 - Subv. aux Fédérations et Comité Sportifs	12 000	12 000	0	0,00
37-17-12 - Subv. aux Organisations Nationales	10 000	10 000	0	0,00
37-17-13 - Subv. aux Organisations Jeunesse	5 000	5 000	0	0,00
37-17-15 - Subv. Comité Interlocuteur BONUCA	1 250	1 250	0	0,00
37-17-18 - Subvention Alliance Franco-Centrafricaine	7 500	7 500	0	0,00
37-17-20 - Organisation des premiers jeux régionaux	2 500	2 500	0	0,00
37-17-21 - Organisation Championnats scolaires - universit.	2 500	2 500	0	0,00
37-17-22 - Fonds d'Insertion sociale et économique jeunes	2 500	2 500	0	0,00
37-17-23 - Subv. Office Nat. des Anciens Combattants	15 000	15 000	0	0,00
37-18 - Transferts aux ménages	100 000	1 667 000	1 567 000	1 567,00
37-18-11 - Indemnisation et dédommagement.	50 000	50 000	0	0,00
37-18-12 - Aide aux Victimes Calamités naturelles.	50 000	30 000	-20 000	-40,00
37-18-13 - Fonds National de solidarité	0	20 000	20 000	
37-18-14 - Carb. subventionnés (TUPP négative)	0	1 540 000	1 540 000	
37-18-15 - Part patronale stade 20 000 places	0	27 000	27 000	
37-19 - Transferts aux secteurs productifs	0	3 070 000	3 070 000	
37-19-10 - Subv Cotonculteur SOCADETEX SOCOCA	0	2 320 000	2 320 000	
37-19-11 - Subv. secteur Agricole	0	250 000	250 000	
37-19-12 - Remboursement TVA	0	500 000	500 000	
37-20 - Pensions	3 525 100	4 025 100	500 000	14,18
37-20-10 - Pensions veuves et orphelins	58 000	58 000	0	0,00
37-20-11 - Allocations viagères et Capital décès	19 000	19 000	0	0,00
37-20-12 - Emoluments Anciens Chefs d'Etat	10 100	10 100	0	0,00
37-20-13 - Allocations d'invalidité	10 000	10 000	0	0,00
37-20-14 - Caisse des pensions	3 028 000	3 428 000	400 000	13,21
37-20-15 - OCSS	400 000	500 000	100 000	25,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	BUDGET 2 006 [2]	BUDGET 2 007 [3]	Variation Montant [3]-[2]	Proportion [3]/[2] %
CHAP. 39 - BOURSES ETUDES FORMATIONS ET FRAIS ANNEXES	1 088 000	1 218 000	130 000	11,95
39-15 - Bourses d'Etudes et Formations	998 000	998 000	0	0,00
39-15-10 - Université de Bangui	387 000	387 000	0	0,00
39-15-12 - Formation enseignants, instituteurs accélérés	100 000	100 000	0	0,00
39-15-13 - Ecole de formation technique	10 000	10 000	0	0,00
39-15-15 - ENAM	15 000	15 000	0	0,00
39-15-16 - Ecole de formation agricole	30 000	30 000	0	0,00
39-15-17 - FRANCE	210 000	210 000	0	0,00
39-15-18 - AFRIQUE	178 100	178 100	0	0,00
39-15-20 - Europe Amérique et Russie	67 900	67 900	0	0,00
39-16 - Frais de scolarité et Frais annexes	90 000	220 000	130 000	144,44
39-16-10 - Frais annexes de bourses	20 000	20 000	0	0,00
39-16-11 - Frais de scolarité à l'étranger	70 000	200 000	130 000	185,71
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	86 779 585	98 511 250	11 731 666	13,52

INVESTISSEMENT

PROJET DE LOI DE FINANCES 2007
BUDGET D'INVESTISSEMENT PAR MINISTERE

Numero d'ordre	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2006			Total 2 006	Exercice 2007			Variation 2007/2006 %	
		Fin. intérieur B.E.C. 2006	Fin. Extérieur 2006			Fin. intérieur B.E.C. 2007	Fin. Extérieur 2007			Total 2 007
			Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt		
1	Présidence	13 000	0	0	13 000	118 500	0	0	118 500	811,54
2	Assemblée Nationale	15 000	0	0	15 000	60 000	0	0	60 000	300,00
3	Primature	256 000	1 222 478	0	1 478 478	352 000	0	0	352 000	-76,19
4	Affaires Etrangères, Intég. Régionale et de la Francophonie	19 610	0	0	19 610	65 000	0	0	65 000	231,46
5	Défense Nationale, de la Restructuration Armée et du Désarmement	43 000	2 000 000	0	2 043 000	65 000	0	0	65 000	-96,82
6	Justice	8 000	0	0	8 000	20 000	1 311 800	0	1 331 800	16547,50
7	Communication, Réconciliation Nat. Culture Démo. Civique	19 000	0	0	19 000	50 000	62 000	0	112 000	489,47
8	Postes et Télécommunication chargé de la Nouvelle Techno.	5 000	0	0	5 000	85 000	0	0	85 000	1600,00
9	Développement Rural	78 000	1 387 801	0	1 465 801	245 000	79 000	0	324 000	-77,90
10	Mines, Energie et Hydraulique	245 000	1 154 148	0	1 399 148	377 000	398 000	0	775 000	-44,61
11	Famille, Affaires Sociales et Solidarité Nationale	49 000	324 971	0	373 971	101 000	816 397	0	917 397	145,31
12	Education Nationale, Alpha. Enseig. Sup. Recherche	255 000	216 158	0	471 158	458 000	0	0	458 000	-2,79
13	Intérieur et Sécurité Publique	5 000	47 000	0	52 000	55 000	0	0	55 000	5,77
14	Commerce, Industries, Promotion Secteur Privé	5 000	0	0	5 000	55 000	0	0	55 000	1000,00
15	Eaux, Forêts, Chasse, Pêches	1 920 000	2 369 737	0	4 289 737	1 920 000	3 042 563	0	4 962 563	15,68
16	Tourisme, Artisanat et Environnement	80 000	0	0	80 000	150 000	0	0	150 000	87,50
17	Jeunesse, Sports, Arts et Culture	35 000	323 022	0	358 022	102 000	17 000	0	119 000	-66,76
18	Santé Publique et de la Population	232 000	3 201 092	0	3 433 092	297 000	4 308 268	0	4 605 268	34,14
19	Fonction Publique, Travail, Sécurité Sociale Insertion Prof.	10 000	0	0	10 000	59 000	0	0	59 000	490,00
20	Equiperment et du Désenclavement	2 098 000	12 353 605	0	14 451 605	2 558 000	11 665 465	0	14 223 465	-1,58
21	Transports et Aviation Civile					20 000	1 983 936	0	2 003 936	
22	Reconstruction Edifices Publiques, Urbanisme et Logement	243 000	2 913 234	3 000 000	6 156 234	365 000	393 574	0	758 574	-87,68
23	Finances et du Budget	730 000	315 062	0	1 045 062	484 000	0	0	484 000	-53,69
24	Plan et Coopération Internationale	233 000	3 124 362	0	3 357 362	429 370	3 721 997	0	4 019 997	19,74
25	SGG et Relation avec l'Assemblée nationale	5 000	0	0	5 000	15 000	0	0	15 000	200,00
26	Cour Constitutionnelle	7 000	0	0	7 000	10 000	0	0	10 000	42,86
27	Haut Conseil de la Communication	5 000	0	0	5 000	7 000	0	0	7 000	40,00
28	Conseil National de la Médiation	0	0	0	0	35 000	0	0	35 000	
Total Budget d'investissement (hors douanes projets)		6 613 610	30 952 670	3 000 000	40 566 280	8 557 870	27 800 000	0	36 226 500	-10,70
Droits de douanes projets		2 000 000	0	0	2 000 000	2 000 000	0	0	2 000 000	0,00
Total Budget d'Investissement		8 613 610	30 952 670	3 000 000	42 566 280	10 557 870	27 800 000	0	38 357 870	-9,89

En milliers de F.CFA			Exercice 2006				Exercice 2007			
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2006	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2007
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
1 Présidence										
906 555	40-10-01	Réhabilitation Palais de la Renaissance	13 000	0	0	13 000	50 000	0	0	50 000
906 557	40-10-02	Equipement Palais de la Renaissance					33 500			33 500
906 556	40-10-03	Appui au Haut Commissariat aux Droits de l'Homme	0	0	0	0	10 000	0	0	10 000
906 558	40-10-04	Appui au Haut Commissariat à la Jeunesse pionnière	0	0	0	0	25 000	0	0	25 000
		Total	13 000	0	0	13 000	118 500	0	0	118 500
2 Assemblée Nationale										
908 030	70-10-01	Equipement Assemblée Nationale	15 000			15 000	60 000	0	0	60 000
		Total	15 000	0	0	15 000	60 000	0	0	60 000
3 Primature										
904 003	40-20-01	Equipement et réhabilitation de la Primature	0			0	35 000	0	0	35 000
909 055	40-20-02	Reliquat participation Fonds de Solidarité Africaine					40 000			40 000
906 415	40-20-06	Equipement du CPRAC					12 000	0	0	12 000
908 556	40-20-07	Acquisition véhicules administratifs	100 000			100 000	100 000	0	0	100 000
909 053	40-20-14	Appui à la CEMAC phase préparatoire		234 478		234 478	0	0	0	0
814 049	40-20-17	Programme multisectoriel de lutte contre le SIDA	140 000	988 000		1 128 000	100 000	0	0	100 000
904 004	40-20-18	Réhabilitation du Building Administratif	16 000			16 000	50 000	0	0	50 000
906 560	40-20-19	Appui Institut. Haut Commis. à la Décentral. Et la Région.					15 000	0	0	15 000
		Total	256 000	1 222 478	0	1 478 478	352 000	0	0	352 000
4 Affaires étrangères, Intégration Régionale, Francophonie										
909 105	60-10-05	Réhabilitation et équipement de l'Administration Centrale	19 610			19 610	20 000	0	0	20 000
909 106	60-10-06	Acquisition des Ambassades (Njamena, Khartoum)					40 000	0	0	40 000
906 561	60-10-07	Renforcement des capacités Institutionnelles					5 000	0	0	5 000
		Total	19 610	0	0	19 610	65 000	0	0	65 000
5 Défense, Désarmement, Restructuration de l'Armée										
838 103	70-20-07	Programme National d'appui restauration sécurité pour dévept. (PNARSD-DDR)	0	2 000 000		2 000 000	0	0	0	0
906 004	70-20-08	Réhabilitation des Casernes Militaires (IZAMO, OBROU, BIT1)	0	0		0	25 000	0	0	25 000
906 021	70-20-09	Equip. Commission Nat. Désarmement et Réinsertion (CNDDR)	25 000	0		25 000	20 000	0	0	20 000
909 051	70-20-10	Fonds National de Sécurité	13 000			13 000	15 000	0	0	15 000
909 050	70-20-11	Renforcement du Ministère de la Défense	5 000			5 000	5 000	0	0	5 000
		Total	43 000	2 000 000	0	2 043 000	65 000	0	0	65 000
6 Justice										
908 079	40-30-10	Renforcement du Ministère de la Justice	8 000			8 000	20 000	0	0	20 000
908 080	40-30-11	Réformes structurelles : Gouvernance et Justice (LICUS II)					0	1 311 800	0	1 311 800
		Total	8 000	0	0	8 000	20 000	1 311 800	0	1 331 800
7 Communication, Réconciliation Nationale, Culture Civique										
652 005	60-30-01	Equipement de l'ACAP					6 000	0	0	6 000
659 002	60-30-02	Projet de renforcement des capacités du Ministère	5 000			5 000	15 000	0	0	15 000
652 001	60-30-04	Création de quatre stations radios locales (UA, UP, KE, NG)					0	62 000	0	62 000
658 559	60-30-05	Appui Institutionnel à la Dir. Gle de la Réconciliation Nationale					6 000	0	0	6 000
658 560	60-30-06	Réhabilitation et Equipement des Radios Rurale et Locale					23 000	0	0	23 000
658 558	60-30-12	Equipement Radio et Télévision Centrafrique et ACAP	14 000			14 000	0	0	0	0
		Total	19 000	0	0	19 000	50 000	62 000	0	112 000

En milliers de F.CFA		Ministère de tutelle des projets	Exercice 2006				Exercice 2007			
Code projet	Code Budget		Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2006	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2007
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
8		Postes, télécommunications								
642 002	80-30-03	Réhabilitation C.C.P	0			0	70 000	0	0	70 000
642 005	80-30-06	Réhabilitation et équipement du Ministère de la Poste	5 000			5 000	15 000	0	0	15 000
Total			5 000	0	0	5 000	85 000	0	0	85 000
9		Développement Rural								
		Agriculture								
114 009	50-40-03	Programme spécial de sécurité alimentaire	10 000			10 000	15 000	0	0	15 000
119 025	50-40-07	Renforcement capacité de l'organe de planification agricole	0	0		0	10 000	0	0	10 000
119 026	50-40-08	Appui à la production des semences vivrières	5 000			5 000	50 000	39 000	0	89 000
111 003	50-40-09	Réhabilitation CTDR de Ngoulinga à Grimari					15 000	0	0	15 000
118 010	50-40-10	Projet Recherche Agro-Pastorale Savanes Afrique Centrale (PRASAC)	15 000	40 000		55 000	20 000	40 000	0	60 000
118 027	50-40-11	Appui au Ministère du Développement Rural					15 000	0	0	15 000
114 010	50-40-13	Appui à la culture maraichère en zone péri urbaine Bangui					25 000	0	0	25 000
123 001	50-40-14	Appui aux aviculteurs et éleveurs de porc à Bangui					35 000	0	0	35 000
118 025	50-40-16	Appui à la préparation de la mise en oeuvre du PDDA	3 000			3 000	0	0	0	0
111 002	50-40-18	Restructuration du SCNPJ	5 000			5 000	0	0	0	0
118 024	50-40-26	Renforcement des capacités opérationnelles de l'ACDA	0			0	20 000	0	0	20 000
118 023	50-40-27	Téléfood	0	59 601		59 601	0	0	0	0
119 426	50-40-28	Développement de la région de l'Ouham (phase IV)	0	1 288 200		1 288 200	0	0	0	0
Total			38 000	1 387 801	0	1 425 801	205 000	79 000	0	284 000
		Elevage								
129 031	50-40-31	Projet Promotion pour Développement de l'Agriculture et de l'élevage	40 000			40 000	40 000	0	0	40 000
Total			40 000	0	0	40 000	40 000	0	0	40 000
10		Mines, Energie et Hydraulique								
209 005	80-40-01	Projets de développement du secteur minier(Promotion minière)	130 000			130 000	192 000	0	0	192 000
428 001	80-40-02	Appui à l'Agence Nationale de l'Eau et Assainissement (ANEA)					10 000			10 000
422 002	80-40-03	4ième Projet Alimentation en Eau Potable (AEP)	0	787 148		787 148	5 000	0	0	5 000
424 005	80-40-04	Programme Eau et Assainissement	10 000			10 000	0	0	0	0
428 002	80-40-05	Appui Agence de Régulation secteur Eau et Assainissement					10 000			10 000
428 004	80-40-06	Appui au Conseil National de Eau et Assainissement (CONEA)	0	0		0	10 000			10 000
423 003	80-40-07	Entretien des installations et extension réseau eau potable	60 000			60 000	70 000	0	0	70 000
428 005	80-40-08	Appui Fonds National de l'Eau et Assainissement (FNEA)	0			0	10 000			10 000
422 003	80-40-09	Approvisionnement en eau potable et Assainis. dans les Pref. (UA, KE,NG)	0			0	15 000	398 000	0	413 000
429 001	80-40-10	Vulgarisa. des tech. appropri. dans les écoles de la périphérie de Bgui	0			0	5 000	0	0	5 000
423 004	80-40-11	Approv. Eau Potable, Assainis. Région Haut Oubangui	0			0	30 000			30 000
424 014	80-40-12	Appui à l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité en RCA	10 000			10 000	5 000	0	0	5 000
424 015	80-40-13	Appui à l'Agence Centrafricaine de l'Electrification Rurale	10 000			10 000	5 000	0	0	5 000
424 016	80-40-14	Appui à la Police minière	15 000			15 000	10 000	0	0	10 000
411 005	80-40-15	Programme, renforcement de capacité en micro-mini centrales élec.	10 000	367 000		377 000	0	0	0	0
Total			245 000	1 154 148	0	1 399 148	377 000	398 000	0	775 000
11		Famille, Affaires Sociales Solidarité Nationale								
834 003	50-30-01	Genre, Population et Développement	5 000			5 000	4 000	0	0	4 000
836 667	50-30-05	Construction équipement centres formation handicapés moteurs et visuels	8 000			8 000	12 000	0	0	12 000
836 095	50-30-07	Réhabilitation locaux jardins d'enfants et garderies	8 000	53 480		61 480	12 000	53 480	0	65 480
838 035	50-30-08	Appui institutionnel Direction études planification et statistiques sociales	4 000			4 000	5 000	0	0	5 000
836 100	50-30-11	Construction et équipements des Directions Régionales					20 000	0	0	20 000
836 100	50-30-12	Réhabilitation et Equipement Centre de formation de Damara	5 000			5 000	10 000	0	0	10 000
838 030	50-30-13	Soutien aux enfants en besoin de protection spéciale	5 000	106 960		111 960	5 000	106 960	0	111 960
837 100	50-30-17	Renforcement du rôle de Développement Communautaire (DIJE)	0	164 531		164 531	10 000	0	0	10 000

En milliers de F.CFA			Exercice 2006			Exercice 2007				
Code	Code	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int.	Fin. Extérieur		Total
projet	Budget		B.E.C.	Subvent.	Emprunt	2006	B.E.C.	Subvent.	Emprunt	2007
838 400	50-30-20	Réhabilitation et renforcement capacité centre de formation Ben-zvi	4 000			4 000	5 000	0	0	5 000
838 401	50-30-21	Réhabilitation de la Direction des services centraux	5 000			5 000	0	0	0	0
838 402	50-30-22	Construction et équip. Atelier montage de tricycles	5 000			5 000	10 000	0	0	10 000
838 404	50-30-24	Réhabilitation équipements du Centre de la Mère et Enfant	0			0	8 000	0	0	8 000
838 405	50-30-25	Appui aux enfants en difficulté dans un contexte post conflit					0	655 957	0	655 957
		Total	49 000	324 971	0	373 971	101 000	816 397	0	917 397
12		Education Nationale, Alphabétisation et Recherche Scientifique								
		Education Nationale								
823 102	50-20-01	Education vie familiale et en matière de population à l'école	4 000	37 000		41 000	6 000	0	0	6 000
826 004	50-20-02	Rehabilitation équipt. Etablis. secondaires mobiliers mat. didactiques	10 000			10 000	50 000	0	0	50 000
826 005	50-20-03	Réhabilitation Equipement écoles primaires mobiliers mat. didactiques	25 000			25 000	30 000	0	0	30 000
826 006	50-20-04	Plan National d'Action de l'Education Nationale	10 000			10 000	0	0	0	0
826 411	50-20-05	Renforcement capacité Lycée Technique					25 000	0	0	25 000
826 037	50-20-11	Construction et équipement Etablissements d'enseignement Province					40 000	0	0	40 000
826 034	50-20-12	Promotion éducation filles dans les systèmes formel, non formel (NG,UA)	4 000	179 158		183 158	0	0	0	0
826 035	50-20-13	Réhabilitation Equipement établissement enseignement en province	15 000			15 000	50 000	0	0	50 000
826 036	50-20-14	Programme de Formation Accélérée des instituteurs	137 000			137 000	0	0	0	0
836 037	50-20-16	Construction et équipement des Inspections académiques					40 000	0	0	40 000
828 011	50-20-17	Appui à l'Ecole des métiers d'art	5 000			5 000	7 000	0	0	7 000
826 038	50-20-23	Réhab. équipement des Inspections académiques nationales					60 000	0	0	60 000
		Total	210 000	216 158	0	426 158	308 000	0	0	308 000
		Enseignement supérieur								
822 026	50-25-01	Réhabilitation et Equipe de l'Institut Supérieur de Dév. Rural (ISDR)	8 000			8 000	25 000	0	0	25 000
822 028	50-25-02	Réhabilitation et Equipement de l'Université de Bangui	7 000			7 000	30 000	0	0	30 000
822 032	50-25-04	Réhabilitation et Equipement de la cité II	0			0	30 000	0	0	30 000
826 403	50-25-06	Réhabilitation et Equipement bibliothèque de l'université Bangui	5 000			5 000	0	0	0	0
822 029	50-25-07	Réhabilitation bâtiment universitaire (FACSS)	0			0	15 000	0	0	15 000
822 031	50-25-09	Construction amphithéâtre de 500 places Faculté de Droit et Sciences Eco.	25 000			25 000	50 000	0	0	50 000
		Total	45 000	0	0	45 000	150 000	0	0	150 000
13		Intérieur chargé de la Sécurité publique								
908 034	70-30-01	Renforcement du Ministère de la Sécurité Publique	5 000			5 000	15 000	0	0	15 000
814 010	70-30-02	Appui à la sécurité civile (Achat d'une Ambulance)	0			0	35 000	0	0	35 000
503 018	70-30-03	Travaux d'assainissement quartiers sinistrés de Bangui (3e, 6e et 7 arrdts)	0	47 000		47 000	0	0	0	0
906 100	70-30-04	Réhab. des bâtiments de la Direction Générale de la Police					5 000	0	0	5 000
		Total	5 000	47 000	0	52 000	55 000	0	0	55 000
14		Commerce, Industrie Promotion Secteur privé								
702 003	80-70-05	Appui à la direction des études et de la planification	5 000			5 000	3 000	0	0	3 000
702 004	80-70-06	Etude et élaboration du plan directeur de la politique du Devp. Industriel	0			0	5 000	0	0	5 000
308 082	80-70-07	Appui aux activités industrielles et commerciales					12 000	0	0	12 000
708 080	80-70-08	Appui à la Commission Nationale des Investissements					12 000	0	0	12 000
706 401	80-70-09	Guichet unique du Commerce					15 000	0	0	15 000
702 006	80-70-10	Renforcement et équipement de la Direction des Ressources					8 000	0	0	8 000
		Total	5 000	0	0	5 000	55 000	0	0	55 000

En milliers de F.CFA		Ministère de tutelle des projets	Exercice 2006			Exercice 2007				
Code projet	Code Budget		Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2006	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2007
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
15		Eaux, Forêts, Chasse, Pêches et Environnement								
134 001	80-50-01	Protection Forêts de Bangassou (CASFDI)	30 000	1 077 000		1 107 000	30 000	33 000	0	63 000
138 010	80-50-05	Appui à la réalis. plans aménagements forestiers II (Berberati)/(CASFDI)	40 000	125 618		165 618	86 000	600 000	0	686 000
138 011	80-50-06	Projet Développement Zones Cynégétiques Villageoises (ECOFAC) / (CASFDI)	35 000	52 528		87 528	100 000	700 000	0	800 000
132 001	80-50-07	Projet Régional Gestion Informat* Environnem. (PRGIE / ADIE) / (CASFDI)	15 000	65 000		80 000	0	0	0	0
132 003	80-50-08	Ecosystème Forestier en Afrique Centrale (N'GOTO) / (CASFDI)	30 000	918 400		948 400	70 000	218 400	0	288 400
139 002	80-50-09	Projets de développement du secteur forestier	1 678 000	0		1 678 000	1 570 000	0	0	1 570 000
153 001	80-50-13	Aménagement de la réserve de Dzanga Sangha (CASFDI)	7 000			7 000	15 000	1 337 000	0	1 352 000
139 001	80-50-14	Equipement du Ministère des Eaux et Forêts (CASFDI)	60 000			60 000	0	0	0	0
132 004	80-50-15	Création de l'agence Centrafricaine de l'Environnement et du Dév.Durable	5 000			5 000	0	0	0	0
134 004	80-50-16	Gestion participative des ressources forestières (CASFDI)	20 000			20 000	25 000	0	0	25 000
152 401	80-50-18	Gestion des terroirs de chasse villageois	0	131 191		131 191	0	141 040	0	141 040
132 005	80-50-19	Appui aux centres de données forestières (CASFDI)					15 000	0	0	15 000
139 003	80-50-20	Renf. des capa. Opérationnelles de la Dir. des Etudes et Planif. (CASFDI)					9 000	0	0	9 000
152 402	80-50-21	Gestion de zone de chasse à Bangassou						13 123	0	13 123
Total			1 920 000	2 369 737	0	4 289 737	1 920 000	3 042 563	0	4 962 563
16		Tourisme et Artisanat								
706 404	80-60-03	Equipement hôtel de chasse (CASFDI)	15 000			15 000	0	0	0	0
703 401	80-60-06	Mise en place compte satellite du Tourisme (CASFDI)	20 000			20 000	0	0	0	0
703 402	80-60-10	Inventaire général des ressources touristiques/ (CASFDI)	20 000			20 000	25 000	0	0	25 000
706 405	80-60-11	Réhabilitation de l'immeuble de la taxidermie	10 000			10 000	15 000	0	0	15 000
706 406	80-60-12	Renforcement des capacités institutionnelles du Ministère de Tourisme	15 000			15 000	20 000	0	0	20 000
706 407	80-60-13	Réhabilitation équipement hôtels de chasse (CASFDI)					35 000	0	0	35 000
703 402	80-60-14	Appui à la Cellule du compte satellite du Tourisme (CASFDI)					25 000	0	0	25 000
703 403	80-60-15	Edition des supports promotionnels (CASFDI)					30 000	0	0	30 000
Total			80 000	0	0	80 000	150 000	0	0	150 000
17		Jeunesse, Sports, Arts et Culture								
817 400	60-50-01	IEC pour chagt. Comport. Santé repro. Ado/jeunes	5 000	54 622		59 622	0	0	0	0
826 105	60-50-06	Réhabilitation bâtiments département jeunesse et sport	5 000			5 000	25 000	0	0	25 000
825 001	60-50-07	Appui au Ballet national Centrafricain	0			0	7 000	0	0	7 000
826 106	60-50-08	Construction équipement des maisons des Jeunes en RCA	0			0	4 000	0	0	4 000
827 001	60-50-09	Construction de bâtiment de trois classes de cours et annexes au CNJS	0			0	20 000	0	0	20 000
829 001	60-50-10	Renforcement des capacités					10 000	0	0	10 000
825 002	60-50-11	Exposition commune et itérative aux trois musées de la femme					6 000	0	0	6 000
825 003	60-50-12	Culture de quartiers en RCA					4 000	17 000	0	21 000
826 301	60-50-13	Musée de la femme	0			0	5 000	0	0	5 000
826 034	60-50-14	Sauvegarde et révilatisation traditions orales des pygmés Aka	10 000	8 400		18 400	15 000	0	0	15 000
826 034	60-50-15	Inventaire général du patrimoine culturel immobilier	5 000			5 000	6 000	0	0	6 000
502 010	60-50-20	Réhabilitation du Complexe Omnisport Bangui	10 000	260 000		270 000	0	0	0	0
Total			35 000	323 022	0	358 022	102 000	17 000	0	119 000
18		Santé publique et population								
814003	50-10-01	Santé de reproduction dans les formations sanitaires	0	121 130		121 130	0	502 400	0	502 400
814 005	50-10-03	Programme élargi de vaccinations	30 000	469 540		499 540	30 000	1 201 000	0	1 231 000
814 006	50-10-04	Lutte contre les MST et le sida	0	1 125 000		1 125 000	0	287 000	0	287 000
814 007	50-10-05	Programme national de lutte contre la lèpre	8 000			8 000	5 000	158 000	0	163 000
814 008	50-10-06	Lutte contre les maladies diarrhéiques et le Paludisme	5 000			5 000	5 000	0	0	5 000
811 100	50-10-07	Renforcement du SNIS	0			0	10 000	50 000	0	60 000
814 044	50-10-08	Lutte contre la trypanosomiase	0			0	12 000	93 150	0	105 150
814 009	50-10-09	Lutte contre l'onchocercose et la druncunculose	8 000	24 600		32 600	0	87 560	0	87 560

Loi de Finances 2007

En milliers de F.CFA			Exercice 2006				Exercice 2007			
			Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2006	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2007
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets		Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
			5 000	26 740		31 740	0	13 000	0	13 000
817 012	50-10-10	Nutrition, lutte contre troubles dus à la carence en iode	15 000			15 000				0
816 001	50-10-12	Réhabilitation hôpital de l'Amitié	0	80 220		80 220				0
818 015	50-10-14	Eau et assainissement	0	185 255		185 255				0
818 016	50-10-15	Soins de Santé Primaire (SSP)	0	1 115 127		1 115 127				0
818 042	50-10-17	Appui au programme sectoriel de santé	15 000			15 000				0
818 018	50-10-18	Réhabilitation des infrastructures sanitaires (Centres de Santé)	0			0	0	138 000	0	138 000
818 029	50-10-19	Santé des adolescents	8 000			8 000	10 000	930 400	0	940 400
814 045	50-10-20	Lutte contre la tuberculose	5 000			5 000	5 000	7 000	0	12 000
818 037	50-10-21	Appui au programme de santé bucco-dentaire	17 000			17 000	25 000	0	0	25 000
818 400	50-10-24	Sécurité transfusionnelle dans les formations sanitaires	0	53 480		53 480	0	63 000	0	63 000
814 050	50-10-25	Prévention de la transmission du VIH/SIDA parent-enfant	15 000			15 000	50 000	0	0	50 000
812 001	50-10-28	Réhabilitation des Hôpitaux régionaux universitaires	10 000			10 000	10 000	0	0	10 000
812 004	50-10-30	Réhabilitation C.N.H.U.B (Dermatologie)	15 000			15 000	20 000	0	0	20 000
814 445	50-10-31	Installation du centre d'hémodialyse au CNHUB	4 000			4 000	0	110 000	0	110 000
818 440	50-10-34	Appui activités d'IEC pour Changem. de Comportem. en Santé de Repro.	10 000			10 000	25 000	0	0	25 000
819 402	50-10-43	Renforcement capacité d'analyse du laboratoire national	20 000			20 000	25 000	0	0	25 000
812 400	50-10-44	Réhabilitation du Complexe pédiatrique	17 000			17 000	20 000	67 050	0	87 050
814 401	50-10-52	Lutte anti-vectorielle	0			0	0	302 408	0	302 408
814 008	50-10-54	Lutte contre le paludisme	15 000			15 000	30 000	0	0	30 000
812 404	50-10-59	Réfection et équipement du local abritant le scanographe corps entier	10 000			10 000	0	0	0	0
812 405	50-10-60	Acquisition d'un groupe électrogène de relais pour CNHUB					15 000	17 000	0	32 000
818 441	50-10-61	Appui aux études, planif. et coordination aide extérieure					0	84 500	0	84 500
817 500	50-10-62	Développement des ressources humaines					0	196 800	0	196 800
814 100	50-10-63	Projet d'appui lutte contre le sida et la tuberculose								
		Total	232 000	3 201 092	0	3 433 092	297 000	4 308 268	0	4 605 268
19		Fonction Pub., Travail, Sécurité Sociale, Insertion Prof.								
906 008	60-40-01	Renforcement du Ministère de la Fonction publique	5 000			5 000	20 000	0	0	20 000
904 005	60-40-03	Extension du bâtiment d'archive FURCA	5 000			5 000				0
902 001	60-40-04	Appui institutionnel à la Direct. Gle Trav. Prév. Sociale					13 000	0	0	13 000
902 002	60-40-05	Appui institutionnel à la médecine du travail					6 000	0	0	6 000
902 003	60-40-06	Appui institutionnel à la Direct. Gle Fonction Publique					20 000	0	0	20 000
		Total	10 000	0	0	10 000	59 000	0	0	59 000
20		Equipement et du Désenclavement								
612 003	80-80-01	Fonds d'Entretien Routier (FER)	1 978 000	524 766		2 502 766	2 478 000	0	0	2 478 000
612 006	80-80-02	Bitumage de la route Bossemptélé- Baoro- Bouar		2 000 000		2 000 000				0
612 001	80-80-04	Réhab. route Bouar Garoua-Mboulai (Appui institutionnel et désenclavement)		2 589 690		2 589 690	70 000	7 230 465	0	7 300 465
616 029	80-80-05	Construction du pont sur la rivière Lim (UP)		1 341 957		1 341 957				0
616 002	80-80-06	Réhabilitation des rues de Bangui		1 235 000		1 235 000	0	1 235 000	0	1 235 000
612 101	80-80-13	Construction des ouvrages d'art dans le sud-Ouest		1 311 914		1 311 914	0	500 000	0	500 000
616 031	80-80-14	Réhabilitation et équipement de la Direction Générale des Ressources	10 000			10 000	5 000	0	0	5 000
618 001	80-80-15	Appui institutionnel à l'entretien routier	0	400 428		400 428	0	1 000 000	0	1 000 000
619 001	80-80-16	Programme de facilitation de transport	0	1 311 914		1 311 914				0
618 002	80-80-17	Appui à la cellule interministerielle de coord. et de Planification	5 000			5 000				0
618 003	80-80-18	Réhabilitation de la route Sibut- Bambari- Bria (Appui au Fonds routier)		654 000		654 000	5 000	0	0	5 000
618 004	80-80-19	Appui à la cellule intersect. de coord. de Planif. de l'Equipmt					0	1 700 000	0	1 700 000
612 101	80-80-20	Réhabilitation de la route Berbérati, Nola, Bayanga								0
		Total	1 993 000	11 369 669	0	13 362 669	2 558 000	11 665 465	0	14 223 465

En milliers de F.CFA		Ministère de tutelle des projets	Exercice 2006				Exercice 2007			
Code projet	Code Budget		Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur Subvent. Emprunt		Total 2006	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur Subvent. Emprunt		Total 2007
			21	Transport, Aviation civile						
			0			0	0	1 000 000	0	1 000 000
622 400	80-81-03	Renouvellement des équipements de la SOCATRAF					0	983 936	0	983 936
628 001	80-81-04	Appui au PST2-transport fluvial				983 936	0		0	983 936
626 006	80-81-05	Réhabilitation et équipement de l'aérogare de Bangui M'poko	100 000			100 000				0
626 005	80-81-06	Réhabilitation et équip. de l'ex ACCF (Cellule d'appui au secteur fluvial)	5 000			5 000				0
622 001	80-81-07	Appui au SCVN du haut Oubangui					15 000	0	0	15 000
628 002	80-81-08	Appui à la Cellule d'appui au secteur fluvial					5 000	0	0	5 000
		Total	105 000	983 936	0	1 088 936	20 000	1 983 936	0	2 003 936
		22	Reconstruction Edifices Publics, Urbanisme et Logement							
			60 000			60 000	60 000	0	0	60 000
508 012	60-60-02	Réhabilitation des équipements urbains et assainissement (FEU)	30 000		3 000 000	3 030 000	125 000	0	0	125 000
502 008	60-60-04	Stade de 20.000 places à Bangui	15 000			15 000	20 000	0	0	20 000
503 018	60-60-05	Réhabilitation et construction des réseaux de drainage								0
502 009	60-60-06	Projet de construction de 57 logements				280 000				0
503 015	60-60-10	Assainis. quartiers Bacongo, Ngouciment, Ouango (THIMO III)				353 457				0
503 016	60-60-12	Travaux d'assainissement du quartier Galabadja	138 000	2 279 777		2 417 777	60 000	393 574	0	453 574
508 013	60-60-13	Appui aux services techniques de l'Urbanisme					10 000	0	0	10 000
509 001	60-60-14	Mise en place d'une base de données		0	0		80 000	0	0	80 000
612 102	60-60-15	Bitumage de la voie d'accès au stade de 20 000 places	0							0
		Total	243 000	2 913 234	3 000 000	6 156 234	365 000	393 574	0	758 574
		23	Finances et Budget							0
			8 000			8 000				0
908 018	80-10-01	Équipement Trésorerie Générale	7 000			7 000				0
906 002	80-10-02	Construction bâtiment annexe trésorerie générale	15 000			15 000	10 000	0	0	10 000
906 019	80-10-03	Réhabilitation et Equipement du Ministère des Finances	10 000			10 000	25 000	0	0	25 000
909 020	80-10-04	Renforcement de la Direction Générale Impôts et Domaines				0	25 000	0	0	25 000
909 105	80-10-05	Réhabilitation et équipement de la Trésorerie Générale				0	30 000			30 000
909 026	80-10-07	Renforcement de la gestion des Finances Publiques				100 000	30 000			30 000
909 027	80-10-08	Renforcement en matériels roulants des régies financières	100 000			100 000				0
909 027	80-10-09	Renforcement de la Direction Générale du Budget	10 000			10 000				0
909 022	80-10-10	Renforcement, équipement Services Douanes (DGDDI) (Sydonia)	100 000			100 000				0
909 023	80-10-11	Renforcement, équipement Services Douanes (DGDDI)				0	20 000	0	0	20 000
909 099	80-10-12	Redevance pour équipement informatique Finances	100 000			100 000	100 000	0	0	100 000
909 101	80-10-15	Réhabilitation, équipement Inspection Générale des Finances (IGF)	10 000			10 000	15 000	0	0	15 000
909 102	80-10-16	Réhabilitation, équipement du Cabinet du Ministre Délégué	15 000			15 000	15 000	0	0	15 000
909 103	80-10-17	Restructuration du réseau informatique du Ministère des Finances	20 000			20 000	25 000			25 000
906 111	80-10-18	Construction des aires de dédouanement de Bêloko et Gamboula	300 000			300 000				0
906 109	80-10-19	Construction du guichet unique des Douanes Bangui	25 000			25 000				0
909 104	80-10-20	Renforcement du guichet de la perception : Construction d'un bâtiment	10 000			10 000	20 000			20 000
906 110	80-10-22	Appui restructuration capacité de gestion macroéconomique de la RCA (ARCAGE)	0	315 062		315 062				0
909 106	80-10-23	Équipement de la Direction Générale du Budget					26 000	0	0	26 000
909 105	80-10-24	Équipement de la Direction des Affaires Juridiques					10 000	0	0	10 000
704 002	80-10-25	Participation au capital de FAGACE					133 000	0	0	133 000
		Total	730 000	315 062	0	1 045 062	484 000	0	0	484 000
		24	Economie, Plan et Coopération internationale							
			10 000			10 000	15 000	0	0	15 000
839 028	80-20-01	Amélioration état nutritionnel communautés vulnérables	5 000			5 000	5 000	0	0	5 000
901 004	80-20-05	Elaboration du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)	25 000			25 000	100 000	0	0	100 000
908 024	80-20-07	Renforcement du Ministère de l'Economie et du Plan	5 000			5 000				0
908 101	80-20-09	Programme d'Appui à la Politique Economique (PAPE)					15 000			15 000
908 108	80-20-10	Renforcement, équipement Direction des Investissement Publics	15 000			15 000				0

En milliers de F.CFA			Exercice 2006			Exercice 2007				
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2006	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total 2007
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
901 200	80-20-12	Fonds d'études et de Préparation de projets		262 383		262 383				0
908 025	80-20-14	Elaboration, Suivi et évaluation du PTI	15 000			15 000	15 000	0	0	15 000
908 028	80-20-15	Renforcement coordination aides extérieures	13 000			13 000	15 000	0	0	15 000
909 044	80-20-16	Renforcement du système de planification et pilotage économique	10 000			10 000	10 000	0	0	10 000
909 045	80-20-17	Appui à l'ordonnateur national du FED		463 905		463 905	0	1 311 914	0	1 311 914
908 104	80-20-19	Suivi et évaluation des projets UNICEF	5 000	104 000		109 000	6 000	104 000	0	110 000
903 400	80-20-23	Programme de comparaison internationale	10 000	54 083		64 083	10 000	54 083	0	64 083
908 105	80-20-24	Coordination Activités en matière de population	5 000			5 000	5 000	0	0	5 000
908 106	80-20-25	Programme micro réalisations en RCA		250 000		250 000				0
908 108	80-20-27	Programme multisectoriel		620 272		620 272				0
908 109	80-20-28	Fonds d'études et d'Experts		13 725		13 725				0
908 110	80-20-29	Projet d'appui à l'intégration régionale		1 311 914		1 311 914				0
906 112	80-20-30	Réhabilitation et équip. Direction Coord. Et Développement Stat. Régional	15 000			15 000	20 000	0	0	20 000
907 012	80-20-31	Renforcement des capacités Direction Générale des Statistiques Eco.	10 000			10 000				0
906 103	80-20-32	Réhabilitation et équipement Direction de la Programmation Pluriannuelle	15 000			15 000	12 000			12 000
909 030	80-20-33	Acquisition des véhicules pour les délégations régionales	75 000			75 000	15 000			15 000
908 112	80-20-34	Amélioration information stat. Et Instruments de politique économique (ARCAGE)		44 080		44 080				0
908 113	80-20-35	Renforcement des capacités de l'ICASEES					15 000	0	0	15 000
908 114	80-20-36	Renforcement des capacités en gestion économique					40 000	2 252 000	0	2 292 000
704 003	80-20-37	Commission Don japonais (Banque Tokyo)					131 370	0	0	131 370
		Total	233 000	3 124 362	0	3 357 362	429 370	3 721 997	0	4 019 997
25		Secrétariat GI du Gouv. et Relation avec le Parlement								
906 556	40-50-01	Equipement de reproduction pour relance du journal officiel	5 000			5 000				0
906 558	40-50-02	Réhab. Cab. du Min. Chargé des Relat. avec le Parlement	0			0	5 000	0	0	5 000
906 557	40-50-03	Equipement de l'ENAM	0			0	10 000	0	0	10 000
		Total	5 000	0	0	5 000	15 000	0	0	15 000
26		Cour Constitutionnelle								
906 121	50-50-01	Réhabilitation et équipement de la Cour Constitutionnelle	7 000			7 000	10 000	0	0	10 000
		Total	7 000	0	0	7 000	10 000	0	0	10 000
27		Haut Conseil de la Communication								
906 122	50-60-01	Renforcement des capacités du Haut Conseil de la Communication	5 000			5 000	7 000	0	0	7 000
		Total	5 000	0	0	5 000	7 000	0	0	7 000
28		Conseil National de la Médiation								
906 559	50-70-01	Réhabilitation siège de la médiation	0	0	0	0	35 000	0	0	35 000
		Total	0	0	0	0	35 000	0	0	35 000
	80-90-01	Droits de Douanes Projets	2 000 000			2 000 000	2 000 000			2 000 000
		TOTAL BUDGET D'INVESTISSEMENT hors droits de douane	6 613 610	30 952 670	3 000 000	40 566 280	8 557 870	27 800 000	0	36 226 500
		TOTAL BUDGET D'INVESTISSEMENT y compris droits de douane	8 613 610	30 952 670	3 000 000	42 566 280	10 557 870	27 800 000	0	38 357 870